

An artistic illustration in a folk-art style. Two women are depicted in a field of various flowers, including red and yellow daisies and purple bell-shaped flowers. The woman on the left is wearing a wide-brimmed hat and a blue patterned sweater, looking up at a flower. The woman on the right has dark curly hair and is wearing a purple top with yellow stars, looking up at the same flower. The background is a light blue-grey with white, cracked, stone-like patterns.

FEMINIST

OPPORTUNITIES

NOW



DES PRATIQUES QUI RÉSISTENT ET TRANSFORMENT

expériences féministes communautaires
contre les violences basées sur le genre

LE SAVOIR FÉMINISTE EN ACTION

Ce guide rassemble les expériences, les stratégies et les enseignements tirés par des organisations féministes du Sud dans le cadre du projet FON, qui vise à renforcer la prévention et la lutte contre les violences liées au genre. Il s'agit d'une ressource évolutive conçue pour inspirer de nouvelles pratiques, renforcer les alliances et contribuer à un changement social durable.

Projet FON – Feminist Opportunities Now

Organisations partenaires : Amérique latine, Afrique et Asie (voir en fin de document la liste complète des OSC et réseaux partenaires).

Consortium : IPPF Afrique (coordination mondiale), Médecins du Monde France (MDM) (soutien pour l'Amérique latine), CREA (soutien pour l'Asie), Empow'Her, (soutien transversal)

Capitalisation mondiale et coordination méthodologique

Équipe de Médecins du Monde France : Chiara Santoro, Carolina Manriquez Amorocho, Luis Arcos Mancilla, Mariana Mancilla Mendoza, Paola Olivares González

Rédaction (consultant.e.s externe.s)

- Ada Bazán
- Klára Hellebrandová
- Arnaud Laaban (Eval4Change)

Conception et mise en page

- Alexa Forero (mandinga.work@gmail.com)

Date de publication

- Juin 2026

Avec le soutien de l'Agence française de développement via le Fonds de soutien aux organisations féministes (**FSOF**).

Les idées et opinions exprimées relèvent de la seule responsabilité des auteurs du présent rapport et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Agence française de développement. Agence française de développement (**AFD**) - Fonds de soutien aux organisations féministes (**FSOF**).

CONTENU

Introduction	6
Fiche VBG et stratégies communautaires	14
Fiche VBG et intersectionnalité	32
Fiche VBG et incidence	56
Fiche VBG et Espace numérique	80
Fiche VBG et justice	106
Conclusions	124

DROITS DES
PERSONNES TRANS



GRE

PROTECCIÓN DES
ENFANTS

INTRODUCTION

PAS UNE FEMME
DE MOINS



DROIT A L'AVORTEMENT

HOMOPHOBIE

JUSTICE

LGBTQI+

POURQUOI CETTE BOÎTE À OUTILS ?

À l'heure où les mouvements féministes sont confrontés à un rétrécissement de l'espace civique, à une réaction de plus en plus hostile aux droits et à un accès de plus en plus limité à des sources de financement flexibles, le partage des connaissances, des expériences et des stratégies est plus important que jamais.

Cette boîte à outils rassemble des pratiques, des méthodologies et des enseignements développés par des organisations féministes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine qui œuvrent pour prévenir et combattre la violence basée sur le genre. Elle vise à être une source d'inspiration pour les organisations féministes du Sud, en proposant des expériences, des outils et des approches pouvant s'adapter à différents contextes et réalités. Bien qu'elle ne présente qu'une partie des bonnes pratiques développées dans le cadre du projet **FON**, cette publication est le fruit d'un processus collectif, participatif et solidaire construit en collaboration avec plus de 140 organisations féministes partenaires du **FON**. Elle reconnaît la valeur de leurs savoirs situés, favorise l'apprentissage collectif et vise à renforcer les capacités afin de contribuer à des sociétés exemptes de violence de genre.

AFRIQUE

- 1 **GUINÉE**
18 Organisations
- 2 **CÔTE D'IVOIRE**
15 Organisations
- 3 **BURKINA FASO**
8 Organisations
- 4 **NIGER**
7 Organisations
- 5 **ETHIOPIE**
17 Organisations
- 6 **KENYA**
16 Organisations

ASIE

- 7 **SRI LANKA**
23 Organisations
- 8 **BANGLADESH**
20 Organisations

AMÉRIQUE LATINE

- 9 **MEXIQUE**
23 Organisations
- 10 **COLOMBIE**
20 Organisations

Amérique Centrale

CETTE BOÎTE À OUTILS VISE À:

- * **Partager des expériences** et des méthodologies de prévention et de lutte contre la violence de genre qui se sont avérées utiles.
- * **Mettre en lumière** les connaissances produites par les organisations féministes du Sud.
- * **Renforcer les capacités** par l'apprentissage collectif.
- * **Inspirer l'adaptation** de stratégies à d'autres contextes.
- * **Contribuer à des transformations** durables pour prévenir et combattre la violence basée sur le genre.



LE PROJET FON

2022-2026 || DIX PAYS
3 CONTINENTS || AMÉRIQUE LATINE, AFRIQUE, ASIE

- * Financé par l'Agence française de développement (**AFD**) dans le cadre du Fonds de soutien aux organisations féministes (**FSOF – Canal 1**).
- * Financement direct, renforcement des capacités, plaidoyer politique, création de réseaux, soutien d'urgence.
- * Combine subventions, renforcement des capacités et soutien aux organisations, réseaux et mouvements féministes.



LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE: Un élément fonctionnel et structurel du système patriarcal

La violence basée sur le genre (VBG) désigne tout acte causant un préjudice physique, sexuel, psychologique ou économique à une personne en raison de son genre. Elle constitue une grave violation des droits humains et se manifeste dans tous les domaines, en tant qu'expression des inégalités de pouvoir et des normes qui punissent celles et ceux qui les remettent en question. D'un point de vue féministe, il s'agit d'un **mécanisme fonctionnel et structurel du patriarcat**. Fonctionne comme un langage et une pratique sociale qui **affirme la masculinité patriarcale, renforce les hiérarchies entre les hommes et garantit la subordination des femmes** et des personnes qui ne se conforment pas aux normes patriarcales et hétéronormatives. La violence basée

sur le genre, et en particulier la violence sexuelle, fonctionne comme une forme de **discipline et de contrôle sur les corps des femmes, des filles, des jeunes et des personnes LGBTQ+**, contribuant ainsi à la reproduction des inégalités de genre. Pour la comprendre, **il faut une analyse contextualisée et intersectionnelle** qui reconnaisse la diversité des contextes et la manière dont des facteurs tels que l'origine ethnique, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, la religion, l'âge, le statut migratoire ou le handicap façonnent différentes expériences de cette violence.¹

¹ [Définition inspirée de celle d'ONU Femmes et des travaux de Rita Segato et d'autres autrices féministes.]

LE CONSORTIUM FON

Les OSC partenaires de FON ont été soutenues par un consortium international composé de **5 organisations internationales**:

- * **IPPF Afrique** – Fédération internationale de planification familiale.
- * **MDM** – Médecins du Monde France.
- * **CREA** – Creating Resources for Empowerment and Action. Empow'Her.
- * **FIDH** – Fédération internationale des droits humains.

PRINCIPES FÉMINISTES QUI FONDENT LA CAPITALISATION

- * Diversité et inclusion.
- * Connaissances ancrées dans le contexte des organisations féministes du Sud.
- * Construction collective des connaissances.
- * Participation consciente.
- * Inclusion linguistique et décolonialité.

Les membres du consortium possèdent une expertise complémentaire en matière de droits humains, de santé sexuelle et reproductive, d'autonomisation économique, de renforcement organisationnel et de plaidoyer féministe.

CINQ AXES D'ACTION FÉMINISTE FACE À LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE

La capitalisation — tant au niveau régional comme au niveau global — a été organisée autour de cinq axes d'action féministe face à la violence basée sur le genre:

- 1 Espace numérique.
- 2 Stratégies communautaires.
- 3 Plaidoyer politique.
- 4 Gestion des cas et accès à la justice.
- 5 Intersectionnalité.

DE L'APPRENTISSAGE LOCAL À LA CONNAISSANCE GLOBALE

- * Processus régionaux de capitalisation (2025).
- * Rencontre internationale de capitalisation (Nairobi, février 2026).
- * Élaboration de cette boîte à outils FON (2026).

COMMENT LIRE CETTE BOÎTE À OUTILS?

- * Il n'est pas nécessaire de lire cette publication du début à la fin.
- * Vous pouvez explorer les chapitres en fonction de vos intérêts, utiliser des outils spécifiques ou vous inspirer des expériences présentées pour renforcer vos propres processus.



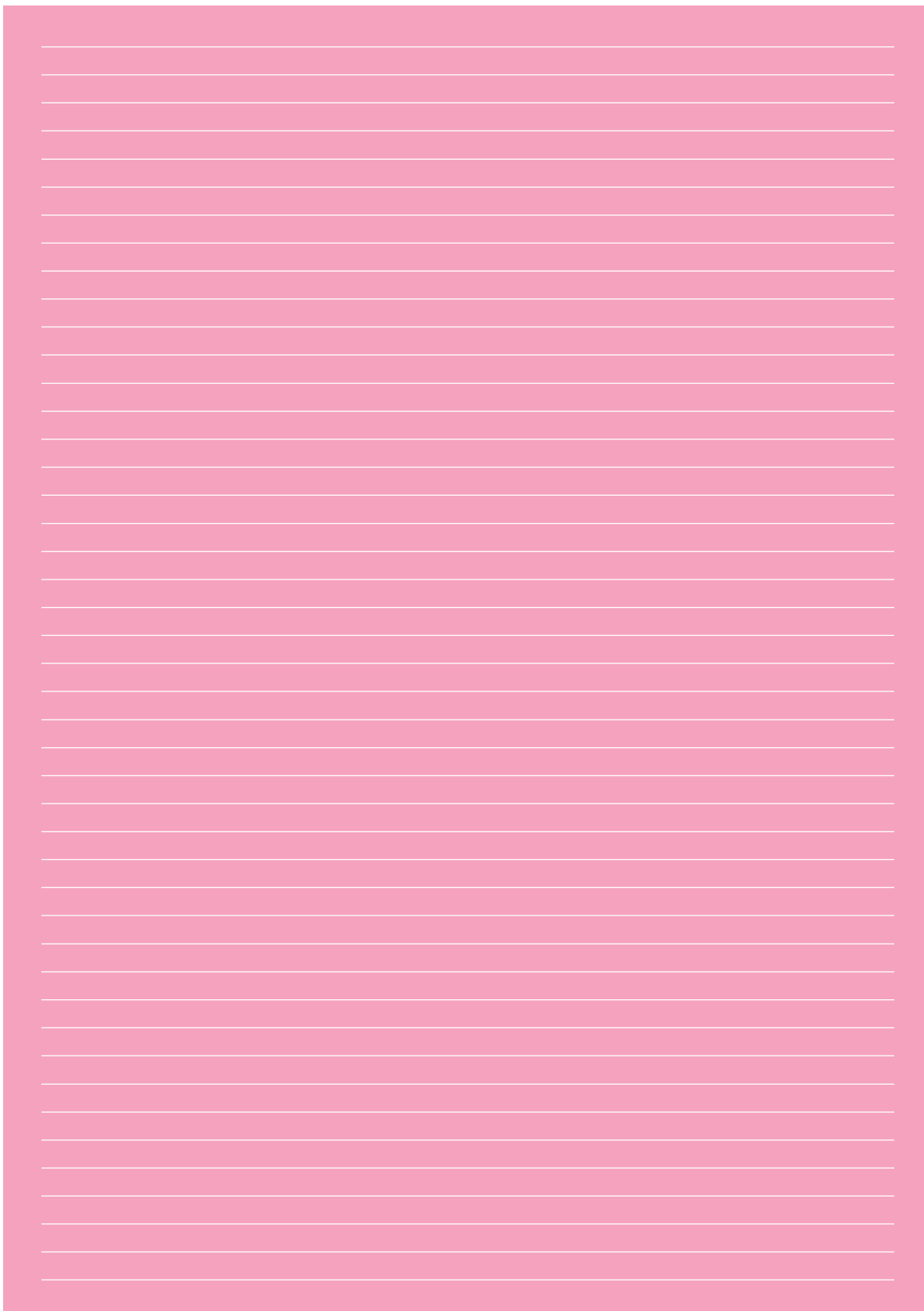
LA BOÎTE À OUTILS EST ORGANISÉE COMME SUIV :

- * Cinq chapitres thématiques: **1.** Espace numérique; **2.** Stratégies Communautaires; **3.** Plaidoyer politique; **4.** Gestion des dossiers.
- * Chaque thème comprend **2 à 3 FICHES** présentant des axes de travail transversaux (partagés par au moins deux des quatre régions géographiques du **FON**).
- * Chaque fiche présente les bonnes pratiques, les enseignements tirés et les défis rencontrés par les OSC partenaires du **FON** en matière de prévention et de lutte contre la violence basée sur le genre.
- * Chaque pratique propose des outils concrets et des méthodologies adaptées.

Cette boîte à outils ne propose ni modèles uniques ni recettes toutes faites. Elle est une invitation à tirer des enseignements d'expériences diverses, à les adapter à chaque contexte et à continuer à construire des réponses féministes, collectives et transformatrices face à la violence basée sur le genre.

GOOD PRACTICES,
LESSONS LEARNED & CHALLENGES

MES NOTES:





Thème:

Violence basée
sur le genre et
stratégies
communautaires



Centre Communautaire

ÉCOLE

INTRODUCTION:

Les organisations participant au projet **FON** sont des organisations communautaires. Leur travail sur le terrain repose donc sur des stratégies collectives élaborées avec leurs communautés, fondées sur le soutien mutuel, la prise en charge, la résistance et la guérison. Elles ne se limitent pas à l'individu mais adoptent une approche holistique qui intègre les aspects sociaux, politiques, économiques, culturels et environnementaux afin de lutter contre et de prévenir différents types de violence basée sur le genre.

Grâce à une analyse transversale des rapports de capitalisation régionaux, aux travaux menés lors du séminaire international de capitalisation mondiale avec la participation de représentant.es de 20 OSC partenaires du **FON** issues de toutes les régions participant au FON (Amérique latine, Afrique de l'Ouest et de l'Est, Asie) et à divers entretiens, des pratiques appropriées et efficaces ont été identifiées pour relever les défis identifiés localement. Celles-ci constituent des

« bonnes pratiques » communes aux différentes régions et pays du **FON**. Bien que toutes les régions et tous les pays partagent les principaux systèmes d'oppression – patriarcat, capitalisme et colonialisme –, ces systèmes se manifestent localement à travers des facteurs et des mécanismes d'oppression spécifiques aux contextes sociopolitiques, économiques, culturels et religieux. Les organisations féministes, dans leurs contextes respectifs, travaillent aux côtés des acteur.rice.s communautaires pour élaborer conjointement des stratégies qui répondent au mieux à l'oppression, à la violence et à la discrimination auxquelles sont confrontées les personnes les plus vulnérables : les femmes, les filles et les personnes non conformes au genre. Ces stratégies sont élaborées dans une perspective intersectionnelle. Ainsi, en collaboration avec les populations, les OSC élaborent conjointement des stratégies innovantes et inspirantes qui contribuent à de profondes transformations sociétales.

SISTERHOOD

FICHE #1

Mobiliser les jeunes en tant qu'acteur.rice.s clés dans la lutte contre la violence basée sur le genre

Étant donné que la violence basée sur le genre (VBG) touche non seulement les femmes, les filles et les personnes non conformes au genre, mais aussi les garçons et les hommes, de manière différente et collective, la réponse doit également être collective et s'appuyer sur chaque membre de la communauté, à partir de la position qu'il occupe.

Dans les bonnes pratiques présentées ici, les organisations investissent dans les jeunes en tant que force motrice de la mobilisation, de la sensibilisation et de la transformation au sein de leurs communautés. Les OSC soutenues par le projet **FON** ont identifié et responsabilisé les jeunes – filles, garçons et personnes de tous genres – pour qu'ils.elles agissent contre la VBG.

Elles ont mis en place une organisation à plusieurs niveaux (école, famille, communauté), relié ces niveaux en créant des réseaux de prévention et de protection, et renforcé leur capacité d'action grâce à une formation féministe pour la transformation, en leur fournissant des informations, en soutenant leurs projets sociaux et de vie, en menant des activités de sensibilisation, en coproduisant des informations fiables et en les mettant en relation avec les acteur.rice.s impliqués dans l'accompagnement des victimes de violence.

Ainsi, la mobilisation communautaire a été l'une des stratégies clés ayant contribué aux succès obtenus.

CONTEXTE:

AFRIQUE

Guinée et Kenya: Des normes sociales patriarcales et conservatrices façonnent les sociétés à travers le monde, tant en milieu urbain que rural. La violence basée sur le genre est le mécanisme ultime du patriarcat, rappelant aux femmes et aux hommes leur place dans la société. Les mécanismes qui perpétuent le patriarcat – y compris la violence basée sur le genre – façonnent la vie des individus dès la petite enfance, voire parfois avant la naissance.

La violence basée sur le genre est donc présente – à des degrés et sous des formes variables – dans toutes les régions du monde. Elle se manifeste par des abus sexuels et par des violences physiques, psychologiques, économiques et culturelles, qui présentent toutes des caractéristiques spécifiques et des facteurs sociaux propres à chaque région. **En Afrique, cela inclut notamment le mariage des enfants et le mariage forcé (130 millions de filles de moins de 18 ans), ainsi que les mutilations génitales féminines (140 millions en Afrique ; la Guinée est le deuxième pays après la Somalie, où le taux de MGF est le plus élevé, à 94,5 %),** parmi d'autres formes de violence qui sont malheureusement également très répandues.

En Guinée, les violences sexistes touchent les enfants, les adolescent.e.s et les jeunes à un rythme alarmant et constituent l'une des formes de violence les plus répandues dans le pays. Selon l'enquête nationale du ministère des Affaires sociales, de la Promotion de la femme et de l'enfant, 92 % des femmes âgées de 15 à 49 ans sont victimes de violences, avec d'importantes variations régionales. Parmi les jeunes, les formes de violences sexistes les plus fréquemment documentées sont les mariages précoces et forcés, le harcèlement sexuel et le viol, ainsi que les grossesses non désirées liées à l'abandon par le partenaire et à un accès très limité à l'éducation sexuelle et à la contraception. **Le mariage précoce, une pratique répandue, ouvre la voie à la violence domestique, physique et sexuelle au sein du couple.** L'école, qui devrait être un lieu sûr, est en réalité un lieu dangereux pour les filles, exposées au harcèlement et à la violence de la part des enseignants ou de leurs camarades, ce qui conduit nombre d'entre elles à abandonner l'école (Search for Commun Ground, 2015).

La violence basée sur le genre touchant les filles et les adolescentes au Kenya reste une préoccupation majeure, tant au sein des établissements scolaires qu'en dehors. Selon l'enquête de 2019 sur la violence à l'encontre des enfants au Kenya, près de la moitié des adolescent.e.s âgés de 13 à 17 ans avaient subi des violences physiques, tandis que les violences sexuelles touchaient 32 % des filles et 18 % des garçons de moins de 18 ans². Les écoles sont elles-mêmes des lieux de violence, les enseignants étant identifiés comme les auteurs les plus courants de violences à l'encontre des garçons, et les petits amis et voisins parmi les auteurs les plus fréquents de violences à l'encontre des filles.

Les adolescentes sont confrontées à une vulnérabilité particulièrement aggravée, faisant face à une « triple menace » : la violence basée sur le genre, les grossesses non désirées et l'infection par le VIH.

Les conséquences s'étendent au-delà des victimes directes : les enfants exposés à un climat de violence en souffrent sur le plan scolaire et peuvent abandonner complètement l'école, ce qui renforce encore les cycles d'inégalité. Bien que le Kenya ait mis en place un cadre juridique et politique relativement solide — comprenant la loi sur l'enfance, la loi sur les infractions sexuelles et la loi sur l'éducation de base —, les taux de prévalence toujours élevés révèlent un écart significatif entre ces engagements et leur application effective sur le terrain, écart encore accentué par une sous-déclaration généralisée due à la normalisation sociale, à la peur et à une sensibilisation limitée.

Colombie: En Amérique latine, les conflits armés, les cartels de la drogue, les disparitions, diverses formes de violence et *les féminicides sont monnaie* courante dans la région.



AMÉRIQUE DU SUD

La Colombie, par exemple, est depuis de nombreuses années le théâtre d'un conflit armé interne qui a entraîné le déplacement forcé de familles entières ainsi que la perte des liens familiaux et des moyens de subsistance. Bien que l'économie nationale connaisse une croissance significative (2,5 % en 2025), les inégalités persistent dans les quartiers populaires et les zones rurales, avec des problèmes économiques, la croissance du travail informel et l'absence d'accès garanti à l'éducation, aux soins de santé et au droit à la ville. Les jeunes hommes et femmes sans projet d'études supérieures et sans emploi sont la proie des organisations criminelles. Le conflit armé entraîne un afflux d'armes dans la région, exacerbant la violence.

2 [<https://www.brookings.edu/articles/gender-based-violence-in-primary-schools-kenya/>]

BONNES PRATIQUES

1 Développer l'écoute active comme compétence relationnelle pour accompagner les cas impliquant des adolescent.es.**

LA STRATÉGIE MISE EN OUVRE PAR L'OSC WAFRICA EN GUINÉE ET PAR L'OSC ENTASHATA LOITA AU KENYA



repose sur un travail entre pairs au sein d'institutions publiques dans le milieu scolaire, dans les zones urbaines en Guinée et les zones rurales au Kenya. À cette fin, des adolescent.e.s et des jeunes – filles et garçons, appelé.es **«champion.ne.s»** au Kenya – sont formé.e.s aux thématiques liées à la violence basée sur le genre, aux concepts de genre et, en particulier, à l'écoute active, qui sera leur principal outil de travail. Leur rôle consiste à sensibiliser leurs pairs à la violence basée sur le genre, à les écouter et, si nécessaire, à signaler les cas de violence identifiés au point focal de coordination locale. Les types de violence basée sur le genre les plus fréquemment identifiés sont : les insultes, le harcèlement, l'extorsion et, parfois, d'autres formes de violence que les adolescent.es subissent à l'école ou dans d'autres contextes.

Pour pratiquer l'écoute active, vous devez :

- Être attentif.ve aux manifestations et aux situations de violence dans votre classe (harcèlement) et pendant les récréations .
- Être attentif.ve aux changements de comportement chez les adolescent.es ; par exemple, les filles peuvent s'isoler de leur groupe ou refuser de participer aux activités, tandis que les garçons peuvent devenir agressifs ou irritables .
- Essayer d'établir un contact avec eux.elles ; le personnel masculin devrait s'adresser aux garçons et le personnel féminin aux filles pour faciliter le contact .
- Trouver un moment et/ou un lieu où la confidentialité est garantie...
- Entamer une conversation et écouter attentivement sans interrompre, sans juger et sans faire autre chose en même temps, comme regarder votre téléphone.
- Posez des questions pour vous assurer que vous avez bien compris.

2

Jeunes filles et garçons – champion.nes au Kenya – produisent des informations fiables pour les bases de données de leur État **

LES ORGANISATIONS WAFRICA EN GUINÉE ET ENTASHATA LOITA AU KENYA

dans le cadre de leur stratégie de travail entre pairs, ont **également formé des jeunes** à l'utilisation d'outils de collecte et d'enregistrement de données, conformément au programme scolaire national, afin d'alimenter les bases de données gouvernementales avec des informations fiables provenant directement du terrain. Les informations recueillies par les jeunes champion.nes servent également à renforcer la compréhension et les capacités de ces derniers concernant la violence basée sur le genre et son impact sur la vie de leurs pairs, à mobiliser la communauté et à mener des actions de plaidoyer. Dans les registres, les personnes sont enregistrées à l'aide de codes afin de préserver leur anonymat.

Au Kenya, lorsque de jeunes champion.nes – filles et garçons – identifient un cas de violence basée sur le genre ou **apprennent que des parents ont l'intention de faire subir à leur fille une mutilation génitale féminine**, ils.elles en informent les coordinateurs régionaux, qui prennent alors le dossier en charge.

À des fins d'archivage : lorsqu'une femme ou une fille victime de violence est identifiée, un code confidentiel lui est attribué. Il s'agit d'un identifiant unique, similaire à un numéro d'enregistrement, qui peut être généré en interne. Par exemple, en utilisant des initiales ou un système de codification propre à l'organisation. Par la suite, une évaluation est réalisée à l'aide de formulaires techniques contenant des questions structurées, afin de mieux comprendre les besoins de la survivante. **Cette évaluation permet de déterminer le type de soutien requis : médical, psychosocial, de réinsertion socio-économique ou autre.** À la suite de cette évaluation, la femme ou la jeune fille victime de violence – la survivante – est orientée vers le service approprié.



3 Autonomiser les adolescent.e.s afin qu'ils.elles puissent poursuivre ce processus, notamment par le biais d'activités génératrices de revenus.**

L'ORGANISATION MOIRAS EN COLOMBIE



a mis en œuvre une stratégie visant à autonomiser les adolescent.es, les jeunes migrant.e.s et la communauté d'accueil afin de prévenir la violence basée sur le genre. L'OSC organise des ateliers d'autonomisation pour les adolescent.es et les jeunes – dans toute leur diversité – afin de les préparer au travail communautaire. À cette fin, elle utilise la méthodologie et la philosophie de l'éducation populaire émancipatrice, dans une perspective intersectionnelle et féministe. L'OSC est consciente de son rôle en tant **qu'acteur politique moteur d'un changement durable.**



Les participant.es au projet sont des adolescent.es et des jeunes – filles, garçons et personnes non binaires – vivant dans les quartiers populaires de la ville de Cúcuta et qui ne sont ni scolarisé.es ni employé.es. L'objectif du projet est de former des jeunes autonomes, capables de créer et de gérer leurs propres projets en s'appuyant sur l'autogestion.

L'organisation **anime des ateliers de formation féministes** sur la violence basée sur le genre, les droits humains, les masculinités patriarcales et l'intersectionnalité des relations de pouvoir, et forme également les jeunes à la gestion de projets. Ainsi, l'OSC les aide, d'une part, à créer leurs projets sociaux et à les gérer de manière totalement indépendante ; d'autre part, elle les soutient dans la co-crédation et la gestion d'activités gdnératrices de revenus en fournissant l'équipement et/ou le soutien financier nécessaires au lancement de l'activité, afin qu'ils.elles puissent par la suite autofinancer leurs projets sociaux.

De plus, l'OSC rassemble périodiquement les différents collectifs de jeunes afin de les mettre en relation, de faciliter l'apprentissage entre pairs et de créer des réseaux. Ainsi, l'OSC augmente le nombre de **jeunes politiquement conscient.es des systèmes d'oppression et des acteurs qui les perpétuent**, protégeant les jeunes dans toute leur diversité et favorisant une vision féministe de la vie.

FICHE #2

Dialogues communautaires pour la paix et l'accès aux droits

Partout dans le monde, les femmes et les filles sont victimes d'une discrimination spécifique en raison de leur genre et, lors des conflits armés, elles sont touchées différemment des hommes et des garçons. **Selon l'ONU, les femmes et les filles représentent 70 % des victimes de conflits.** De plus, les conflits non seulement portent atteinte aux droits des femmes, mais exacerbent également la violence déjà présente dans la vie des femmes et des filles. Malgré cette situation, les femmes jouent un rôle clé dans le maintien de leurs communautés. Elles assument des responsabilités économiques et sociales en période de conflit. Bien qu'elles en soient les principales victimes, ce sont aussi elles qui construisent la paix, le plus souvent loin de la table des négociations. Elles se mobilisent au niveau local et mènent des actions sur le terrain pour mettre fin aux hostilités et promouvoir le dialogue. **Le dialogue communautaire est en effet l'un des outils** clés que les femmes utilisent pour expliquer la situation, dénaturaliser la violence, sensibiliser les membres de la communauté et réduire la violence.

Dans les deux bonnes pratiques mises en œuvre par des OSC soutenues par le projet **FON** présentées ici, le dialogue communautaire est utilisé:

- i) pour engager des discussions entre pairs avec de jeunes hommes sur les masculinités patriarcales et leur montrer l'impact que cela a à la fois sur leur vie – en tant qu'hommes – et sur celle des femmes.
- ii) pour construire une solidarité politique entre les générations de militantes des droits des femmes.

CONTEXTE:

Burkina Faso:

Est une société traditionnelle et conservatrice, caractérisée par des normes sociales patriarcales profondément ancrées et de nombreux facteurs qui créent et perpétuent les inégalités entre les femmes et les hommes, ainsi que la discrimination et la violence à l'égard des femmes. Les inégalités sont omniprésentes, notamment en matière d'accès aux droits, aux soins de santé, à l'éducation et au contrôle des ressources – ce qui rend les femmes particulièrement dépendantes des hommes – ainsi que dans la prise de décision, y compris les décisions les plus intimes concernant leur propre corps. Elles subissent des formes diverses et nombreuses de violence (mariages précoces, viols et abus sexuels, mutilations génitales, entre autres). De plus, le pays est en proie à une crise sécuritaire depuis plus d'une décennie, ce qui exacerbe les inégalités et, surtout, la violence à l'égard des femmes. Comme dans tous les pays et toutes les zones de conflit, les femmes sont les premières victimes, à la fois en raison de la position vulnérable dans laquelle elles se trouvaient déjà avant le conflit et parce qu'elles sont traitées comme un butin de guerre. Parallèlement, **les femmes s'organisent au sein de leurs communautés pour lutter contre la violence.**

AFRIQUE

Éthiopie: Une société très conservatrice, marquée par d'importantes inégalités entre les femmes et les hommes, des souffrances généralisées chez les femmes et les filles, des mariages d'enfants et des mariages forcés, ainsi que la stigmatisation des femmes et des filles. L'insécurité et les conflits, combinés à des normes patriarcales profondément ancrées, ont conduit à une violence basée sur le genre généralisée et croissante. Pendant le conflit du Tigré (2020-2022), **la violence sexuelle a été systématiquement utilisée comme arme de guerre contre les femmes et les filles**, avec des conséquences graves et durables. Cette violence a persisté au-delà du conflit, alimentée par l'impunité, l'insécurité et les déplacements forcés, avec une augmentation du nombre de cas.

Les filles et les jeunes femmes restent particulièrement exposées, tandis que l'insuffisance des réponses institutionnelles, l'accès limité aux soins et la stigmatisation renforcent leur vulnérabilité et contribuent à la normalisation de la violence sexuelle.

BONNES PRATIQUES

1 Changer les normes sociales grâce au dialogue entre pairs.**

L'ASSOCIATION DES JEUNES FEMMES ENTREPRENEURS (AJFEB) AU BURKINA FASO

a créé des espaces sûrs pour des discussions entre pairs et des actions de sensibilisation sur les rôles de genre et les relations de pouvoir fondées sur le genre. Elle vise à susciter un changement de comportement positif chez ses pairs en faveur de la justice de genre.

Ces espaces offrent un cadre conçu pour favoriser la compréhension mutuelle et le respect égalitaire entre les sexes, briser les stéréotypes et encourager l'émergence de solutions collaboratives et autonomes aux défis liés au genre chez les jeunes. En conséquence, cette jeune association a déjà observé des changements positifs chez ses pairs.

À cette fin, l'OSC s'appuie sur l'approche du **« dialogue social inclusif sur le genre »** comme cadre de discussion et de sensibilisation pour promouvoir des normes sociales qui soutiennent les droits humains et l'égalité des genres. Ces dialogues permettent aux garçons comme aux filles d'échanger leurs points de vue et de mieux comprendre les difficultés, les stéréotypes et la discrimination auxquels ils.elles sont confronté.es dans leur société, en particulier lorsqu'ils.elles poursuivent leurs études et font la transition vers le monde du travail.



« Les filles, qui étaient au départ très timides, ont pris confiance en elles pour s'exprimer et défendre leurs droits »

AJFEB



« Lors d'un événement communautaire, un groupe de garçons et d'hommes ayant participé aux dialogues s'est prononcé contre le mariage précoce et a encouragé l'éducation des filles »



AJFEB

L'outil est mis en œuvre en plusieurs étapes et nécessite des animateur.trices formé.es aux questions de genre, aux masculinités positives et aux techniques d'animation participative:

- 1 **Aller à la rencontre des jeunes garçons** intéressés par la participation à des dialogues entre pairs. Les membres de l'association vont à la rencontre des jeunes là où ils se rassemblent : lors de réunions autour d'un thé, dans des groupes de discussion de rue et dans des centres de formation professionnelle, etc. L'association travaille également avec les chefs traditionnels et religieux pour recruter des personnes engagées. Une attention particulière est accordée à la diversité afin de favoriser des échanges riches et inclusifs. Ils veillent à inclure des jeunes hommes scolarisés et non scolarisés, des jeunes hommes célibataires et des garçons en situation de handicap, afin de garantir que le dialogue reflète toutes les réalités sociales.
- 2 **Un guide est élaboré** à l'avance par l'équipe de l'association. Ce guide sert de cadre et permet d'aborder les différents thèmes de manière progressive, tout en laissant la place aux expériences et aux perceptions des participants.
- 3 **Déroulement:** Chaque session s'articule autour d'un thème spécifique ; une brève introduction au sujet est donnée au début de chaque session pour définir le cadre et les objectifs de la discussion, après quoi les discussions prennent la forme d'une conversation (éducative) entre filles et garçons.
- 4 **L'animateur.trice** dirige la discussion, veille à ce que chacun.e puisse s'exprimer à tour de rôle et note discrètement les grandes tendances, les points de friction ou les fausses informations qui ont circulé afin de préparer la session suivante. Cela permet d'adapter les messages de sensibilisation au fur et à mesure que le programme avance.
- 5 Pour les sujets spécifiques pour lesquels l'AJEFB ne dispose pas d'expert.es, on fait appel à une personne-ressource externe. À la fin de chaque discussion, l'animateur.trice résume les enseignements tirés sur les changements possibles et demande à un.e ou deux volontaires de s'engager à mener des actions concrètes en faveur du changement. Un groupe WhatsApp intitulé **«Filles et garçons, agissons ensemble»** a été créé.

L'ORGANISATION ETHIOPIAN WOMEN RIGHTS ADVOCATES (EWRA)



a mis en place un modèle de réseau intergénérationnel entre pairs afin de renforcer la défense des droits des femmes. Ce modèle de réseau a débuté par une journée de discussions entre des organisations de la société civile œuvrant pour les droits des femmes, dans le but de partager leurs expériences concernant les défis rencontrés par les jeunes militant·e·s. Cette première journée a été suivie de la création d'une « plateforme de pairs » qui rassemble chaque trimestre des représentant·e·s d'OSC, des militant·e·s de différents âges et horizons, et de diverses régions du pays. Les participant·es discutent de leurs défis, des risques et des stratégies ; ils cherchent à mettre en commun leurs connaissances et leurs expériences et à se conseiller mutuellement. Cette approche a relancé le dialogue, identifié les lacunes en matière de mise en réseau et de mentorat, renforcé la solidarité, diversifié les perspectives et sensibilisé à la valeur de la collaboration intergénérationnelle en Éthiopie. Cette bonne pratique peut être reproduite dans les régions qui recherchent un plaidoyer durable et collaboratif en faveur des droits des femmes.

Cette initiative a débuté par une évaluation des capacités et des lacunes au sein des organisations de la société civile (OSC) œuvrant pour les droits des femmes, dans le but d'identifier les obstacles et les opportunités pour une collaboration. Cette étape a été suivie par l'organisation d'une journée nationale de dialogue et de partage sur la situation des droits des femmes en Éthiopie et sur les OSC qui les soutiennent, ainsi que sur leurs investissements, leurs besoins, leurs risques et leurs capacités, en soulignant l'importance de disposer d'un espace régulier de rencontre entre pairs **pour partager, apprendre les un·es des autres et unir leurs**

forces dans la défense des droits des femmes. L'objectif principal de cette journée était d'obtenir le soutien des participant·es. La troisième étape a consisté en la création de la « plateforme de pairs pour les droits des femmes », animée par l'EWRA avec la participation inclusive du personnel, de représentant·es d'OSC et de militant·es de tous âges. Ce « réseau/plateforme de pairs » planifie de manière collaborative les thèmes à aborder, tels que la solidarité, le soutien mutuel, les stratégies de collaboration et, en particulier, la mise en avant de femmes leaders historiques. Lors de réunions trimestrielles, ils.elles utilisent des outils qui facilitent la participation active et le partage des connaissances afin que ce réseau/cette plateforme devienne un forum durable capable de catalyser des mouvements plus forts en faveur des droits des femmes

en tirant les leçons des expériences des leaders du passé.



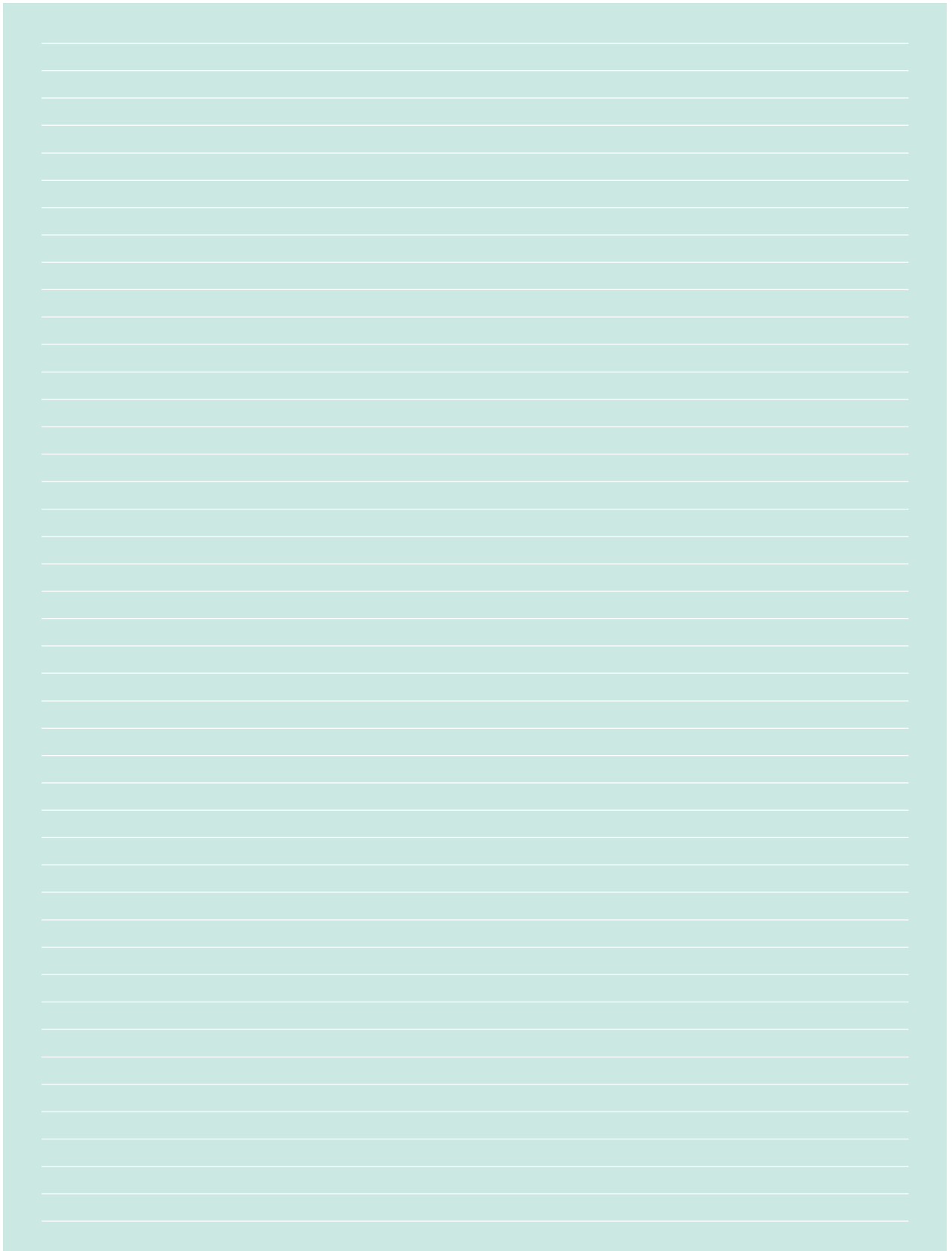
LEÇONS APPRISSES

- Les adolescent.es et les jeunes partagent davantage avec leurs pairs et jouent un rôle clé dans la mobilisation de leurs familles et de leurs communautés.
- L'urgence et l'importance de disposer d'une base de données complète et fiable sur la violence basée sur le genre et sexuelle – élaborée en collaboration avec les personnes concernées – afin de permettre non seulement une prise de décision fondée sur des données et des interventions ciblées, mais aussi l'autonomisation des femmes et des filles victimes de violence et, plus largement, le soutien du public.
- Une formation et un soutien féministes en faveur de l'autonomisation, de l'autonomie et de l'autogestion des adolescent.es et des jeunes sont fondamentaux pour une transformation en profondeur.
- Le changement social et la réduction de la violence basée sur le genre – dans une perspective intersectionnelle – exigent un changement de paradigme, un changement de perspective et un réajustement de la position politique vis-à-vis de la vie. Cette pratique démontre l'importance d'une action conçue et mise en œuvre dans une perspective féministe, tant par l'autonomisation des jeunes – filles, garçons et personnes non conformes au genre – que par le soin de soi en tant que pratique politique.
- L'apprentissage entre pairs est un atout puissant ; fonctionnant comme un miroir, il offre à l'individu une réflexion sur lui-même. Il permet de remettre en question ce qui était auparavant considéré comme immuable.
- Le dialogue intergénérationnel est important pour rendre visible et transformer un mécanisme patriarcal ancré dans toutes les sociétés du monde entier : l'adultocentrisme, ou domination des adultes, qui est intimement lié à la domination masculine et au patriarcat.

DÉFIS/RISQUES:

- Les jeunes écoutant.es sont soumises à un fardeau émotionnel très lourd sans y être préparé.es. Il est essentiel de prévoir des moments et des activités de soins de soi individuels et collectifs animés par des professionnels.
- La prédominance des hommes dans les structures de direction signifie que la plupart des participants aux activités de sensibilisation sont des hommes ; cela renforce les préjugés sexistes, limite la représentation et la participation des femmes aux décisions concernant les questions qui les touchent, et ralentit les réformes politiques et de gouvernance.

MES NOTES:

A large rectangular area with horizontal lines for taking notes. The area is light teal and contains approximately 30 horizontal white lines.

MES NOTES:



Thème:

Violence basée
sur le **genre** et
intersectionnalité



INTRODUCCIÓN:

L'axe «**Violence basée sur le genre et intersectionnalités**» reconnaît que la violence basée sur le genre est un phénomène structurel. Elle se situe à l'intersection de multiples systèmes d'oppression, notamment le patriarcat, le racisme, le classisme, le validisme, la transphobie, le capitalisme et le système colonial reproduit par la colonialité. Ces systèmes génèrent des formes de violence spécifiques, interconnectées et différenciées. C'est particulièrement le cas pour les femmes et les personnes ayant des identités de genre et sexuelles dissidentes, qui subissent une marginalisation liée, entre autres facteurs, à leur origine ethnique, leur identité de genre, leur statut migratoire, leur handicap ou leur situation socio-économique.

Ainsi, les OSC travaillant dans ce domaine cherchent à intégrer une approche intersectionnelle dans la compréhension, la prévention et la réponse à la violence basée sur le genre. Elles visent à mettre en lumière ces réalités différenciées et à promouvoir des réponses appropriées, inclusives et transformatrices.

Ce faisant, elles renforcent les actions qui reconnaissent la diversité des expériences, soutiennent l'autodétermination des personnes concernées et contribuent à transformer les structures sociales, culturelles et institutionnelles qui perpétuent les inégalités et la violence.

Dans l'ensemble, les pratiques les plus innovantes développées dans le cadre du projet **FON** ont donné la priorité au leadership et à la participation directe des populations structurellement réduites au silence, non seulement en tant que bénéficiaires, mais aussi en tant qu'agents du changement.

En effet, l'intersectionnalité ne fonctionne pas comme un cadre théorique abstrait, mais comme une pratique quotidienne qui commence au niveau personnel, se consolide au niveau organisationnel et s'étend au niveau politique. Elle implique une écoute active, une réflexion critique interne et une volonté de remettre en question les privilèges, l'oppression intériorisée et l'exclusion au sein des mouvements féministes, LGBTQI+ et de défense des droits humains. Lorsque cela se produit, l'action collective et la légitimité du travail de lutte contre la violence basée sur le genre s'en trouvent renforcées.

SISTERHOOD

FICHE #1

Renforcer la citoyenneté et l'accès aux droits des femmes en situation de handicap

Le patriarcat, en tant que système social, culturel et politique, a produit une série d'injonctions destinées aux femmes et aux hommes afin qu'ils.elles se conforment au mieux à son modèle social, culturel, économique et politique. Il a également créé un modèle « idéal » de masculinité et de féminité, favorisant le masculin en tant qu'« être » universel – « l'Homme » avec un « H » majuscule – et plaçant le féminin dans un rôle subordonné. Ce modèle promeut l'hétéronormativité et pénalise toute autre orientation sexuelle en la traitant comme déviante. Il promeut la suprématie blanche qui, dans son interaction avec le système colonial, produit une hiérarchie des groupes et des communautés par le biais de la racialisation et du racisme. **Et il promeut un « corps sain »** — qu'il soit masculin ou féminin — exempt de toute forme de handicap ou de capacités différentes, considérant celles-ci comme des maladies et/ou des incapacités à remplir les rôles qui leur sont assignés par le patriarcat. On attend des hommes qu'ils travaillent, produisent et subviennent aux besoins de leur famille et de la société. Quant aux **femmes, on attend d'elles qu'elles portent des enfants, les élèvent et se chargent de toutes les tâches liées à la reproduction de la vie** afin de contribuer à la croissance démographique nécessaire à la production et au capital. Ainsi, les personnes qui s'écartent de ce modèle (parce qu'elles sont des femmes, parce qu'elles sont racialisées, parce qu'elles sont homosexuelles ou non conformes au genre, ou parce qu'elles ont des handicaps et/ou des capacités différentes) sont, par divers mécanismes, y compris la violence, réduites au silence et exclues de la société.

L'intersectionnalité³ — en tant que concept analytique — aide à mettre en lumière l'interaction entre différents systèmes d'oppression. Cette interaction **— entre le patriarcat, le validisme, le racisme, le capitalisme, etc. —** se traduit par des formes complexes de discrimination et des formes spécifiques de violence subies par les femmes, les adolescentes et les filles en situation de handicap. Cependant, ces violences sont souvent rendues invisibles car elles sont minimisées ou tout simplement ignorées. La complexité de ces situations s'accroît lorsque le genre et le handicap se croisent avec d'autres facteurs tels que l'orientation sexuelle, l'identité de genre non binaire, l'ethnicité ou le statut socio-économique.

À travers les trois bonnes pratiques présentées ici, les organisations soutenues par le projet **FON** en Guinée, au Kenya et au Sri Lanka rappellent à l'État et à ses institutions — ainsi qu'aux familles et aux communautés — que les personnes, en l'occurrence les femmes en situation de handicap, sont des titulaires de droits et que les droits doivent être garantis. Cela s'inscrit dans un contexte où, aux niveaux législatif et des politiques publiques, l'intersection de ces différents facteurs est largement négligée. En conséquence, les besoins spécifiques des femmes, des filles et des adolescentes en situation de handicap restent insuffisamment pris en compte.



3 [L'intersectionnalité est un concept analytique et une perspective théorique et politique qui rend compte de l'interaction et de la co-construction de différents systèmes d'oppression — tels que le genre, la race, la classe sociale, l'origine ethnique, l'orientation sexuelle et le handicap — qui opèrent simultanément et donnent lieu à des formes complexes de discrimination.]

CONTEXTE:

Guinée Conakry:

les femmes, les filles et les adolescentes en situation de handicap sont confrontées à des formes complexes de discrimination résultant de l'intersection entre la discrimination et la violence fondées sur le genre et celles fondées sur le handicap. Dans ce contexte, les femmes et les filles issues de milieux populaires et de zones rurales sont les plus vulnérables, notamment en raison des croyances, des stéréotypes et des tabous entourant le handicap. Les villes – et plus encore les zones rurales – ne sont pas adaptées **aux personnes en situation de handicap physique**; elles manquent d'infrastructures adéquates (ascenseurs, rampes d'accès, signalisation tactile pour les personnes malvoyantes, etc.). Le handicap n'étant pas une priorité pour l'État ou les autorités locales, la charge repose entièrement sur les familles. Pourtant, outre la charge financière, les familles subissent souvent la stigmatisation, les mères étant fréquemment amenées à se sentir coupables d'avoir un enfant en situation de handicap. Les filles sont négligées au sein de familles où elles sont considérées comme un fardeau, car leur situation pourrait les empêcher de se marier et d'assumer les rôles traditionnellement attribués aux femmes – tels que les tâches domestiques, la prise en charge des proches et la maternité. Tout cela contribue à ce qu'elles subissent des abus et des violences, y compris des violences sexuelles.

L'absence d'infrastructures adaptées rend difficile l'accès à tout type de service (santé, éducation, etc.), en particulier aux services sociaux, qui sont censés les protéger et les soutenir.

Kenya: Un manque de services d'aide aux victimes de violences basées sur le genre qui soient accessibles aux personnes handicapées et tiennent compte de leurs besoins. Les victimes de violence en situation de handicap, en particulier **les filles et les femmes sourdes, se heurtent à des obstacles systémiques pour accéder à un soutien juridique, médical, policier et psychosocial**. Ces obstacles comprennent le manque d'interprètes en langue des signes kenyane dans les hôpitaux, les commissariats et les tribunaux ; des refuges inaccessibles et des services non adaptés à leurs besoins ; ainsi que la stigmatisation ou la compréhension limitée de la part des prestataires de services de première ligne.



SOMEDAY, WE WILL ALL SUCCEED

Cette exclusion nuit à la prise en charge globale et affaiblit les filières d'orientation, limitant ainsi les progrès vers l'amélioration de l'accès des victimes aux services de lutte contre la violence basée sur le genre. Pour combler cette lacune, des réformes institutionnelles sont nécessaires afin de rendre accessibles les points de prestation de services publics liés à la violence basée sur le genre et à la santé sexuelle et reproductive, ainsi qu'une formation ciblée au niveau des comtés pour les professionnels de santé, la police et les agents judiciaires sur l'inclusion des personnes handicapées et la langue des signes kenyane.

Sri Lanka: L'enquête nationale 2022-2023 du PNUD souligne que les femmes et les filles en situation de handicap représentent 57 % de la population handicapée au Sri Lanka. Elles sont confrontées à de graves difficultés, notamment des taux élevés de harcèlement et d'exploitation sexuels, qui ne sont souvent pas signalés et entravent leur accès aux services juridiques et médicaux. Elles se heurtent également à des obstacles en matière d'éducation et d'emploi, et connaissent des taux de pauvreté plus élevés que les hommes en situation de handicap. Il n'existe aucune disposition légale autorisant l'avortement en cas d'agression sexuelle, et elles sont confrontées à des contraintes en matière de représentation juridique et d'autonomie de vie. Les obstacles liés à l'environnement, aux transports, à la communication et à la culture entravent encore davantage leur pleine participation dans divers domaines.



ASIE

BONNES PRATIQUES

1 La production de données désagrégées sur le handicap pour éclairer le plaidoyer.**

L'ORGANISATION DE SOUTIEN AUX PERSONNES HANDICAPÉES, AFRIQUE ARC-EN-CIEL GUINÉE

Dans le cadre de la subvention du **FON**, on a produit des données désagrégées à partir d'enquêtes sur la participation des femmes handicapées, sur les violences subies par les femmes handicapées et sur leur accès aux droits humains, en particulier aux droits sexuels et reproductifs.

Les enquêtes ont été menées dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest (Guinée, Côte d'Ivoire, Burkina Faso et Niger), en se concentrant principalement sur la vulnérabilité des femmes en situation de handicap face à la violence basée sur le genre, leur niveau d'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, et leur participation politique.

L'échantillon n'a pas été conçu selon une logique statistique strictement uniforme, mais plutôt dans une **optique de représentativité utile pour le plaidoyer**: diversité des handicaps, des tranches d'âge, des cadres de vie et des situations de vulnérabilité. Cette approche est valable, à condition que les limites de généralisation soient clairement énoncées lorsque la taille de l'échantillon reste réduite. C'est pourquoi les enquêtes se sont concentrées sur des zones urbaines ou périurbaines stratégiques. Elles ne prétendaient pas décrire l'ensemble du pays, mais fournir des données suffisamment solides pour éclairer le plaidoyer national et régional.



Ces données ont montré que les femmes en situation de handicap sont exclues des instances décisionnelles, n'ont pas accès aux services de santé sexuelle et reproductive et sont, en silence, victimes de violences (seules 16 % d'entre elles les signalent).

Ces données ont contribué à orienter les efforts de plaidoyer visant à apporter des changements systémiques dans la protection des droits des femmes en situation de handicap en Afrique de l'Ouest, plus particulièrement en République de Guinée.

Les enquêtes se sont concentrées directement sur les femmes en situation de handicap – plutôt que sur la population féminine en général – et ont été désagrégées par type de handicap. En fonction des spécificités de chaque pays, certaines variables ont été prises en compte. Par exemple, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et en Guinée, où le champ d'application était plus large, les enquêtes ne ciblaient que les femmes et les filles en situation de handicap, tandis qu'au Niger, elles couvraient l'ensemble des personnes en situation de handicap. Toutes les enquêtes ont été conçues dans une perspective intersectionnelle.

Les enquêtes ont été élaborées par le Réseau ouest-africain des femmes en situation de handicap (ROFAH) avec le soutien de consultant.es nationaux.ales et de partenaires techniques, à l'aide d'outils adaptés aux thèmes de la violence basée sur le genre, de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR) et de la participation politique. Dans tous les pays, elles combinaient des méthodes qualitatives et quantitatives. Pour la composante quantitative, le choix a tenu compte du budget, ce qui a abouti à un échantillon représentant le pourcentage de femmes en situation de handicap dans les zones concernées, ainsi que des contextes politiques et sécuritaires difficiles. En fonction du contexte, les consultant.es chargé.es de l'enquête ont recruté des enquêteur.trices (au Niger) qui ont dispensé une formation sur l's outils numériques, l'éthique des enquêtes et les interactions avec les femmes en situation de handicap. Certain.es enquêteur.trices étaient eux.elles-mêmes en situation de handicap.

Les analyses les plus utiles pour le plaidoyer sont celles qui relient les chiffres à des obstacles concrets : prévalence de la violence, inaccessibilité physique et informationnelle des services, accès limité à la santé sexuelle et reproductive, exclusion électorale, absence de femmes en situation de handicap dans les espaces de prise de décision et faiblesse des mécanismes de signalement adaptés. C'est cette intégration des données, des témoignages et des recommandations qui fait la force du cadre de plaidoyer.

2 Comblé le fossé juridique: traduire les lois sur la violence basée sur le genre dans des formats accessibles aux femmes et aux filles sourdes.**

LA DEAF EMPOWERMENT SOCIETY OF KENYA (DESK)

dans le cadre de sa mission visant à être un catalyseur de la transformation de la vie et des perspectives de la communauté des personnes sourdes et malentendantes au Kenya, a entrepris un processus visant à remédier à l'exclusion des femmes et des filles sourdes de l'information concernant leurs droits. En effet, bien que le droit à la santé – en particulier la santé sexuelle et reproductive des femmes – soit un droit fondamental, il devient inaccessible en raison d'un manque d'informations accessibles, ce qui a de graves conséquences pour les femmes en situation de handicap.



La pratique présentée ici a comblé le fossé entre la loi et la réalité vécue, amélioré la compréhension des droits juridiques chez les survivantes sourdes, élargi la portée communautaire et obtenu un solide soutien multisectoriel de la part des acteur.rice.s des secteurs de la justice, de la santé et du handicap, renforçant ainsi la culture juridique, la sensibilisation aux droits et l'accès à la justice pour les femmes et les filles sourdes.





Pour y parvenir, les principales lois relatives à la violence basée sur le genre, telles que la loi sur les infractions sexuelles (abus, harcèlement, viol), la loi sur la protection contre la violence domestique et les dispositions fondamentales de la CEDAW, ont été traduites en anglais simplifié et en langue des signes kenyane (KSL) entre janvier et avril 2025. Ce travail s'est inscrit dans le cadre d'un processus structuré impliquant:

- Des expert.es juridiques,
- Des interprètes en KSL,
- Des pairs sourds chargés de la révision,
- Des défenseurs des victimes, afin de garantir l'exactitude, la pertinence culturelle et l'inclusivité.

Ce matériel a ensuite été diffusé sous des formats accessibles (vidéos en KSL sous-titrées, fiches d'information en langage clair, projections communautaires et forums animés par des pairs).

3

Changer les perceptions pour comprendre les difficultés rencontrées par les femmes et les filles en situation de handicap pour accéder à leurs droits. **

L'ASSOCIATION POUR LES FEMMES HANDICAPÉES -AKASA, QUI SIGNIFIE «LE CIEL» AU SRI LANKA

est un réseau de groupes d'entraide qui œuvre pour créer des opportunités et autonomiser les femmes victimes de violence et en situation de handicap, afin qu'elles puissent vivre dans la dignité et l'indépendance. **Dans le cadre du projet FON**

l'association a formé son équipe sur la violence à caractère sexiste et l'intersectionnalité du handicap, et a mené une enquête auprès de jeunes femmes handicapées afin de sensibiliser à leur situation spécifique concernant la violence à caractère sexiste et l'accès à leurs droits. L'objectif de l'enquête était de sensibiliser l'entourage proche des femmes handicapées – parents, aidants – ainsi que les responsables gouvernementaux, à la violence basée sur le genre et aux injustices subies par les femmes et les filles handicapées.



L'enquête a été menée dans sept circonscriptions administratives du district d'Anuradhapura, dans la province du Centre-Nord, et dans treize circonscriptions administratives du district de Kurunegala, dans la province du Nord-Ouest du Sri Lanka. Ces deux régions, avec leurs contextes différents, ont permis de mener une analyse comparative.

Au cours des enquêtes, de nombreux parents et tuteur.trices de jeunes femmes en situation de handicap ont refusé de fournir des informations sur leurs filles, craignant que ces informations ne soient utilisées à des fins de collecte de fonds. Une étroite collaboration avec le gouvernement, ainsi qu'avec d'autres organisations non gouvernementales et le secteur privé, a contribué à instaurer un climat de confiance au sein de la communauté.

Cette initiative a contribué à mettre en évidence la nécessité et l'importance de soutenir les femmes en situation de handicap vers une plus grande autonomie et le respect de leurs droits – tels que le droit de se marier – entre autres.

L'enquête a été conçue conjointement et menée par le personnel d'AKASA et des représentant.es du gouvernement, notamment des responsables chargé.es des questions relatives au handicap, à l'autonomisation des femmes et à leur soutien. Un questionnaire spécialement conçu a été utilisé pour évaluer la sécurité des jeunes femmes en situation de handicap intellectuel.

L'enquête avait deux objectifs: i) **examiner les attitudes** des parents à l'égard de la prise en charge des femmes en situation de handicap, et ii) obtenir des données secondaires auprès des responsables gouvernementaux chargés des services sociaux sur les questions relatives aux femmes et à leur accès aux droits.

L'échantillon était composé de 200 jeunes femmes en situation de handicap, représentant toutes les catégories de handicap. La tranche d'âge identifiée était celle des 15 à 35 ans, « en âge de se marier et susceptibles de se marier ». Cependant, **les personnes interrogées étaient des aidant.es et des parents, principalement les mères** de ces jeunes femmes, chargées de s'occuper d'elles. Ainsi, les résultats de cette enquête reflètent principalement les **attitudes, les opinions, les connaissances et les conditions de vie des aidant.es qui s'occupent de femmes en situation de handicap.**

L'analyse des données s'est appuyée sur l'expérience de l'AKASA, qui mène depuis longtemps des enquêtes et des études sur la communauté des personnes handicapées. Des outils Google ont également été utilisés pour faciliter le processus d'analyse

Les résultats ont été communiqués aux autorités compétentes (police, services sociaux, services chargés des questions féminines et services de santé) ainsi qu'aux parents de jeunes femmes en situation de handicap lors d'ateliers publics.



LEÇONS APPRISES

- Il est important de travailler en réseau car, d'une part, cela permet d'accroître la quantité de données fiables en élargissant les domaines dans lesquels les informations relatives à un groupe souvent invisible sont collectées et analysées ; et, d'autre part, cela permet d'élargir la base de données au niveau régional afin de mener des actions de plaidoyer à cette échelle et d'impliquer d'autres parties prenantes à ce niveau.
- L'intégration d'une perspective intersectionnelle dans la collecte et l'analyse des données permet de produire des connaissances inclusives, renforce la légitimité des organisations travaillant avec les personnes en situation de handicap et, surtout, affine l'analyse des besoins des personnes en situation de handicap vulnérables en vue de plaider en faveur de politiques publiques appropriées.
- L'implication et la sensibilisation des institutions publiques et de leur personnel permettent l'adoption de mesures durables et la proposition de politiques publiques susceptibles de bénéficier au plus grand nombre de personnes en situation de vulnérabilité.
- Il est important de former les personnes chargées de mener des enquêtes sur les droits des femmes en matière de violence basée sur le genre dans une perspective intersectionnelle afin qu'elles puissent stimuler et approfondir la réflexion au cours des enquêtes, en veillant à ce qu'elles soient non culpabilisantes et transformatrices.
- Certaines situations de handicap sont moins visibles que d'autres, mais tous constituent un véritable obstacle à l'accès des personnes handicapées à leurs droits, d'autant plus lorsqu'elles sont également touchées par d'autres facteurs croisés et systèmes d'oppression. Hiérarchiser les différents types de handicap est un mécanisme courant pour – continuer à – diviser et exclure, ce qui entraîne des conséquences très graves pour toutes les personnes handicapées.

DÉFIS/RISQUES:

- Étant donné que les personnes handicapées représentent un pourcentage relativement faible de la population totale d'un territoire donné, les gouvernements ont tendance à les rendre invisibles. Il est donc important de mettre l'accent sur le principe de « ne laisser personne de côté » et sur l'obligation de l'État de garantir les droits de tous. ses citoyen.nes. À cette fin, il est important d'adapter la législation et les politiques publiques dans une perspective intersectionnelle.

FICHE #2

Créer des espaces sûrs dans un monde où il est douloureux d'exister

Les bonnes pratiques développées par les OSC et les collectifs dans le cadre de ce thème se caractérisent par leur capacité à s'adapter à des contextes marqués par des niveaux élevés de violence, d'exclusion et de criminalisation, sans perdre de vue la place centrale des personnes les plus vulnérables, en particulier les personnes LGBTIQ+, les femmes, les filles et les adolescentes racialisées, ainsi que les femmes, les filles, les adolescentes et les personnes LGBTIQ+ en situation de handicap. Toutes les sociétés dans lesquelles ces OSC opèrent sont imprégnées – bien que sous des formes différentes et à des degrés divers – **de systèmes d'exclusion et profondément violents envers les corps considérés comme « autres »**. Ces corps sont perçus comme antagonistes à la norme imposée par des systèmes de domination tels que le patriarcat, l'hétéronormativité, le validisme et le système de genre binaire.

En conséquence, l'existence même des personnes qui « s'écartent de la norme » est stigmatisée. Leurs vies sont marquées par une violence profonde, qu'elle soit visible ou invisible. Dans certains cas, leur existence même est criminalisée. Ainsi, de manière générale, les pratiques des OSC soutenues par le **FON**, qui travaillent selon une approche intersectionnelle, accordent la priorité à la sécurité et à la prise en charge par le biais d'actions discrètes et communautaires, tout en orientant la visibilité publique vers des stratégies de plaidoyer dans les espaces nationaux et internationaux qui permettent d'amplifier les revendications sans exposer les communautés. De même, elles promeuvent une intersectionnalité concrète – au-delà du simple discours – à travers des processus d'autoréflexion organisationnelle, le développement d'un leadership diversifié et la participation significative de groupes structurellement réduits au silence à toutes les étapes des interventions.

Face à des systèmes institutionnels discriminatoires et revictimisants, elles encouragent la formation d'acteurs clés, la production d'outils accessibles et inclusifs, et plaident en faveur de réformes garantissant des services dignes et coordonnés. À cela s'ajoute le renforcement des mécanismes multisectoriels et du soutien communautaire pour faciliter l'accès aux droits dans des contextes bureaucratiques hostiles. De plus, les personnes et les communautés avec lesquelles ces organisations travaillent sont confrontées à une extrême vulnérabilité. Pour beaucoup, **le simple fait d'exister met déjà leur vie en danger.** Dans ce contexte, ces organisations s'engagent dans des efforts à long terme pour instaurer la confiance. Elles y parviennent grâce à des alliances locales, des méthodologies participatives et des stratégies culturelles. Celles-ci comprennent des dialogues communautaires et des campagnes adaptées au contexte. Ensemble, ces approches remettent en cause la stigmatisation et favorisent l'appropriation collective de la lutte contre la violence.

Les bonnes pratiques présentées ici ont été développées dans le cadre du soutien apporté par le **FON** à divers collectifs, organisations et réseaux féministes en Colombie, au Sri Lanka et dans toute l'Afrique de l'Est. Ces acteurs travaillent à partir d'un point de vue politique profond, avec l'intention de transformer leurs sociétés. En tant que représentantes et partenaires de populations structurellement réduites au silence, rendues invisibles et dont les droits sont bafoués par la société et l'État, ces organisations et collectifs font plus que résister : elles transforment activement la réalité. Leurs pratiques sont des « pratiques de terrain » ancrées dans une compréhension profonde de la manière dont les systèmes d'oppression s'entrecroisent et fonctionnent, car elles vivent ces dynamiques dans leur propre corps et leur propre vie. S'appuyant sur ce savoir situé, **elles créent des espaces et des pratiques qui permettent à des personnes d'horizons divers d'exister dans la dignité et au sein d'une communauté.** Cela inclut les personnes marginalisées en raison de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre, de leur condition physique ou mentale, ou de leur racialisation, qui sont souvent confrontées à de multiples formes d'exclusion et à une violence à la fois structurelle et quotidienne. À travers la création collective d'espaces sûrs, ces pratiques placent la vie et la prise en charge collective au centre.

Solidarity
JUSTICE

CONTEXTE:

Colombie:

En Colombie, les personnes LGBTIQ+ continuent de faire face à un contexte de violence et de menaces croissantes qui compromettent gravement leur sécurité et le plein exercice de leurs droits. Cependant, l'absence d'une approche intersectionnelle de la collecte de données, associée à un manque d'intérêt et de compréhension de la part tant des autorités que de certains secteurs de la société civile,

marginalise davantage les expériences des personnes LGBTIQ+ racialisées, handicapées ou déplacées par le conflit, en particulier lorsque ces conditions se recoupent.

Cette omission exacerbe leur vulnérabilité, les laissant pratiquement sans protection dans des environnements où elles devraient être en sécurité – tels que la famille, l'école, le travail ou les espaces publics – mais qui, dans la pratique, deviennent des lieux où leur simple présence peut mettre leur vie en danger. De leur côté, les femmes noires et d'ascendance africaine en Colombie – dont beaucoup sont chefs de famille – sont victimes d'un racisme structurel qui se recoupe avec la violence de genre et la discrimination fondée sur le statut socio-économique, ainsi qu'avec la violence – y compris les déplacements forcés et les violences sexuelles – dans le contexte du conflit interne.

Sri Lanka: Au Sri Lanka, les personnes LGBTIQ+ vivent dans un contexte marqué par la discrimination structurelle, la violence sociale et l'absence de protection effective de la part de l'État. Bien que la Constitution reconnaisse l'égalité devant la loi, elle n'interdit pas explicitement la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, et les relations homosexuelles consenties restent criminalisées en vertu du Code pénal ; bien que cette disposition ne soit pas systématiquement appliquée, elle légitime les pratiques de harcèlement, de détention arbitraire et d'abus, en particulier à l'encontre des femmes transgenres et des travailleuses du sexe. Au-delà de la sphère juridique, **la violence se manifeste quotidiennement sous forme de harcèlement, de menaces, de discours de haine, de «outing» forcé en ligne ⁴ et de pressions familiales** y compris des tentatives visant à soumettre les personnes à des thérapies de conversion ou à des pratiques coercitives.

⁴ [«Outing» Il s'agit du fait de révéler l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne sans son consentement. Cela peut se produire dans divers contextes — en famille, au travail, dans la communauté ou en ligne — et implique généralement la divulgation forcée d'informations que la personne n'a pas choisi de rendre publiques.]

Ces dynamiques s'inscrivent dans un contexte culturel conservateur où persistent de fortes normes hétéronormatives, affectant particulièrement les femmes lesbiennes, les personnes bisexuelles et transgenres dans leur accès à l'éducation, à l'emploi, aux soins de santé et au logement.

La situation des travailleur.euses du sexe dans les pays africains:

Selon l'étude **«Violence against sex workers in Africa»⁵** menée par l'African Sex Worker Alliance (ASWA), en Afrique, les travailleur.euses du sexe sont confronté.es à un contexte de violence structurelle, de stigmatisation et de criminalisation qui a un impact profond sur leur santé, leur bien-être et leur accès aux droits. La fréquence et la gravité de la violence — perpétrée tant par des acteurs étatiques que non étatiques — entraînent de graves conséquences pour la santé sexuelle et reproductive **(inotamment un risque accru de VIH, d'infections sexuellement transmissibles et de grossesses non désirées)**, ainsi que des répercussions sur la santé mentale et des obstacles persistants à l'accès aux services de santé. Ces risques sont exacerbés dans les contextes où le travail du sexe est criminalisé, ce qui réduit le contrôle sur les conditions de travail, légitime les abus et entrave la protection juridique.

Cependant, ces formes de violence ne touchent pas tout le monde de la même manière : elles sont considérablement exacerbées pour les personnes confrontées à des vulnérabilités multiples, telles que les personnes vivant avec le VIH, les personnes transgenres et les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes qui se livrent au travail du sexe — qui sont également exposés à l'homophobie et à la transphobie —, celles qui consomment de l'alcool ou des drogues pour survivre, les personnes en situation de handicap, et en particulier les jeunes et les mineurs, qui sont davantage exposé.es à la violence physique et sexuelle, à l'exploitation et à la coercition.

À cela s'ajoute la diversité des conditions de travail — le travail de rue étant l'une des plus dangereuses — et des parcours de vie marqués par diverses formes d'exploitation. Dans ce contexte, les débats polarisés sur le travail du sexe et la traite tendent à rendre ces réalités complexes invisibles, entravant l'élaboration de réponses centrées sur les droits, les expériences et les besoins spécifiques des travailleur.euses du sexe dans toute leur diversité.

5

<https://home.aswaalliance.org/wp-content/uploads/2025/05/ASWA-Study-on-Violence-Against-Sex-Workers-in-Africa.pdf>

BONNES PRATIQUES

1 Au-delà de la simple survie : la joie, la prise en charge collective et la guérison comme transformation radicale face à la haine et à la violence structurelle. **

LES PRATIQUES DIVERSES ET COMPLÉMENTAIRES DU MOUVEMENT COLOMBIEN DES FEMMES UNIES, DIVERSES ET ÉMANCIPÉES (MUDE) ET DE L'ORGANISATION SRI-LANKAISE DELETE NOTHING

démontrent l'importance de tisser des liens entre résistance et transformation dans la vie quotidienne, en reconnaissant leur nature profondément politique et radicale.



À Palmira (Valle del Cauca, Colombie), le MUDE a créé une maison antiraciste à vocation décoloniale. Il s'agit d'un espace sûr, collectif, communautaire et éducatif en constante évolution. La maison – et le mouvement plus large qui l'entoure – est conçue comme **un espace qui politise la vie quotidienne**

dans une perspective féministe intersectionnelle et décoloniale. Elle rassemble des personnes structurellement réduites au silence et victimes de violences, en particulier

les femmes, filles, garçons et adolescent.es d'ascendance africaine et noir.es de la communauté LGBTIQ+, les personnes en situation de handicap et celles déplacées par les conflits internes.



Movimiento de Mujeres Unidas,
Diversas y Empoderadas

Au-delà d'activités isolées, MUDE construit collectivement un espace de coexistence ancré dans la communauté, la sororité et l'intersectionnalité, où la vie sous toutes ses formes est placée au centre.

La maison devient un lieu où les gens vivent ensemble et se rassemblent, reconnaissant **cet acte de rassemblement comme un premier acte politique de résistance et de transformation**. Comme l'exprime MUDE :

« Nous ne demandons pas la permission : nous rompons avec l'ordre établi. Nous nous rebellons parce que nous refusons d'accepter les chaînes. Nous agissons collectivement parce que la vie n'est pas négociable. Nous sommes une tranchée, nous sommes un territoire, nous sommes un cri. Ici, nous nous battons, ici, nous prenons soin les un.es des autres, ici, nous vivons dans la résistance ! » (MUDE) »

De même, dans son propre contexte, Delete Nothing — fondé par des militantes trans et féministes queer — crée des espaces sûrs pour les personnes confrontées à la persécution et qui, dans de nombreux cas, ne peuvent pas vivre ouvertement selon leur identité par crainte de la violence, y compris de la mort. Dans ces espaces, les participant·e·s peuvent se réunir, partager leurs expériences, rire, réfléchir et développer des stratégies de résistance et de transformation. Elles peuvent également. **être vues, entendues, reconnues, respectées et aimées telles qu'elles sont.**

Tant MUDE que Delete Nothing placent la vie et la diversité au cœur de leur travail. Elles mettent en place une prise en charge collective, des processus de guérison et des formes d'organisation ancrées dans la résistance, la joie et la célébration. Ces éléments sont fondamentaux pour la transformation et pour faire face à la violence et aux systèmes d'oppression. En même temps, elles soulignent l'urgence d'une perspective intersectionnelle, montrant que la discrimination et la violence fondées sur le genre ne sont pas homogènes, mais affectent les personnes différemment selon les formes d'exclusion structurelle qui se recoupent.

Les organisations, ainsi que les mouvements qu'elles animent, transforment les pratiques quotidiennes en outils permettant de transformer des réalités violentes. Ainsi, tout — de l'alimentation à l'éducation, en passant par la mobilisation dans la rue, les moments de silence et d'écoute attentive dans un environnement sûr et co-construit, jusqu'aux moments de joie et de plaisir — devient un outil de résistance et de transformation radicale. MUDE, par exemple, organise et anime un programme de formation et d'éducation antiraciste et décolonial destiné aux enfants et adolescent.es noir.es et d'ascendance africaine. **En utilisant le jeu, la réflexion critique et l'art comme outils d'éducation et d'autonomisation,** MUDE offre non seulement un espace de formation et d'éducation, mais aussi un espace sûr où exister, partager et se construire à partir de nouvelles perspectives.

De même, à travers une **"politique radicale au quotidien"**, la cantine communautaire de MUDE devient un lieu où les gens peuvent se rassembler et tisser des réseaux de résistance contre toutes les formes de haine et d'effacement. En préparant des repas inspirés de la sagesse ancestrale et des régions que les personnes déplacées ont été contraintes de quitter, ***l'acte de nourrir les autres devient un acte de profonde bienveillance, de préservation de la mémoire historique et de résistance contre les systèmes historiques de déni, de racisme et de violence structurelle.*** Dans cette construction collective d'espaces de vie fondés sur le pouvoir, la reconnaissance, la jouissance et la joie, ***la fête est un outil de libération des corps, des esprits et des énergies.*** En ce sens, **Delete Nothing** crée des espaces festifs exclusifs pour les personnes LGBTIQ+, offrant un lieu exempt de violence et de haine, un refuge contre la peur, le déni et la violence engendrés par le monde extérieur, où chacun peut vivre (et être soi-même) à travers la joie, le plaisir et la liberté.

2 Visibilité sans mise en danger: l'importance de la collecte de données anonymes.**

L'ALLIANCE AFRICAINE DES TRAVAILLEUSES DU SEXE (ASWA)



face à la situation critique – mais profondément invisible – des travailleur.euses du sexe, en particulier ceux.celles qui appartiennent à la communauté LGBTIQ+, vivent avec le VIH, sont mineur.es ou consomment des drogues, ***l'Alliance africaine des travailleuses du sexe (ASWA)*** s'efforce de mettre en lumière les formes multiples et interdépendantes de violence auxquelles ils.elles sont confronté.es quotidiennement. À cette fin, elle s'appuie sur ses valeurs fondatrices : l'intersectionnalité et l'inclusion significative ; l'apprentissage et l'adaptabilité ; la responsabilité et l'intégrité ; la solidarité et l'amour ; ainsi que la diversité et le respect. Grâce à son réseau d'organisations membres – plus de 150 réparties dans 38 pays africains –, l'ASWA mène des recherches, des enquêtes, des rapports et des notes d'orientation. Ces actions visent à briser le tab ou, à déstigmatiser et, surtout, à donner de la visibilité et une voix aux travailleur.euses du sexe.

Il s'agit d'un acte politique, radical et transformateur, étant donné qu'aux niveaux social, institutionnel et étatique, les travailleuses du sexe ne sont pas reconnues comme des sujets politiques ni comme des sujets de droit. Ainsi, les sociétés et les États les condamnent à un état de « non-existence », utilisant la violence, le contrôle, la peur, **la stigmatisation et la criminalisation comme mécanismes pour les maintenir dans le domaine du « non-être ».**

«Grâce au FON, nous avons mieux compris l'importance de l'intersectionnalité dans la pratique et avons commencé à travailler davantage avec les travailleuses du sexe trans ASWA»

Entre autres outils, l'ASWA a développé et mis en œuvre – avec le soutien du **FON** – une application numérique qui permet aux travailleuses et travailleurs du sexe de signaler les violences qu'ils.elles subissent en toute sécurité et de manière anonyme, sensibilisant ainsi le public à leurs réalités sans les mettre en danger. Il s'agit d'un outil accessible qui permet aux travailleuses du sexe de signaler directement les cas de violence qu'elles subissent, grâce à un système de questionnaire guidé. Son objectif principal est de documenter systématiquement les différentes formes de violence – y compris les types, les contextes et les zones à haut risque – ainsi que d'identifier les auteurs et de suivre l'état d'avancement des dossiers, depuis le signalement initial jusqu'à leur clôture éventuelle. Cette collecte de données renforce non seulement les stratégies de plaidoyer et l'accès à la justice, mais a également mis en évidence une lacune critique : bien que de nombreux cas soient signalés, une grande partie ne fait pas l'objet d'un suivi adéquat de la part des autorités. Sur la base de ce constat, l'outil devient un instrument clé pour exiger des comptes, dénoncer l'absence de progrès dans les enquêtes et mettre en lumière les failles structurelles des systèmes judiciaires. Il facilite également la coordination avec les médias et la production de preuves concrètes — par exemple, dans les cas de féminicide — afin de donner plus de poids aux plaintes. Le processus de mise en œuvre a été participatif et adaptatif, permettant d'identifier et de corriger les limites initiales de l'outil, d'intégrer les retours d'expérience des communautés et de reproduire les enseignements tirés dans d'autres pays africains. Ainsi, à l'aide des données recueillies, l'ASWA exige que les États s'acquittent de leur responsabilité de protéger les droits et la vie de toutes les personnes, valorisant ainsi la vie des travailleuses du sexe et dénonçant les mécanismes de violence qui opèrent et sont coordonnés à différents niveaux.



LEÇONS APPRIS

- Pour que l'intersectionnalité soit réelle et efficace, il est important que les organisations et les mouvements sociaux s'engagent dans des processus d'autoréflexion organisationnelle, réexaminent leurs pratiques internes et mettent en place un leadership diversifié.
- Centrer les actions sur les expériences vécues par les groupes historiquement exclus et structurellement réduits au silence, en garantissant leur participation à toutes les étapes des interventions.
- Il est important d'utiliser et de développer des méthodologies participatives et ancrées dans le contexte culturel, fondées sur une vision politique et transformatrice qui reconnaît non seulement la diversité des expériences, mais aussi leurs racines structurelles : l'interconnexion des différents systèmes d'oppression.
- L'importance d'une formation spécifique pour les acteurs publics clés, tels que les agents de police, les professionnels de la santé, de la justice et des services sociaux, dans une perspective centrée sur les survivantes de la violence de genre et intersectionnelle.
- Reconnaître les soins collectifs à travers le prisme de l'intersectionnalité comme une pratique politique radicale et transformatrice qui soutient les processus de guérison, de résistance et de transformation sociale.

RISQUES/DÉFIS:

- La persistance de pratiques discriminatoires et de violences au sein des systèmes de santé, de justice et de protection, exacerbée par le racisme, la misogynie, le validisme et la transphobie, qui se traduit par des mauvais traitements institutionnels, une révictimisation, un manque de signalement et l'abandon des procédures judiciaires, en particulier dans le cas des survivantes appartenant à des groupes marginalisés.
- L'absence d'une perspective intersectionnelle dans la collecte de données, qui accentue l'invisibilité et la méconnaissance des causes de la violence subie par les groupes touchés par de multiples facteurs de discrimination et de violence – et entrave l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques axées sur cette violence et ses causes.
- La radicalisation du conservatisme et du fascisme, qui exacerbe le sentiment d'insécurité et alimente la haine et les actes de violence extrême à l'encontre des personnes touchées par divers facteurs d'exclusion et de discrimination.

MES NOTES:



Thème:

**Violence basée
sur le genre
et plaidoyer**



INTRODUCTION:

Les actions menées par les OSC associées au proje **FON** dans le cadre du groupe thématique « Violence basée sur le genre et plaidoyer politique » visent à contribuer à l'élimination de la violence basée sur le genre, en renforçant la capacité d'action des survivantes, des femmes et des filles, ainsi que des organisations qui les soutiennent, afin qu'elles deviennent des actrices du changement social, politique et culturel. Le travail mené par les OSC dans ce domaine thématique repose sur l'autonomisation individuelle et collective, qui permet aux survivantes et aux populations historiquement et structurellement réduites au silence de s'exprimer, de défendre leurs droits et de passer d'une position de bénéficiaires passives à celle de protagonistes capables d'influencer leur propre réalité et celle de leur région ou de leur pays. Elles le font à partir de positions diverses, d'espaces d'action, de création et de réflexion collective, ainsi que par le biais d'une remise en question sociale, culturelle et politique. À cet égard, un soutien holistique et global s'est avéré fondamental, fondé sur la reconnaissance, par les OSC et les collectifs soutenus par le **FON**, des savoirs situés des communautés et, en particulier, des survivantes de violences de genre.

Dans un contexte marqué par la montée en puissance de forces conservatrices, voire fondamentalistes, opposées aux droits des femmes, des filles et des personnes aux identités de genre non binaires – y compris les survivantes de violences

de genre – dans les sphères sociales et décisionnelles, le plaidoyer politique constitue une stratégie essentielle pour défendre les acquis, surveiller leur mise en œuvre et promouvoir de nouveaux progrès en matière de droits. Le plaidoyer mené ou soutenu par les OSC et les collectifs soutenus par le projet **FON** repose sur des actions stratégiques, organisées et durables visant à générer des changements structurels, à s'attaquer aux causes profondes de la violence et à promouvoir des transformations concrètes dans la vie quotidienne des populations touchées.

Les actions menées par les OSC et les collectifs partenaires du **FON** démontrent **que le plaidoyer dans une perspective féministe ne se limite pas à la sphère institutionnelle, mais inclut des mobilisations sociales, culturelles et artistiques, des stratégies d'information et de sensibilisation au niveau communautaire, ainsi que la mise en réseau.**

Ces dynamiques permettent la construction d'agendas communs, renforcent l'autonomie des organisations et des survivantes, et génèrent des connaissances et des données factuelles pour influencer les espaces de prise de décision à tous les niveaux. En agissant à la fois sur les structures, les normes sociales et les dynamiques de pouvoir, ces actions et stratégies contribuent à transformer les conditions qui perpétuent la violence de genre, y compris les normes et les subjectivités qui la rendent possible et la normalisent.

Les fiches thématiques qui composent ce thème visent à partager des pratiques inspirantes issues de différentes régions et territoires du monde participant au projet **FON**. Parmi l'ensemble des axes de travail qui regroupent de nombreuses pratiques innovantes et inspirantes, deux transcendent les contextes géographiques, politiques, sociaux, culturels et même religieux. Les aperçus thématiques présentés

ici les illustrent à l'aide d'exemples de pratiques et d'outils spécifiques provenant de différents territoires/OSC afin de montrer comment ces axes de travail ont été développés et adaptés dans différents contextes et face à différents défis, dans l'espoir qu'ils puissent ainsi inspirer d'autres OSC sur le terrain à travers le monde.

CONTEXTE:

Les pratiques illustrant ce thème s'inscrivent dans des contextes différents – trois régions du monde – présentant des contrastes marqués en termes de contextes politiques, sociaux, culturels et même religieux : le Bangladesh, le Sri Lanka, le Mexique, la Colombie, l'Éthiopie, le Niger et le Burkina Faso. Cependant, tous ces contextes partagent également de fortes similitudes, notamment en ce qui concerne la position des femmes, des filles et des personnes qui s'écartent du système binaire de genre, ainsi que l'accès au pouvoir décisionnel, y compris les décisions concernant leur propre corps.

Ces sept contextes sont marqués par de profondes inégalités de genre, mais aussi par des taux élevés de violences sexistes,

en particulier de violences économiques, sexuelles et physiques, y compris les féminicides. Ces formes de violence trouvent leur origine dans des structures patriarcales qui se reproduisent aux niveaux social, culturel, religieux, institutionnel et structurel, faisant de la société et de l'État, ainsi que des institutions religieuses et culturelles, leurs complices directs ou indirects. Dans ces sept territoires, l'accès des survivantes à la justice – en raison des nombreux obstacles liés au système patriarcal, qui est étroitement lié à d'autres systèmes de domination, tels que le capitalisme et le système colonial reproduit par le mécanisme de la colonialité – est sévèrement limité, ce qui entraîne des niveaux élevés d'impunité dans les sept contextes.

FICHE #1

Documenter avec et par les survivantes de violences basées sur le genre : du silence à la voix du changement

Cette stratégie, mise en œuvre par plusieurs OSC partenaires du **FON** dans différentes régions et différents pays, consiste à **documenter la violence basée sur le genre avec et par les communautés elles-mêmes, et en particulier par les femmes, les filles et les personnes directement touchées par la violence basée sur le genre**. Cette stratégie, qui a été mise en œuvre dans diverses régions et pays participant au projet **FON**, combine : i) la collecte de données avec et par les communautés et les survivantes de VGB, parallèlement au renforcement communautaire ; ii) un soutien complet aux survivantes fourni par les OSC ; iii) la création de réseaux ; et iv) le plaidoyer politique. Grâce à un processus profondément participatif fondé sur des principes féministes — tels que la reconnaissance de l'autonomie des survivantes, l'écoute active, la solidarité, la création d'espaces sûrs et, surtout, la reconnaissance et la mise en avant des voix des survivantes de VGB —, **des données communautaires contextualisées**, sont générées, basées sur les expériences des survivantes. Ce processus comprend plusieurs étapes, telles que l'établissement de la confiance ; la diffusion d'informations et la sensibilisation aux droits ; l'analyse du contexte avec et au sein de la communauté et des personnes touchées par la violence basée sur le genre ; et la collecte de données avec et par les survivantes elles-mêmes et les communautés, par le biais de témoignages, d'enquêtes ou d'études de cas.

Ces données, qui revêtent une légitimité particulière puisqu'elles proviennent des personnes les plus touchées — qui sont devenues les moteurs et les piliers de la documentation et de la production de ces données et de ces recherches —, permettent de soutenir le travail de plaidoyer à différents niveaux, d'interpeller les acteurs institutionnels, d'alimenter les campagnes et les initiatives de sensibilisation, et de mettre en lumière les causes structurelles de cette violence. Parallèlement, cette approche favorise la création de réseaux et d'alliances afin d'élargir la portée territoriale et politique des revendications.

Au-delà du plaidoyer politique dans la lutte contre la violence basée sur le genre, cette stratégie encourage la **participation active et l'autonomisation des survivantes de la violence basée sur le genre et des communautés qui ont été structurellement et historiquement réduites au silence**, en les reconnaissant comme des agents clés du changement plutôt que comme des bénéficiaires passives.

Le processus régional et mondial de capitalisation du projet **FON** a mis en évidence la créativité et la résilience des OSC sur le terrain, qui font preuve d'une grande flexibilité et d'une approche hautement stratégique et holistique des processus de documentation à des fins de plaidoyer politique et social. Quelques expériences tirées du terrain nous permettront d'entrer davantage dans les détails:

CONTEXTE:



Au Bangladesh 75,9 %⁶¹ (2024) des femmes mariées ont subi des violences conjugales, touchant en particulier les adolescentes et les femmes en situation de vulnérabilité économique et environnementale, ce qui met en évidence la nature structurelle de ce phénomène et l'intersection entre la violence basée sur le genre et les inégalités socio-économiques et environnementales. Au Bangladesh, le patriarcat et l'héritage colonial limitent l'accès des femmes à la terre et leur reconnaissance en tant qu'agricultrices, renforçant ainsi leur dépendance économique. Cette inégalité accroît leur vulnérabilité à la violence basée sur le genre, alors que des recherches montrent qu'une plus grande autonomie et un meilleur accès à la terre la réduisent.

En Éthiopie l'insécurité et les conflits, combinés à des normes patriarcales profondément enracinées, alimentent une violence basée sur le genre généralisée et croissante. **Pendant le conflit du Tigré (2020-2022), la violence sexuelle a été systématiquement utilisée comme arme de guerre contre les femmes et les filles** avec des conséquences graves et durables. Cette violence a persisté au-delà du conflit, alimentée par l'impunité, l'insécurité et les déplacements forcés, avec une augmentation des cas dans des régions telles que l'Amhara et l'Afar. Les filles et les jeunes femmes restent particulièrement exposées, tandis que l'insuffisance des réponses institutionnelles, l'accès limité aux soins et la stigmatisation renforcent leur vulnérabilité et contribuent à la normalisation de la violence sexuelle.

AMÉRIQUE DU NORD

Au Mexique la disparition de plus de 130 000 personnes reflète une crise de violence et d'impunité, liée aux groupes criminels et exacerbée par l'inefficacité et la collusion du système judiciaire, dans un contexte qui n'est pas officiellement reconnu comme un conflit.

Dans ce contexte, la disparition des femmes constitue une forme de violence structurelle de genre, liée à la traite, à l'exploitation et au féminicide, et renforcée par des normes patriarcales qui en rendent les conséquences invisibles. Les jeunes femmes — en particulier celles âgées de 12 à 25 ans — et celles issues de milieux socio-économiques moyens-inférieurs et inférieurs sont les plus touchées. Le manque d'accès à la justice, la centralisation et le coût élevé des services, ainsi que l'absence de soutien institutionnel, exacerbent l'impunité et la vulnérabilité des victimes et de leurs familles.

WE NEED TO
BE **RESI
LI
ENT**



AFRIQUE

BONNES PRATIQUES

1 Publication de rapports contenant des informations fournies par des survivantes.**

L'EXPERIENCE DE L'OSC BANGLADAISE BADABON SANGHO

Dans le cadre du projet **FON**, Badabon Sangho, une OSC locale qui anime un réseau d'OSC féministes et de défense des droits des femmes au Bangladesh, a mené des recherches qui ont abouti à la publication du rapport **« Women's Land Ownership**

and Gender-Based Violence Against Women and Girls »⁷

, un outil essentiel pour le plaidoyer politique et social fondé sur des preuves solides et les témoignages des femmes concernées elles-mêmes, qui sont devenues co-chercheuses.

L'étude combine des méthodologies quantitatives et qualitatives, notamment une enquête auprès de 1972 femmes propriétaires foncières dans 13 districts et diverses méthodes participatives – groupes de discussion, entretiens avec des informateurs clés, récits de vie et outils d'évaluation rurale participative – qui contribuent à mettre en lumière les expériences vécues de la violence liée à la terre.



⁷ <https://badabonsangho.org/wp-content/uploads/2025/12/Womens-land-ownership-and-gender-based-violence-1.pdf>

Les résultats de la recherche sont validés par le biais d'ateliers communautaires, facilitant la réflexion collective et la définition des priorités. Ce processus garantit l'exactitude, l'appropriation et la pertinence des données. Cette approche, mise en œuvre en partenariat avec le **Bangladesh Land Rights Network (BLRN)**, renforce la légitimité des données collectées et contribue à inscrire les revendications des femmes à l'ordre du jour des débats publics. Les résultats de la recherche sont traduits en outils de plaidoyer fondés sur des données factuelles, tels que des notes d'information, des rapports et des récits communautaires, qui sont utilisés pour influencer les politiques et les pratiques aux niveaux local et national.

Afin d'instaurer la confiance et de travailler avec les femmes au niveau local, l'OSC Badabon Sangho et le Bangladesh Land Rights Network (BLRN) ont formé des personnes – en particulier des femmes – **dans chaque district aux droits fonciers et aux mécanismes de protection en cas de violence basée sur le genre**. Ces femmes jouent le rôle de « parajuristes » et travaillent en étroite collaboration avec d'autres femmes, leur permettant ainsi de s'informer sur leurs droits et sur les différents mécanismes à leur disposition pour faire valoir ces droits. Cela a également contribué à créer des espaces sûrs et à commencer à dé-stigmatiser la violence subie par les femmes et les filles, voire à la signaler aux autorités compétentes.

L' EXPERIENCE DE L'EQUIPE MEXICANE D'ANTROPOLOGIE MÉDICO-LÉGALE (EMAF)



Cette bonne pratique consiste en l'approche globale développée par l'EMAF pour enquêter sur les disparitions forcées de femmes dans l'État de Guerrero (Mexique), combinant des analyses médico-légales, sociales et de genre avec la participation active des familles et des groupes de recherche.

Cette bonne pratique consiste en l'approche globale développée par l'EMAF pour enquêter sur les disparitions forcées de femmes dans l'État de Guerrero (Mexique), combinant des analyses médico-légales, sociales et de genre



avec la participation active des familles et des groupes de recherche. À travers le rapport « And That Bright Star Is You... » (2025)⁸, l'organisation documente 14 cas survenus entre 2012 et 2022, démontrant comment les disparitions sont liées à d'autres crimes systémiques tels que le féminicide, la traite des êtres humains et la négligence institutionnelle, dans un contexte de violence structurelle et d'impunité.

Avec la FIDH et l'association mexicaine IDHEAS, EMAF a également publié un rapport pour le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes des Nations-Unies⁹ et une documentation sur les disparitions des femmes et des filles en lien avec la traite des êtres humains dans l'Etat de Mexico¹⁰.

« Fon nous a ouvert la voie à une approche spécifiquement féministe, c'est-à-dire il nous a permis d'enquêter sur les causes ou les facteurs sous-jacents de ces violences (disparitions forcées de femmes) »

EMAF

Cette pratique repose sur une méthodologie qui combine l'analyse technico-légale avec les témoignages directs des proches — principalement des femmes — et l'examen des dossiers judiciaires, complétés par une analyse contextuelle et documentaire. Cette approche collaborative permet non seulement de reconstituer les cas, mais aussi d'identifier des schémas et des causes structurelles, en reconnaissant le rôle central des collectifs dans la production de connaissances et le renforcement du plaidoyer pour mettre en lumière ces formes de violence interconnectées.

⁸ <https://emaf.org.mx/publicaciones/>

⁹ <https://www.fidh.org/IMG/pdf/670549293-disappearances-of-women-and-gender-based-violence-in-guerrero-the-invisible-side-of-the-war-on-drugs.pdf>

¹⁰ https://www.fidh.org/IMG/pdf/mexiquefemmes835frweb_1_.pdf

2

Récits : les survivantes comme protagonistes centraux de la recherche et du plaidoyer. **

L'EXPÉRIENCE DE L'ETHIOPIAN HUMAN RIGHT COUNCIL (EHRCO)



El'EHRCO est une organisation pionnière de la société civile éthiopienne qui combine recherche, documentation et plaidoyer pour dénoncer les violations des droits humains et promouvoir la responsabilité.

Dans le cadre du projet **FON**, l'EHRCO a utilisé le storytelling avec une approche genrée et féministe, à la fois comme méthodologie de recherche et comme outil de plaidoyer. Les récits des survivantes ont été placés au centre du processus — non pas comme citations d'appui, mais comme preuves primaires —, reconnaissant les femmes comme les protagonistes de leurs propres expériences. Cette approche s'est appuyée sur de solides réseaux locaux pour instaurer la confiance, garantir un accès sécurisé et appliquer des méthodes centrées sur les survivantes et sensibles au traumatisme.



Les récits ont été soigneusement sélectionnés par échantillonnage raisonné, en collaboration avec des organisations de femmes et des services de santé, afin de garantir la diversité, la crédibilité, le consentement éclairé et la représentation de problèmes systémiques tels que l'impunité, le manque de services et les normes sociales préjudiciables. Les témoignages recueillis ont été compilés dans une publication dédiée, **«Survivors'**

Stories: Voices from Ethiopia on gender-based violence»,
(Récits de survivantes : voix d'Éthiopie sur la violence
basée sur le genre), et constituent la base qualitative de rapports plus larges sur les droits humains.

Au-delà de la documentation, ces récits ont été activement utilisés à des fins de plaidoyer et de sensibilisation : amplifier la voix des survivantes par le biais de campagnes, impliquer les parties prenantes (écoles, autorités, universités) et soutenir des initiatives de formation et de sensibilisation. Il est important de noter que ce processus a également contribué à l'autonomisation des survivantes, **transformant les participantes de « victimes cachées » en actrices du changement**, tout en générant des données factuelles pour favoriser des cadres juridiques plus solides, des services accessibles et des changements dans les attitudes sociales à l'égard de la violence basée sur le genre.

OUTILS ET MÉTHODES UTILISÉS:

- Guides d'entretien centrés sur les survivantes (questions ouvertes et non suggestives, axées sur les expériences, les émotions, les conséquences et les recommandations des survivantes).
- Processus de consentement éclairé (explication des risques et des avantages, du droit de se retirer à tout moment, et de la manière dont le témoignage serait utilisé à des fins de plaidoyer).
- Anonymisation : tous les noms ont été modifiés et certains détails ont été altérés ou généralisés pour des raisons de sécurité, tout en préservant l'authenticité des émotions et des faits.
- Documentation éthique : enregistrements audio (avec consentement), notes détaillées, recoupement avec les rapports médicaux ou les dossiers de police lorsqu'ils étaient disponibles, et orientation immédiate vers un soutien médical/psychologique.
- Collaboration avec les acteurs locaux : des représentants locaux, des organisations de femmes, des hôpitaux, des défenseurs des droits humains (DDH) et des organisations communautaires ont contribué à instaurer un climat de confiance et ont accompagné les survivantes tout au long du processus.
- Compilation : les témoignages ont été transcrits, validés et convertis en récits à la première personne.



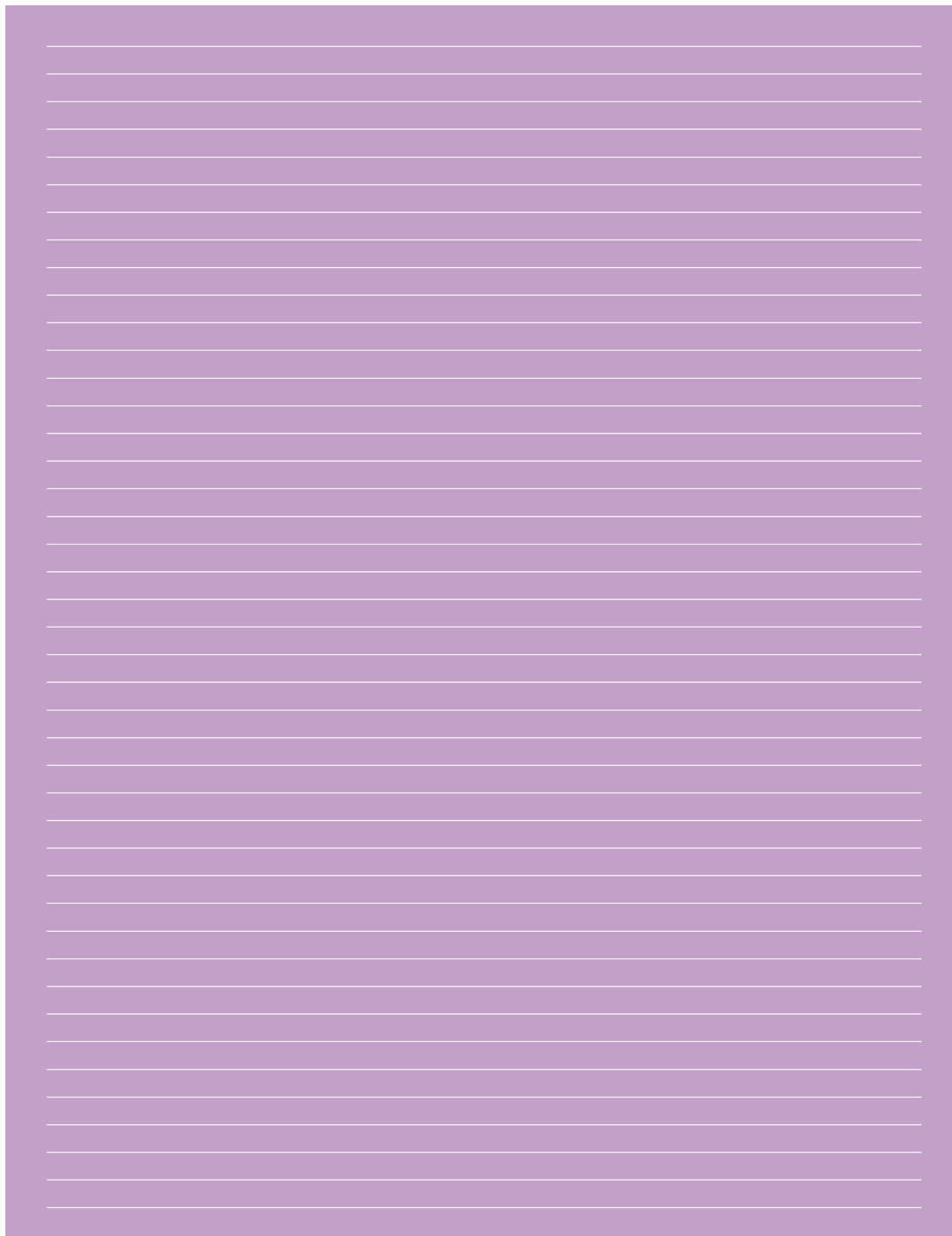
LEÇONS APPRIS

- Il est essentiel d'impliquer les communautés et les survivantes de violences basées sur le genre dans l'analyse du contexte, l'identification du problème et l'élaboration de la stratégie.
- Il est important de mettre en place et de renforcer des réseaux permettant d'étendre la collecte de données et la documentation, ainsi que la portée des activités de plaidoyer et des événements.
- Établir des relations de confiance avec la communauté et, surtout, avec les survivantes grâce à la création d'espaces sûrs, à l'écoute active et à la formation sur leurs droits.
- L'importance d'un soutien global aux survivantes afin qu'elles puissent participer pleinement au processus de documentation et renforcer leur capacité d'action.
- Rechercher la collaboration avec différentes parties prenantes, y compris les institutions publiques – lorsque cela est possible – et les former aux questions liées à la violence basée sur le genre et aux droits des femmes.

DÉFIS/RISQUES:

- Contextes très instables, caractérisés par un retour de bâton et une montée du conservatisme et du fondamentalisme, où les espaces de plaidoyer politique en faveur des droits des femmes et de la lutte contre la violence basée sur le genre sont de plus en plus restreints et exclusifs.

MES NOTES:



FICHE #2

Exercer une pression politique par la sensibilisation et la mobilisation communautaires et publiques

Cet axe consiste à **générer une pression politique par la sensibilisation et la mobilisation communautaires et publiques**, sur la base d'une approche de terrain qui reconnaît les communautés comme des agents du changement. Il repose sur une compréhension approfondie et contextualisée des réalités locales, construite en collaboration avec les personnes qui les vivent, et sur la valorisation de leurs voix, en particulier celles des personnes les plus touchées par les inégalités et la violence. Grâce à des stratégies telles que l'activisme, des questions sensibles sont mises en lumière et les stigmates sont combattus, tandis que la création de réseaux et d'alliances avec des acteurs communautaires et des influenceurs permet de se concentrer sur la sensibilisation et le plaidoyer. Cette approche multisectorielle, non axée sur l'aide sociale, renforce le leadership local et s'adapte avec souplesse à des contextes changeants, en combinant données factuelles et action collective pour influencer les individus, les groupes et les institutions dotés d'un pouvoir décisionnel, en s'appuyant sur la légitimité qui émane des personnes les plus touchées par le problème.

En outre, ce volet met en évidence l'importance des stratégies et de l'accès à l'information, ainsi que **le pouvoir de la pression sociale : une population informée et sensibilisée non seulement aspire au changement**, même dans des contextes politiques extrêmement difficiles, restrictifs et autoritaires. Il souligne également la grande capacité d'adaptation des organisations de la société civile et leur créativité dans la conception de stratégies qui aboutissent à des résultats tangibles, malgré les nombreux obstacles rencontrés.

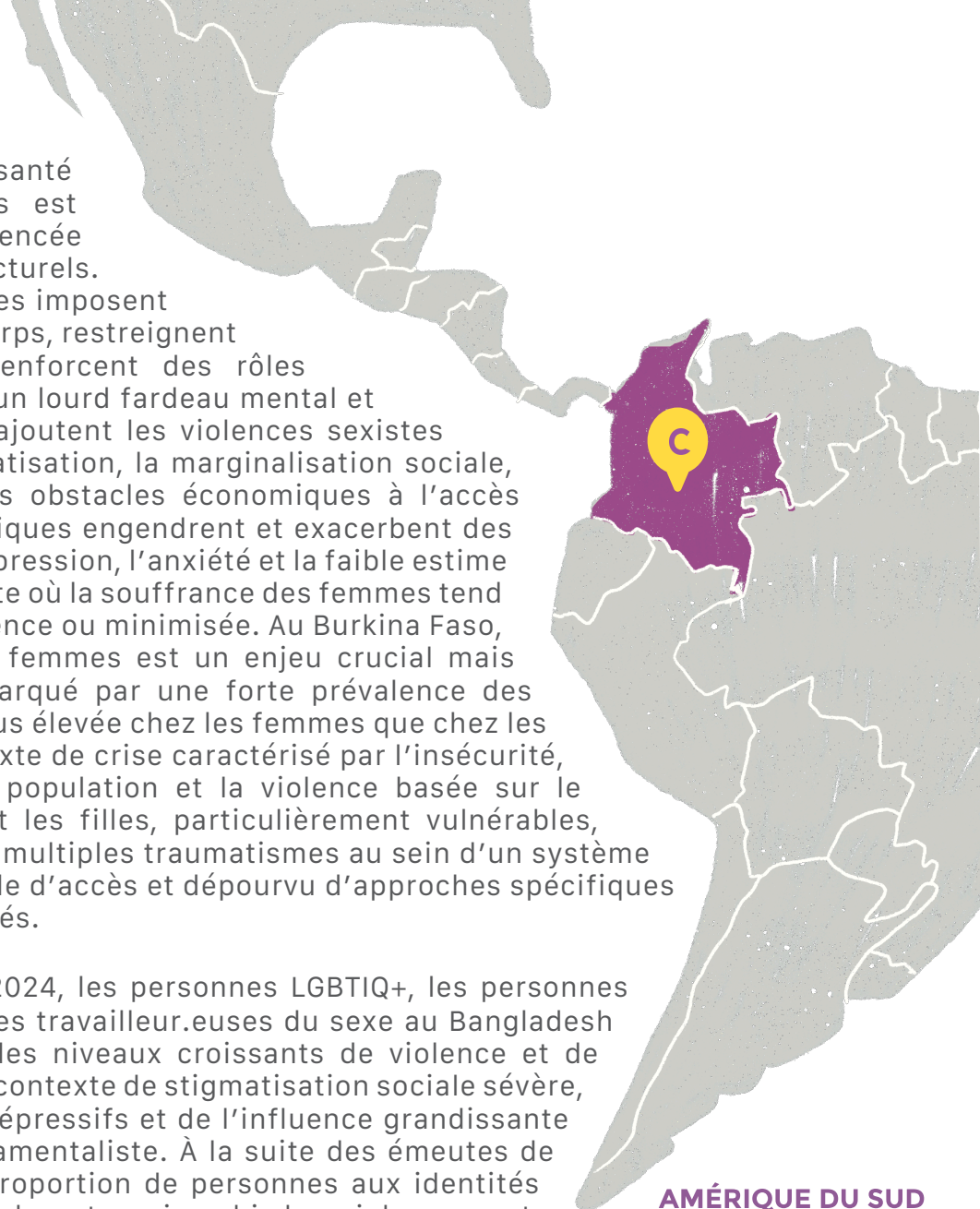
CONTEXTE:

Sri Lanka:

Les femmes et les enfants au Sri Lanka sont confrontés à des niveaux élevés de violence basée sur le genre, ancrés dans les normes sociales, la vulnérabilité économique et une culture du silence. À l'échelle nationale, environ **une femme sur cinq** (20,4 %) a subi des violences physiques ou sexuelles de la part d'un partenaire, près **d'une sur quatre** (24,9%) depuis l'âge de 15 ans, et jusqu'à 40 % ont subi une forme de violence, y compris des abus émotionnels et économiques. Les enfants sont particulièrement vulnérables aux abus sexuels, à l'exploitation et à la traite, 14 % des adolescentes (UNESCO) déclarant avoir subi des abus sexuels. Dans le district de Batticaloa, dans la province de l'Est, la situation est encore plus critique en raison du contexte post-conflit, de la pauvreté et de la marginalisation : dans certaines zones, plus de 70% des femmes ont subi des violences, tandis que les mariages d'enfants et les unions précoces augmentent les risques pour les filles.

Niger: Les femmes et les filles au Niger sont confrontées à des niveaux extrêmement élevés de violence basée sur le genre, exacerbés par la crise humanitaire et les normes sociales discriminatoires. Malgré les cadres juridiques existants, des lacunes importantes persistent dans la prévention et la prise en charge de la violence basée sur le genre : l'accès aux services de santé est limité par la stigmatisation, les coûts, le manque de confidentialité et de personnel qualifié, et la prise en charge des survivantes de violences sexuelles reste insuffisante. Cette situation est aggravée par un environnement politique répressif : depuis 2023, le gouvernement militaire a intensifié les mesures à l'encontre des personnes LGBTIQ+, qui sont victimes de discrimination, de persécution et d'impunité. L'homophobie est utilisée par l'état comme un outil politique qui restreint l'espace civique et aggrave les inégalités et la violence.

India



Burkina Faso: La santé mentale des femmes est profondément influencée par des facteurs structurels. Les normes patriarcales imposent un contrôle sur leur corps, restreignent leur autonomie et renforcent des rôles sociaux qui génèrent un lourd fardeau mental et émotionnel. À cela s'ajoutent les violences sexistes et sexuelles, la stigmatisation, la marginalisation sociale, le rejet familial et les obstacles économiques à l'accès aux soins. Ces dynamiques engendrent et exacerbent des troubles tels que la dépression, l'anxiété et la faible estime de soi, dans un contexte où la souffrance des femmes tend à être passée sous silence ou minimisée. Au Burkina Faso, la santé mentale des femmes est un enjeu crucial mais largement négligé, marqué par une forte prévalence des troubles mentaux – plus élevée chez les femmes que chez les hommes – et un contexte de crise caractérisé par l'insécurité, les déplacements de population et la violence basée sur le genre. Les femmes et les filles, particulièrement vulnérables, sont confrontées à de multiples traumatismes au sein d'un système de santé limité, difficile d'accès et dépourvu d'approches spécifiques adaptées à leurs réalités.

Bangladesh: Depuis 2024, les personnes LGBTIQ+, les personnes vivant avec le VIH et les travailleur.euses du sexe au Bangladesh sont confronté.es à des niveaux croissants de violence et de vulnérabilité, dans un contexte de stigmatisation sociale sévère, de cadres juridiques répressifs et de l'influence grandissante de la rhétorique fondamentaliste. À la suite des émeutes de juillet-août 2024, la proportion de personnes aux identités de genre diverses déclarant avoir subi des violences est passée de 25 % à 42 %, qu'il s'agisse d'agressions physiques et économiques ou de harcèlement de la part des communautés, des clients et des autorités. Cette situation est profondément influencée par des acteurs religieux et des groupes conservateurs qui renforcent l'exclusion et légitiment la discrimination.

Colombie: Dispose du cadre juridique le plus avancé d'Amérique latine en matière de garantie du droit à l'avortement. Depuis 2022 (arrêt C-055), l'avortement est dépénalisé jusqu'à la 24^{ème} semaine de grossesse, ce qui signifie qu'il existe un droit d'accès à des services d'avortement gratuits, légaux et sûrs, sans avoir à remplir aucune condition ni à satisfaire à aucune exigence. Cependant, comme le soulignent les organisations féministes et les groupes de défense du droit à l'avortement, la stigmatisation sociale, la violence gynécologique et obstétricale, la montée du fondamentalisme et la forte influence des institutions religieuses (en particulier catholiques et évangéliques) constituent des obstacles à la réalisation effective de ce droit, car l'accès à celui-ci reste limité et est entravé par de nombreux actes de violence basée sur le genre.

AMÉRIQUE DU SUD

BONNES PRATIQUES

1 Informer, sensibiliser et collaborer pour créer une pression communautaire. **

L'EXPÉRIENCE L'ORGANISATION DE BASE CIRCLE-WING OF YOUNG FEMINIST TEAM

basée dans la province orientale du Sri Lanka – district de Batticaola – démontre l'importance de la mobilisation et de la sensibilisation au niveau local ainsi que de la collaboration avec les institutions. Cette pratique consiste en la création de comités de plaidoyer au niveau communautaire dans deux villages du district de la province de l'Est du Sri Lanka, sous l'impulsion de Circle et de ses partenaires dans le cadre de l'initiative « Renforcement des réseaux de plaidoyer pour les femmes et les jeunes » soutenue par **FON** et en coordination avec le Secrétariat divisionnaire central de Koralaipattu. Ces comités, créés avec l'autorisation des institutions, ont pour rôle principal **d'identifier, de surveiller et d'assurer le suivi des cas liés à la maltraitance des enfants et à la violence basée sur le genre, ainsi que de collecter et de transmettre les informations de la communauté au Secrétariat divisionnaire.**

Le travail du comité renforce le lien entre la communauté et les institutions publiques, permettant **une meilleure détection et un meilleur signalement des cas**, ce qui se traduit par une augmentation des signalements et une plus grande clarté concernant ces questions. De plus, **ils contribuent à sensibiliser** au niveau local et à mobiliser d'autres parties prenantes et autorités autour de ces questions.



D'un point de vue institutionnel, cette pratique est considérée comme positive pour son impact sur la production d'informations pertinentes et la réponse aux cas, et est considérée comme une **stratégie pouvant être reproduite dans d'autres communautés**

- L'un des outils utilisés par Circle, outre la création de réseaux et d'alliances, qui permet la participation directe des survivantes et des personnes exposées au risque de devenir victimes de violence basée sur le genre, et qui vise à sensibiliser et à favoriser la compréhension tant auprès du grand public que des institutions chargées de gérer ces cas, consiste en des marches de sensibilisation. Pour Circle, la participation des jeunes revêt une importance particulière. Les marches s'accompagnent souvent de spectacles de théâtre de rue. Ce fut le cas lors d'une marche de sensibilisation et d'un spectacle de théâtre de rue contre la consommation d'alcool illicite, qui est actuellement l'une des causes sous-jacentes de la violence à l'égard des femmes et du décrochage scolaire dans le district. La marche a réuni 100 élèves, ainsi que des femmes chefs de famille touchées par ce problème. La marche a remporté un vif succès, car elle a attiré l'attention sur cette question et suscité un débat public à ce sujet.

L'EXPÉRIENCE DE LA LIGUE NIGÉRIENNE DES DROITS DES FEMMES



la Ligue nigérienne des droits des femmes est une organisation féministe qui défend les droits des femmes et des filles au Niger, fondée par de jeunes militantes. Parmi ses nombreuses luttes et actions, la Ligue mène un travail de plaidoyer sur des questions liées à la défense des droits des femmes et des droits des victimes de violences basées sur le genre, y compris les violences sexuelles. Sa meilleure pratique en matière de plaidoyer consiste en une mobilisation communautaire et une stratégie à plusieurs niveaux visant à mobiliser certains acteurs politiques – notamment le Premier ministre, le ministère des Affaires sociales et le ministère de la Santé – contre les frais médicaux liés aux examens médicaux post-viol, une condition préalable pour que l'affaire soit signalée et enregistrée par la police.

Ces frais s'élevaient à 10 dollars américains (le salaire minimum journalier officiel au Niger est d'environ 1,50 dollar américain). Bien que ces frais n'aient pas encore été complètement supprimés – notamment en raison de la forte opposition des médecins qui perçoivent une partie des revenus générés par ces examens –, la mobilisation menée par la Ligue a permis de réduire le coût de l'examen jusqu'à 20 % de son prix initial.

Pour susciter une mobilisation à grande échelle et une pression communautaire, la Ligue a lancé la campagne par le biais de séances d'information et de sensibilisation. En effet, la plupart des personnes ignoraient que, pour dénoncer un viol, elles devaient d'abord subir un examen médical et donc le payer. Entre autres stratégies, la Ligue a utilisé des vidéos présentant des témoignages de personnes racontant comment leur vie et celle de leurs proches ont été affectées par la violence et l'impunité. Ces informations ont suscité l'indignation, car « n'importe qui pouvait être touché par ce type de violence » – que ce soit directement ou indirectement, par exemple parce que la victime était leur fille, leur sœur, etc.

Ce processus a suscité l'indignation et une prise de conscience collective, ce qui a facilité l'adoption d'outils d'action tels qu'une pétition adressée au ministère de la Santé ; la large participation à l'organisation d'une marche publique a permis d'intensifier la revendication et d'impliquer des acteurs institutionnels de haut niveau, jetant ainsi les bases d'un plaidoyer politique.

L'EXPÉRIENCE DE L'OSC BURKINABÉ SŒURS POUR SŒURS/TOND LAA TAABA

montre que, dans les contextes où l'opinion publique et communautaire ainsi que la mobilisation dépendent largement du leadership — et même de l'autorisation — des chefs communautaires et traditionnels, qui exercent à leur tour une influence et un pouvoir décisionnel considérables au niveau local et dont les points de vue sont pris en compte par les acteurs gouvernementaux au niveau national, il est important de les impliquer. Ainsi, l'OSC organise des réunions, des sessions de sensibilisation et des formations destinées aux chefs traditionnels et à d'autres acteurs clés (autorités judiciaires, militaires et paramilitaires) sur la situation des femmes et des jeunes souffrant de troubles mentaux, souvent liés à la violence basée sur le genre et à la violence à l'égard des femmes. Pour garantir leur implication, l'organisation commence par des ateliers sur



SŒURS POUR SŒURS
Tond Laa Taaba

la santé mentale, la gestion du stress et le soutien psychologique, qui favorisent les échanges interactifs et une meilleure compréhension des défis liés à la prise en charge globale dans les contextes de crise. Grâce à ces forums, les multiples formes de violence, de marginalisation, de rejet familial, d'accès limité aux services et aux médicaments, ainsi que les violations systématiques des droits auxquelles ces femmes sont confrontées sont mises en lumière, dans un contexte de stigmatisation sévère alimentée par des croyances et des tabous profondément enracinés. S'appuyant sur cela, l'OSC mobilise les chefs traditionnels en tant que figures morales et leaders d'opinion communautaires, les appelant à prendre leurs responsabilités pour s'attaquer à ce problème.

Afin de favoriser une plus grande prise de conscience ainsi qu'un sentiment d'empathie et de responsabilité chez les chefs traditionnels, l'OSC a appuyé la séance d'information en présentant des témoignages des femmes et de leurs familles, des données recueillies au sein de la communauté, ainsi que des récits de vie recueillis par l'OSC auprès des femmes avec lesquelles elle travaille, y compris des témoignages vidéo.

2 Artivisme : l'art comme outil d'activisme et de plaidoyer. **

L'EXPÉRIENCE DE LA FONDATION BANGLADAISE PATHCHOLA



démontre que l'art n'est pas seulement un outil thérapeutique, mais aussi un puissant moyen d'expression personnelle, de communication, de partage d'informations et de sensibilisation lorsque les canaux « traditionnels » de plaidoyer politique sont fermés en raison de la persécution, de la stigmatisation extrême et du risque de violence, comme le vit la population LGBTIQ+ au Bangladesh. Cette « bonne pratique » a consisté à organiser un atelier intensif sur l'art et l'activisme (« artivisme »), au cours duquel 30 jeunes LGBTIQ+ personnes ont reçu une formation brève mais intensive pour mettre en scène des récits et des pièces de théâtre ou présenter des œuvres d'art visuel dans les écoles, dans le but d'aider les victimes, les

parents, les enseignant.es et les pairs à remettre en question les normes néfastes liées à la violence de genre. Ce travail de plaidoyer mené par des jeunes et ancré dans la communauté a touché des centaines de personnes dans six divisions administratives du pays, afin d'ouvrir des dialogues sur la responsabilité collective et de recadrer la prévention de la violence basée sur le genre comme une responsabilité partagée envers tous.tes, y compris les personnes qui s'identifient comme intersexuées, queer, handicapées ou marginalisées. Les jeunes participant.es ont pris confiance en eux.elles-mêmes en tant qu'animateur.trices et ont été rejoints par des alliés locaux.

Parmi les outils utilisés par la Fondation dans le cadre de l'**"artivisme"** on trouve:

La narration à travers des récits visuels: la photographie, l'illustration et les courtes vidéos sont utilisées pour documenter des histoires personnelles. Ces récits sont ensuite compilés dans des expositions ou des campagnes numériques. Cette approche contribue à humaniser les expériences des personnes LGBTIQ+ et rend la défense de leurs droits plus accessible.

Plaidoyer par le théâtre forum et les performances: le théâtre forum et les courtes représentations scéniques sont utilisés pour refléter les défis quotidiens auxquels sont confrontées les personnes LGBTIQ+. Cette méthode encourage le dialogue et permet au public de s'impliquer à la fois émotionnellement et de manière critique.

On utilise des matériaux peu coûteux et accessibles à tous.tes, tels que le bricolage en papier, la photographie sur téléphone portable et des applications simples de montage numérique. L'accent est mis sur l'expression plutôt que sur la perfection technique et esthétique.

L'EXPÉRIENCE DU COLLECTIF L'AVORTEMENT - MONTAÑERAS ENRUENADAS, BOYACÁ.

Il s'agit d'une organisation féministe de base, fondée par des jeunes femmes qui apportent un soutien en matière d'avortement par le biais de formations, de plaidoyer, de mobilisation et d'accompagnement dans l'avortement, avec amour et défiance. Parmi ses meilleures pratiques figurent ses activités dans les espaces publics – tels que les rues, les places et les parcs – visant à informer et à sensibiliser sur l'avortement et les obstacles auxquels les femmes sont confrontées – en particulier celles qui se trouvent dans des situations les rendant particulièrement



vulnérables, comme l'orientation sexuelle, l'identité de genre, les victimes de violences sexuelles, les jeunes femmes issues de milieux défavorisés, etc. Ces sessions de sensibilisation revêtent une importance capitale, car le grand public manque d'informations à ce sujet et part du principe que l'avortement – étant légal en Colombie – est accessible à toutes. Lors de ces sessions de sensibilisation et d'information, le Collectif utilise l'art – en particulier la musique et le tissage, y compris des fresques murales tissées collectivement – comme moyen d'expression qui perdure au-delà de l'événement.

«A travers des représentations artistiques, nous abordons les mythes qui entourent le droit à l'avortement, ce qui nous permet aussi d'amener les gens à être un peu plus à l'écoute et de briser les préjugés»

MONTAÑERAS ENRUANADAS

Entre autres initiatives, le Collectif pour l'avortement, en collaboration avec d'autres collectifs féministes, a organisé des festivals – Canto a la Lechuza – et des salons éducatifs proposant des spectacles musicaux, du tissage collectif et des performances artistiques telles que du **théâtre et du cirque social. En ce sens, l'art permet de transmettre des messages, capte l'attention de publics divers** – en termes d'âge, de convictions politiques, etc. – et suscite la curiosité, ce qui facilite le dialogue, l'interaction et, en fin de compte, la diffusion d'informations et la sensibilisation afin de constituer la masse critique susceptible d'être mobilisée lors d'actions politiques.



LEÇONS APPRISSES

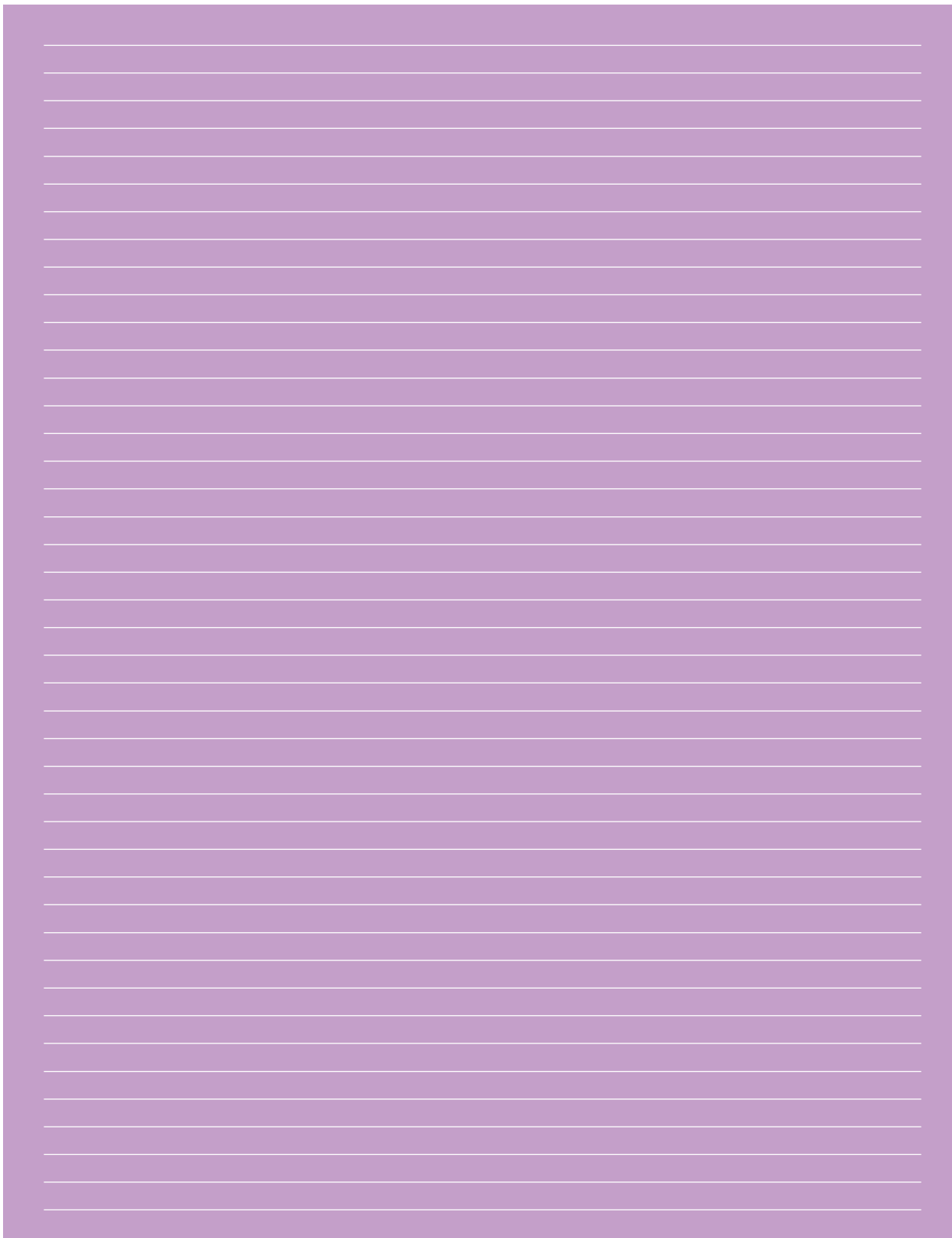


- Faire preuve de souplesse et s'adapter à l'évolution des contextes.
- Impliquer différentes parties prenantes dans le processus de plaidoyer : la communauté, les leaders communautaires, les autorités traditionnelles, les institutions locales.
- Informer et sensibiliser avant de lancer le plaidoyer politique afin de constituer une masse critique capable d'exercer une pression.
- Veiller à ce que les jeunes participent activement à la stratégie de plaidoyer.
- La mobilisation des différentes parties prenantes ne peut se faire sans ressources humaines, techniques et financières adéquates.

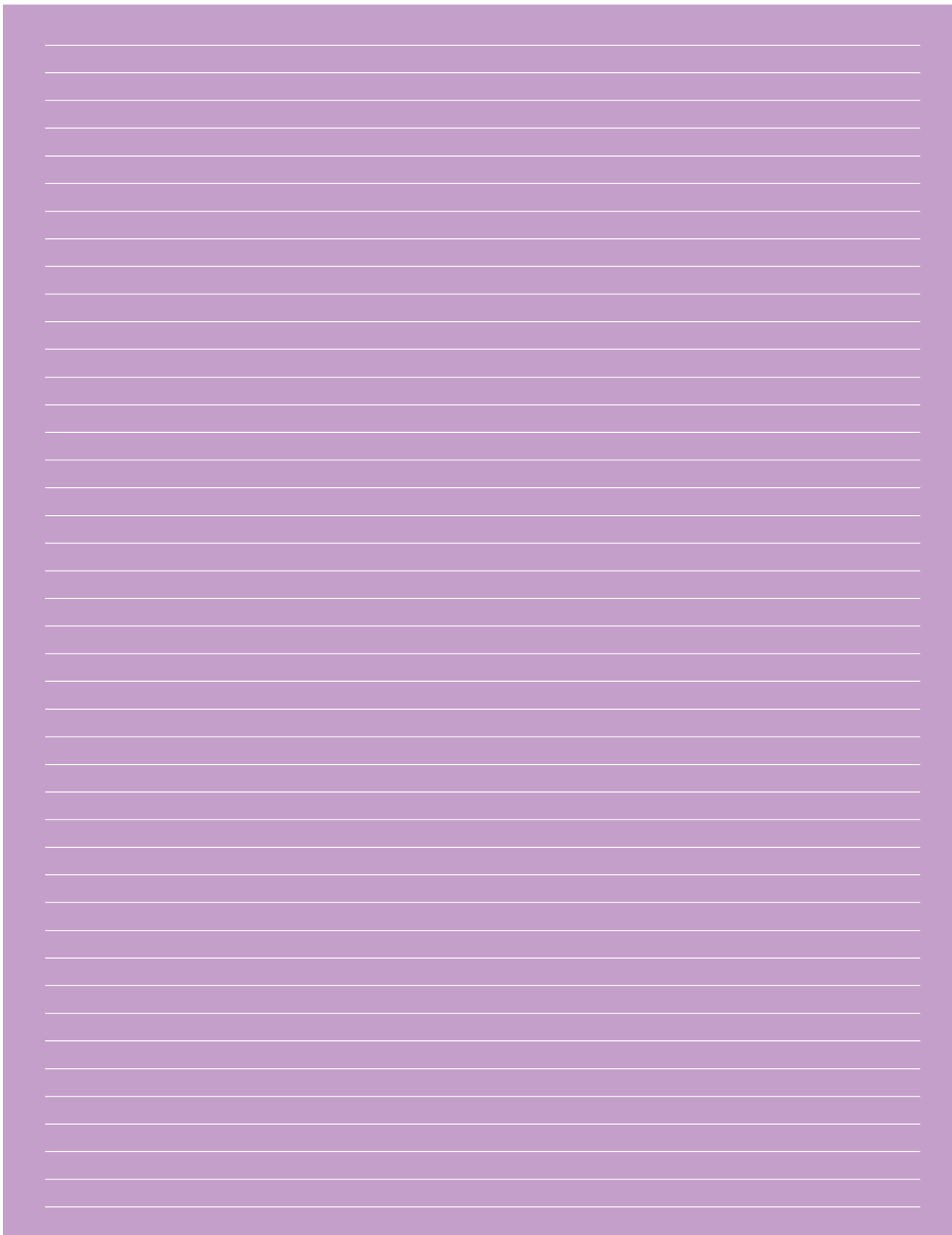
DÉFIS/RISQUES:

- La sécurité des groupes et des communautés tels que la communauté LGBTIQ+ lorsqu'ils se rassemblent dans des espaces publics, car ils deviennent plus visibles et donc plus vulnérables, en particulier dans des contextes très conservateurs (fondamentalistes) et violents.

IMES NOTES:



MY NOTES:





Thème:

La violence
basée sur le **genre**
dans l'espace
numérique



INTRODUCTION:

La violence dans l'espace numérique peut être définie comme l'ensemble des pratiques, actions et structures qui, dans les environnements numériques, violent les droits, perpétuent les inégalités et cherchent à contrôler, réduire au silence ou punir des individus ou des groupes,

en particulier les femmes, les adolescentes et les personnes LGBTQ+. Elle se manifeste à la fois par des attaques directes — telles que le cyberharcèlement, les menaces, la surveillance, la diffusion non consentie de données ou d'images, et les discours de haine — et par des formes structurelles plus invisibles, telles que la fracture numérique, l'exclusion de l'accès aux technologies, ou l'absence de politiques publiques garantissant une utilisation sûre et équitable d'Internet.

Cette violence prolonge et amplifie les inégalités existantes hors ligne en exposant davantage les personnes et les communautés déjà réduites au silence par la structure du système à d'autres risques, tels que la limitation de leur participation à la vie publique et l'entrave à leur capacité à s'exprimer, à s'organiser et à défendre leurs droits. Elle est étroitement liée à toutes les autres formes de violence, y compris la violence économique, et s'en trouve renforcée. Ce type de violence fonctionne comme un mécanisme de contrôle et d'exclusion qui restreint l'accès aux espaces numériques, lesquels sont pourtant devenus essentiels, non seulement pour garantir les droits individuels, mais aussi pour l'action collective, la défense des droits des femmes et la transformation sociale.

Les études de cas qui composent ce thème visent à partager des pratiques inspirantes issues de différentes régions et territoires du monde participant au projet **FON**. Parmi l'éventail des domaines d'action qui comprennent de nombreuses pratiques inspirantes et innovantes, trois transcendent les contextes géographiques, politiques, sociaux, culturels et même religieux. Les OSC soutenues par **FON** utilisent des méthodologies innovantes en ce sens qu'elles **combinent technologie, approche**

féministe attentive, militantisme et justice sociale, renforçant ainsi l'autonomie collective et la durabilité du changement. Les fiches thématiques présentées ici l'illustrent à l'aide d'exemples de pratiques et d'outils spécifiques issus de différents territoires, afin de montrer comment ces axes de travail ont été développés et adaptés dans des contextes variés et face à des défis divers, dans l'espoir qu'ils puissent ainsi inspirer d'autres OSC sur le terrain à travers le monde.

La violence de genre facilitée par la technologie (TFGBV) n'est pas un phénomène nouveau, mais le prolongement d'inégalités structurelles et d'une violence systémique qui se reproduisent sur un continuum entre les mondes en ligne et hors ligne. Ses impacts sont disproportionnés pour les personnes confrontées à une discrimination intersectionnelle ; par exemple, **42 % des jeunes LGBTQ+ signalent un harcèlement en ligne lié à leur identité.** De plus, l'expansion de l'intelligence artificielle a intensifié ces risques : **plus de 90 % des deepfakes sont de nature sexuelle et ciblent les femmes, les adolescentes et**

les filles (ONU Femmes). L'accélération de la numérisation, en particulier depuis la pandémie de COVID-19, a accru l'exposition à cette violence, **alors que moins de 40 % des pays disposent de cadres juridiques spécifiques pour lutter contre le cyberharcèlement,** laissant des millions de femmes sans protection (Banque mondiale). L'anonymat, la nature transnationale des plateformes et la faible responsabilisation favorisent l'impunité, exacerbée par des phénomènes tels que la **"manosphère"**,¹¹ où sont encouragés les discours misogynes et les attaques coordonnées.

Cet écosystème rend également invisibles les formes de violence à l'égard des femmes dans l'économie numérique des pays du Sud, alors que les chaînes de valeur technologiques reproduisent l'exploitation et que des systèmes tels que le patriarcat, le racisme, le colonialisme et le capitalisme sont reconfigurés par les nouvelles technologies. Face à cela, les entreprises technologiques ont un rôle clé à jouer, mais des limites importantes

persistent en matière de modération des contenus — en particulier dans les langues locales — et dans l'adoption de la « sécurité dès la conception ».

Les réponses restent fragmentées face à un phénomène mondial et en constante évolution. Dans ce contexte, les organisations féministes, y compris celles soutenues par FON, jouent un rôle central en mettant en lumière l'impact disproportionné de ces formes de violence et leur lien avec des structures telles que le patriarcat.

¹¹ Selon ONU Femmes : « La manosphère est un terme générique qui désigne les communautés en ligne qui promeuvent de plus en plus des définitions étroites et agressives de ce que signifie être un homme, ainsi que le discours fallacieux selon lequel le féminisme et l'égalité des sexes ont été atteints au détriment des droits des hommes. Ces communautés promeuvent l'idée que le contrôle émotionnel, la richesse matérielle, l'apparence physique et la domination, en particulier sur les femmes, sont des indicateurs de la valeur masculine. » (<https://www.unwomen.org/en/articles/explainer/what-is-the-manosphere-and-why-should-we-care>)

FICHE #1

Nommer, protéger, transformer: s'approprier l'espace numérique grâce à l'autonomisation féministe.

Cette fiche **visait à relier l'éducation aux technologies numériques à l'autonomisation, à travers des actions visant à nommer, prévenir et transformer la violence de genre dans les environnements numériques.** Les organisations dont les pratiques illustrent cet axe thématique ont développé des activités de formation à vocation féministe. En d'autres termes, il ne s'agit pas simplement d'acquérir des mécanismes et des compétences pour gérer et protéger les comptes et outils TIC dans la vie privée, sur les réseaux sociaux, dans le cadre d'initiatives professionnelles et même dans le militantisme des femmes, des adolescentes, des personnes LGBTIQ+ et des survivantes de violences sexistes, mais d'ancrer ces apprentissages dans un processus plus large d'autonomisation multidimensionnelle. Les organisations cherchent à dé-formaliser ces formes de violence, en soulignant l'importance de les nommer comme telles — puisqu'elles sont souvent rendues invisibles ou présentées comme de simples « préoccupations » — et à relier l'apprentissage technique à des processus critiques d'autonomisation, d'autonomie et de création d'espaces sûrs.

Les pratiques mises en avant ici montrent que, lorsque ces processus sont ancrés dans les réalités communautaires et territoriales, les capacités de résistance face à la violence structurelle s'en trouvent renforcées. Dans cette perspective, l'approche féministe préconise que les espaces de formation ne soient pas seulement techniques, mais aussi profondément humains, développés dans un esprit de solidarité féminine et transformateurs.

CONTEXTE:

Colombie: Bien qu'en 2025 le gouvernement colombien se soit félicité d'une couverture Internet généralisée à travers le pays (92 % de la population), la fracture numérique — directement liée aux fractures économiques, sociales, de genre et entre zones rurales et urbaines — reste une réalité qui touche particulièrement les femmes à faibles revenus et la communauté LGBTIQ+ dans les zones rurales et périurbaines.

D'autre part, selon une étude de l'université ECSI, 53 % des femmes entrepreneures et des travailleuses en Colombie ont subi une forme de violence de genre dans un environnement numérique. Les survivantes de ce type de violence subissent de graves conséquences sur leur santé mentale et voient leur réputation et leur crédibilité professionnelles affectées – un fardeau que leurs collègues masculins n'ont généralement pas à porter et qui entraîne des répercussions à long terme sur la vie professionnelle des femmes.

Sri Lanka: Au Sri Lanka, la violence basée sur le genre à l'égard des femmes est généralisée et en augmentation : 29 % des personnes interrogées en ont été victimes et 12 % en souffrent fréquemment. Des pratiques telles que le partage non consenti d'images intimes (77 %), le harcèlement numérique, les faux profils, le chantage et les discours de haine sexistes sont courants (ONU Femmes, FNUAP, 2024). Les femmes, les adolescentes, les personnes LGBTQI+ et les minorités ethniques sont les plus touchées, confrontées à la fois à des attaques individuelles et à des campagnes de haine organisées, y compris des menaces explicites de violence. Ces dynamiques reflètent et renforcent les inégalités structurelles, liées aux normes de genre, à la stigmatisation sociale et à la faible culture numérique. 64 % des victimes quittent les réseaux sociaux, 42 % sont rejetées par leur communauté et certaines perdent des opportunités d'éducation ou d'emploi, ce qui aggrave leur exclusion sociale et économique. Malgré cela, les cadres juridiques restent inadéquats et obsolètes, et comme le soulignent les organisations féministes, la loi sur la sécurité en ligne de 2024 restreint la liberté d'expression sans lutter efficacement contre la violence numérique.

AMÉRIQUE DU SUD

India

Bangladesh: Depuis 2024, les personnes LGBTQI+, les personnes vivant avec le VIH et les travailleuses du sexe au Bangladesh sont confrontées à une escalade de la violence et de la vulnérabilité, dans un contexte marqué par une forte stigmatisation sociale, des cadres juridiques répressifs et l'influence croissante du discours fondamentaliste. La forte exposition des personnes LGBTQI+ au Bangladesh à la violence basée sur le genre est encore exacerbée lorsqu'il s'agit de violence basée sur le genre en ligne. Selon un rapport publié par Outright International (2026), 73 % des personnes interrogées avaient subi de la violence basée sur le genre en ligne au cours des 12 mois précédant l'enquête. De plus, le cadre juridique numérique du Bangladesh contient des dispositions générales qui restreignent la liberté d'expression et peuvent être utilisées contre les personnes LGBTQI+, les exposant même à une criminalisation plutôt qu'à une protection. Par ailleurs, la principale loi contre la violence basée sur le genre n'inclut pas les personnes LGBTQI+, ce qui, combiné à la criminalisation de la diversité sexuelle, les prive d'une protection efficace contre la violence basée sur le genre.

ASIE

BONNES PRATIQUES

1 La culture numérique comme stratégie d'autonomisation et de protection. **

LES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES MACHIS ENTRELAZADAS (COLOMBIE) ET DELETE NOTHING (SRI LANKA)



DELETE

NOTHING



Travaillent avec les communautés – en particulier avec les femmes, les filles, les jeunes et les personnes LGBTIQ+ – en adoptant une approche éducative et transformatrice fondée sur les méthodologies de l'éducation populaire et une approche centrée sur la communauté. Ces deux organisations soutiennent des initiatives d'alphabétisation numérique qui traitent des questions de sécurité et de protection contre les menaces et les risques de violence de genre dans les espaces numériques. Ce travail permet d'aborder la question sous un angle structurel et féministe, en nommant et en dénormalisant la violence de genre facilitée par les TIC. Les deux organisations ont développé des parcours collectifs – modules de formation, stages intensifs – et dispensent des sessions de formation et d'éducation directement au sein des communautés. Le collectif Machis Entrelazadas, fondé par des femmes migrantes en Colombie, travaille au niveau communautaire avec des femmes, des filles et des jeunes dans les quartiers périphériques du département d'Atlántico en Colombie. **Le collectif a conçu un programme**

de formation destiné aux femmes entrepreneuses qui combine l'alphabétisation numérique et l'autonomisation.

Il a constaté que la violence « » ne se limite pas à l'utilisation des réseaux sociaux ou des appareils, mais est profondément liée à un manque d'autonomie numérique. De nombreuses

femmes n'ont aucun contrôle sur leurs comptes, leurs canaux de vente ou leurs outils de travail, car ceux-ci sont gérés par leurs partenaires ou d'autres personnes, ce qui crée une dépendance économique, limite leurs revenus et les expose à des formes de violence souvent négligées. Ainsi, le parcours conçu par les Machis combine la reconnaissance de la violence numérique avec le développement de compétences pour l'utilisation autonome des outils technologiques, la gestion des réseaux sociaux pour leurs entreprises, la maîtrise d'outils organisationnels de base — tels que les documents et les registres de vente — ainsi que des pratiques de sécurité numérique et de bien-être personnel.

Par ailleurs, le collectif sri-lankais **Delete Nothing** a été initialement créé sous la forme d'un outil d'enquête trilingue en ligne visant à documenter les cas de violence liée aux technologies au Sri Lanka, en se concentrant particulièrement, mais pas exclusivement, sur les expériences des filles, des adolescentes, des femmes, ainsi que des personnes queer et trans. Dans le cadre du projet FON, le collectif a développé des modules de culture numérique — Bootcamp — qui ont permis aux communautés de renforcer leurs connaissances, leur compréhension et leurs compétences, le tout selon une approche féministe et communautaire combinant l'autonomisation technologique, la solidarité féminine, la prise en charge individuelle et collective, et l'autonomie économique, éléments clés pour prévenir la violence basée sur le genre tant hors ligne qu'en ligne.

Parmi les outils spécifiques figuraient **des modules** conçus pour renforcer progressivement les connaissances des femmes, des adolescentes et des personnes LGBTIQ+ en matière d'outils technologiques, dans une perspective féministe et de prévention de la violence basée sur le genre. Il est important de noter que les organisations vont à la rencontre des communautés avec leurs propres outils, en combinant des méthodologies d'apprentissage directement sur des appareils — tels que les téléphones portables — mais aussi en utilisant des modules imprimés, car les participant·e·s ne disposent pas toujours de leurs propres appareils ou d'une connexion Internet stable. Pour garantir une formation de haute qualité **il est important de disposer d'animateur.trices ayant une approche sensible au genre, des professionnel.les de la sécurité numérique, capables de renforcer les modules sur la protection et la prise en charge de soi dans les environnements numériques.** Des supports d'accompagnement accessibles (kits) sont également essentiels — en particulier lorsque les ressources sont insuffisantes pour distribuer des appareils — tels que des carnets ou des registres de suivi, des guides imprimés étape par étape, des fiches de rappel (mots de passe sécurisés, conseils de sécurité), etc. Parmi d'autres stratégies, la présence — lors de certaines sessions — d'experts en technologie a permis le partage de conseils pratiques sur la manière de réparer leurs appareils ou d'installer des applications. En effet, dans de nombreux cas, lorsqu'elles apportent leur appareil dans des lieux proposant ce service ou demandent de l'aide à leur partenaire ou à une connaissance, les femmes courent le risque de voir leurs droits bafoués et de devenir victimes de violences basées sur le genre.

2

Les jeunes en tant que “défenseur.euses du numérique” : autonomisation par les pairs pour la protection **

L'EXPÉRIENCE DE DEUX ORGANISATIONS BANGLADAISES – LA FONDATION PATCHOLA Y JAGO NARI UNNAYON SANGSTHA – SOULIGNE



l'importance de la participation de jeunes leaders à des formations entre pairs pour renforcer la protection contre la violence basée sur le genre dans les espaces numériques ou ceux facilités par les TIC.

Dans le cadre **du Programme de renforcement des compétences pour promouvoir l'inclusion sociale FON**, la Fondation

Pathchola du Bangladesh – la première organisation féministe de jeunesse du pays dirigée par des personnes transgenres et des travailleur.euses du sexe – a lancé une initiative visant à renforcer la sécurité numérique et l'autonomisation des personnes LGBTQI+, en particulier des jeunes de genre divers. Grâce à des formations en cybersécurité, en protection de la vie privée et en militantisme en ligne, cette initiative a renforcé la culture numérique et construit des réseaux de résilience communautaire, contribuant ainsi à la création d'espaces numériques plus sûrs et renforçant la confiance des jeunes personnes queer pour y participer. Adoptant une approche holistique, la formation a touché 320 jeunes, leur fournissant les outils nécessaires pour accéder au marché du travail et développer des moyens de subsistance durables. Pour surmonter les obstacles à l'accès, **Pathchola** a mené ses activités directement dans des zones marginalisées : Mymensingh (Uzan Ghagra), une zone rurale où la discrimination est forte ; Khulna (rivière Rupsa), très vulnérable au changement climatique ; et les zones montagneuses de Chattogram, où l'accès aux services de santé et aux droits sexuels et reproductifs est limité.

De son côté, **JNUS** grâce à son modèle de plateforme **« Young Women Leaders Forum » (YWLF)**, a permis à 120 jeunes femmes d'acquérir des compétences spécialisées en matière de culture numérique et a mobilisé **300 jeunes femmes pour qu'elles deviennent des « ambassadrices du numérique » dans la lutte contre la violence basée sur le genre facilitée par les technologies.** Cette initiative, menée par des pairs, ancrée dans la communauté et soutenue au niveau local, a permis de faire reconnaître le cyberharcèlement, le harcèlement en ligne et le partage d'images sans consentement comme des actes de violence graves. L'initiative a mis les victimes en relation avec des mécanismes juridiques, psychosociaux et sécurisés pour signaler ces actes et a contribué à créer un écosystème local permettant un soutien immédiat aux victimes, tout en les orientant vers les systèmes de protection officiels. En conséquence, les jeunes femmes ont commencé à organiser des sessions de sensibilisation au sein de leurs communautés, en impliquant leurs pairs et les hommes, et en favorisant des environnements numériques plus sûrs.

Dans le cadre de YWL, des outils pratiques et peu coûteux ont été utilisés : des modules structurés d'apprentissage entre pairs sur la culture numérique et la sécurité en ligne ; des boîtes à outils communautaires pour les **« défenseurs.seuses du numérique »** comprenant des guides étape par étape sur les paramètres de confidentialité, la communication sécurisée et la documentation des preuves (par exemple, captures d'écran, suivi des URL) pour signaler la violence basée sur le genre sur les réseaux sociaux, ainsi que des outils pour faciliter le dialogue. **Des « cercles de discussion communautaires » et des « sessions d'engagement des hommes »** ont été mis en place. Ces initiatives consistaient en des dialogues en petits groupes et des groupes de discussion avec des hommes — adolescents, jeunes, leaders communautaires et acteurs locaux — dans des zones urbaines, semi-urbaines et rurales. Une approche de mobilisation par les pairs a été adoptée, impliquant des « défenseurs masculins » qui ont recruté des participants via leurs réseaux. Les sessions se sont déroulées dans des lieux quotidiens et accessibles, tels que des marchés, des stands de thé et des campus universitaires, favorisant une atmosphère de confiance et d'ouverture. Les discussions n'étaient pas conçues comme un jeu de reproches, mais comme une invitation à réfléchir au rôle des hommes en tant qu'alliés dans la création d'environnements numériques sûrs. L'animation a utilisé des outils pratiques tels que des modules de discussion basés sur des cas réels de cyberharcèlement et de violence en ligne, du matériel visuel simple, des exercices de jeux de rôle pour favoriser l'empathie, des listes de contrôle sur l'éthique numérique et le principe « ne pas nuire », ainsi que des fiches d'information indiquant les moyens d'accéder à un soutien juridique et psychosocial et aux mécanismes de signalement.

LEÇONS APPRIS

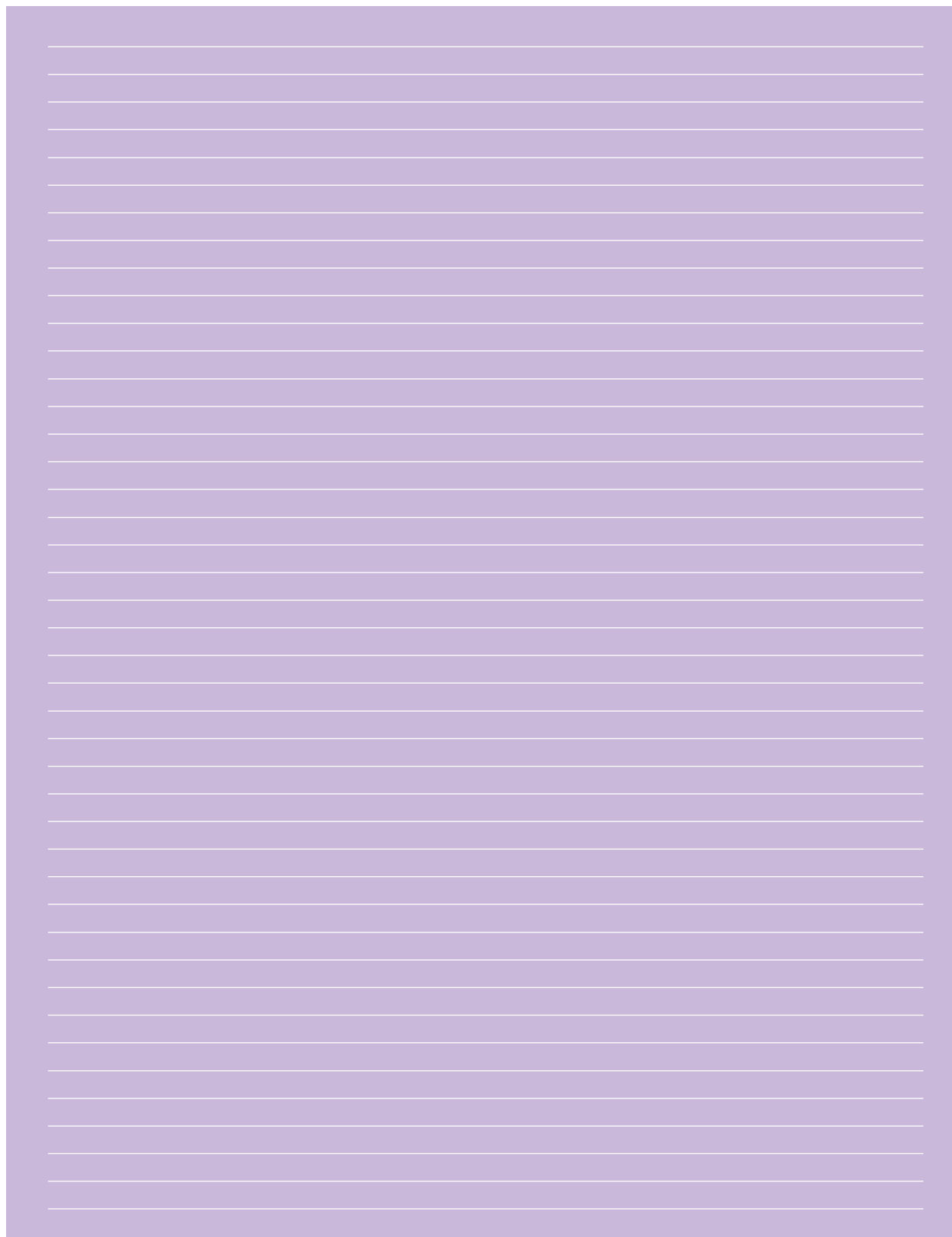


- Les processus de formation et de prévention de la violence basée sur le genre sont bien plus efficaces lorsqu'ils intègrent des méthodologies adaptées au contexte local, aux langues locales et aux codes culturels.
- La formation par les pairs est non seulement une méthodologie efficace, mais aussi durable, car elle permet un effet d'entraînement et favorise le développement du leadership chez les jeunes.
- Sélectionnez et formez soigneusement les animateur.trices (jeunes femmes et hommes), en leur apportant des compétences en matière de sensibilité au genre et d'animation, ainsi que des connaissances de base sur la sécurité numérique et la violence basée sur le genre.
- Créez des espaces sûrs et exempts de préjugés qui encouragent la réflexion plutôt que la confrontation.
- Reliez les discussions à des services de soutien spécifiques afin que la prise de conscience se traduise en action.
- Intégrez des mécanismes de retour d'information continu afin d'adapter le contenu et l'approche en fonction des réactions des participant.es.
- Il est essentiel d'aller à la rencontre des communautés pour permettre une approche intersectionnelle et éviter de reproduire les barrières structurelles existantes.

RISQUES/DÉFIS:

- Manque de ressources pour acquérir et distribuer des appareils numériques.
- Absence ou insuffisance de lois et de politiques publiques traitant de la violence sexuelle et sexiste.

MY NOTES:



FICHE #2

Utilisation des espaces et des outils numériques pour la sensibilisation et le plaidoyer social et politique.

Les OSC soutenues par le **FON** ont mis au point des pratiques qui utilisent l'environnement numérique et les TIC pour créer des espaces de sensibilisation et de lutte contre la violence basée sur le genre, tout en promouvant les droits des femmes, des filles, des adolescentes, des personnes LGBTQ+ et des personnes en situation de vulnérabilité en raison de leur état physique ou mental. En combinant les technologies audiovisuelles et les TIC avec des principes et des méthodologies féministes et participatifs, les OSC utilisent l'espace numérique pour amplifier la voix des survivantes de la violence basée sur le genre, y compris celle subie par les femmes, les adolescentes et les filles, et pour sensibiliser le public à cette question, la rendant ainsi plus visible et contribuant à la prévention et à la transformation sociale afin de créer des sociétés et des espaces numériques plus inclusifs et plus sûrs pour tous.tes.

CONTEXTE:

Kenya:

Au Kenya, on observe une augmentation significative de la violence basée sur le genre (VBG), y compris des féminicides, malgré l'existence d'un cadre juridique progressiste en matière d'égalité. Une mise en œuvre insuffisante, un faible niveau de responsabilité et des normes patriarcales profondément ancrées limitent l'accès des survivantes à la justice et favorisent l'impunité ; de plus, le féminicide n'est pas classé comme une infraction distincte et de nombreux cas ne sont pas signalés ou sont résolus de manière informelle. Dans la sphère numérique, l'absence de lignes directrices éthiques et le faible niveau de culture numérique ont contribué à la normalisation de la violence en ligne (TFGBV). En réponse à cette crise, le Groupe de travail technique sur la VBG (y compris le féminicide), mis en place par le gouvernement sous la pression du mouvement féministe, souligne la nécessité de réponses transformatrices, intersectorielles et durables qui aillent au-delà des réformes juridiques et garantissent une protection effective des droits des femmes.

Guinée:

En Guinée, la violence basée sur le genre est très répandue et se manifeste principalement sous la forme de viols, de mariages précoces et forcés, de mutilations génitales féminines (MGF) et de harcèlement. Selon l'Enquête démographique et de santé (République de Guinée, 2018), plus de 654 000 adolescentes sont mariées chaque année dans le cadre de mariages précoces et forcés, tandis que 95 % des femmes et des adolescentes âgées de 15 à 49 ans et 39 % des filles âgées de 0 à 14 ans ont subi une forme ou une autre de MGF. Ces pratiques sont profondément ancrées dans des normes sociales qui tendent à normaliser la violence. Ce contexte met en évidence le besoin urgent de sensibiliser et de s'attaquer aux dynamiques émergentes de la violence basée sur le genre facilitée par la technologie (TFGBV), qui restent mal documentées mais sont ancrées dans ces mêmes structures sociales.



BONNES PRATIQUES

1 Utilisation des plateformes numériques et des réseaux sociaux pour l'activisme féministe, la sensibilisation et la lutte contre la violence basée sur le genre. **

LE MOUVEMENT SOCIAL FIK (FEMINISTS IN KENYA) ET L'ORGANISATION E-ÉDUCATION CITOYENNE, GUINÉE



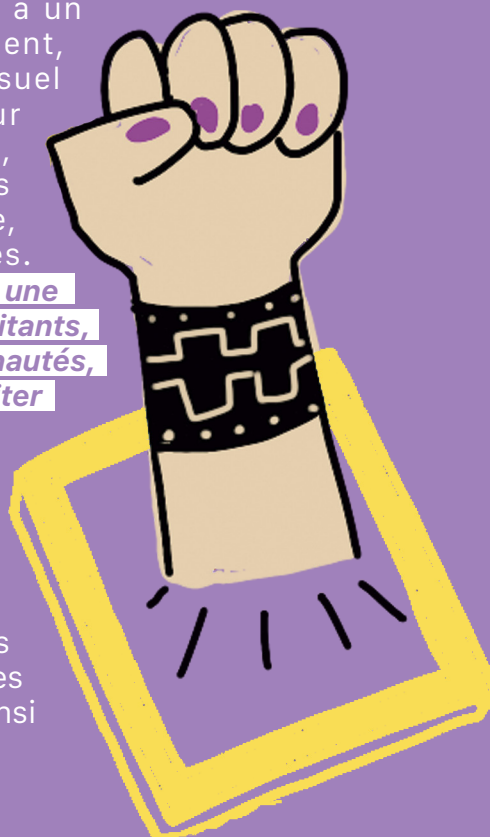
Cette bonne pratique consiste à utiliser les plateformes numériques et les réseaux sociaux pour mobiliser, informer, sensibiliser et remettre en question les structures sociales, les stéréotypes, les préjugés et les mécanismes qui favorisent et perpétuent la violence de genre. Les organisations recourent à une communication fondée sur des valeurs et des principes féministes, brisant le silence et offrant une perspective critique et ferme sur la violence de genre et ses conséquences, qui sont souvent rendues invisibles ou banalisées aux niveaux social, politique et étatique. Comme le démontrent les pratiques inspirantes des organisations soutenues par **FON**, *les actions menées dans les espaces numériques complètent et sont complétées par des actions « hors ligne »*. De même, ces pratiques soulignent l'importance des jeunes, qui sont à la fois un public cible et des protagonistes clés.

Ainsi, le mouvement social FIK (« Feminists in Kenya ») – composé de féministes, y compris des féministes queer, et dont l'objectif est de mobiliser et d'organiser les femmes à travers tout le Kenya pour lutter contre l'oppression systémique et interpersonnelle – a développé un modèle organisationnel numérique inclusif, axé sur les médias. **Le mouvement compile des connaissances féministes à travers un magazine numérique bimestriel, un podcast de récits avec interprétation en langue des signes kenyane, et des campagnes audacieuses sur les réseaux sociaux visant à façonner le discours contre la violence, à favoriser la prise de conscience politique et à mobiliser l'action.** Depuis 2019, FIK produit des contenus accessibles sous de multiples formats qui sensibilisent aux droits des femmes, à l'autonomie corporelle et à la justice de genre, tout en fournissant des communiqués de presse et des ressources communautaires que le public peut utiliser pour un activisme immédiat. Cette approche met l'accent sur des espaces en ligne sûrs et inclusifs, des appels à l'action constants et une coordination rapide avec les partenaires du mouvement, aboutissant à la mobilisation nationale de plus de dix mille femmes pour les manifestations **EndFemicideKE**. Ces manifestations ont contribué à attirer l'attention du gouvernement sur la violence de genre et le féminicide.

Le projet « Maison de la Jeune Fille », mené par l'organisation **E-Éducation Citoyenne** à Labé, en Guinée, intègre l'utilisation des canaux numériques et des TIC comme pilier central de la prévention et de la réponse à la violence basée sur le genre. Grâce à un mini-studio et à un espace numérique en cours de développement, l'initiative produit et diffuse du contenu audiovisuel – vidéos, podcasts et supports graphiques – sur des plateformes telles que Facebook, WhatsApp, LinkedIn, Twitter et YouTube, abordant des questions telles que le viol, la santé mentale, le consentement et les masculinités positives.

Ces formats – courts, interactifs et conçus pour une diffusion de masse – mobilisent les jeunes, les militants, les experts, les autorités locales et les communautés, contribuant ainsi à sensibiliser à la violence et à susciter un débat public. Certains contenus ont dépassé les

15 000 vues, générant de nombreuses interactions et discussions au sein de la communauté sur la violence basée sur le genre et la santé reproductive. Parallèlement, l'initiative comprend le développement d'une plateforme numérique pour le suivi des cas et la coordination entre les acteurs locaux, ainsi que le renforcement des compétences numériques des bénéficiaires, combinant ainsi sensibilisation, soutien et autonomisation.



Dans le cadre du projet Maison de la Jeune Fille, l'organisation E-Éducation Citoyenne a organisé un hackathon visant à mobiliser des jeunes talents pour concevoir une plateforme numérique de gestion et de coordination des données sur la violence basée sur le genre. Le concours avait pour objectif de stimuler la créativité des jeunes afin de développer une solution locale, inclusive et sécurisée facilitant la communication entre les différentes parties prenantes et la protection des survivantes. Les cinq finalistes sélectionnés ont bénéficié d'un espace de travail entièrement équipé et relié au siège de l'ONG E-Éducation Citoyenne pour développer leur prototype. La phase finale consistait en un concours public, au cours duquel chaque candidat a présenté sa plateforme à un jury composé d'expert.es et d'acteurs du domaine de la protection contre la violence basée sur le genre.

2 Des récits qui font bouger les choses.**

LES OSC SOUTENUES PAR LE FON



Ont utilisé des outils audiovisuels et des plateformes numériques pour informer et sensibiliser, mais aussi pour susciter le débat et la réflexion sur les responsabilités collectives dans **en la lutte contre la violence basée sur le genre. L'un des outils les plus percutants a été l'utilisation de formats vidéo, notamment de documentaires, qui donnent la parole aux survivantes et à leurs communautés et mettent en avant leurs expériences et leurs points de vue.**

À cet égard, les récits – racontés directement par les survivantes – sont très puissants car ils parviennent à rendre la question de la violence basée sur le genre plus immédiate, plus réelle et plus percutante.



Dans le cadre du projet « Appui au développement organisationnel et institutionnel de l'ONG Femmes, Développement et Droits de l'Homme en Guinée pour accélérer la lutte contre la violence basée sur le genre en Guinée », mené par l'OSC **F2DHG** et soutenu par le **FON**, l'OSC a mené des activités de sensibilisation à la violence basée sur le genre (VBG) en Guinée à l'aide de

contenus numériques, en combinant la production d'un documentaire avec la diffusion de supports sur le site web de l'OSC. À cette fin, des témoignages de survivantes ont été recueillis — en garantissant leur sécurité, leur consentement éclairé et la confidentialité — dans le but de mettre en lumière les conséquences de la VBG et les mécanismes de soutien disponibles, et des contenus de plaidoyer ont été diffusés pour promouvoir un engagement social accru. Parallèlement, **les capacités des acteurs de la société civile et des journalistes ont été renforcées grâce à des formations à l'utilisation des outils numériques et à la production de contenus.** En conséquence, un documentaire sur la VBG a été produit et diffusé, et plus de 50 personnes ont été formées, contribuant ainsi à améliorer la couverture médiatique et la réponse à ce type de violence.

Dans le cadre de la préparation du documentaire, les OSC ont organisé un atelier de réflexion réunissant diverses parties prenantes, notamment des représentants d'institutions et d'organisations de la société civile, des professionnels du cinéma et des responsables des ministères chargés de la promotion des femmes, des enfants et des personnes vulnérables, ainsi que de la culture. L'objectif de l'atelier était de mener une réflexion collective et participative et de définir les principaux thèmes abordés par le documentaire, à savoir : le viol, la violence domestique, le mariage des enfants, le harcèlement et les mutilations génitales féminines.

Cet atelier, ainsi que l'ensemble du processus de réalisation du documentaire, ont contribué à sensibiliser, à informer et à briser le silence entourant ces questions, tant au niveau institutionnel qu'au niveau communautaire.



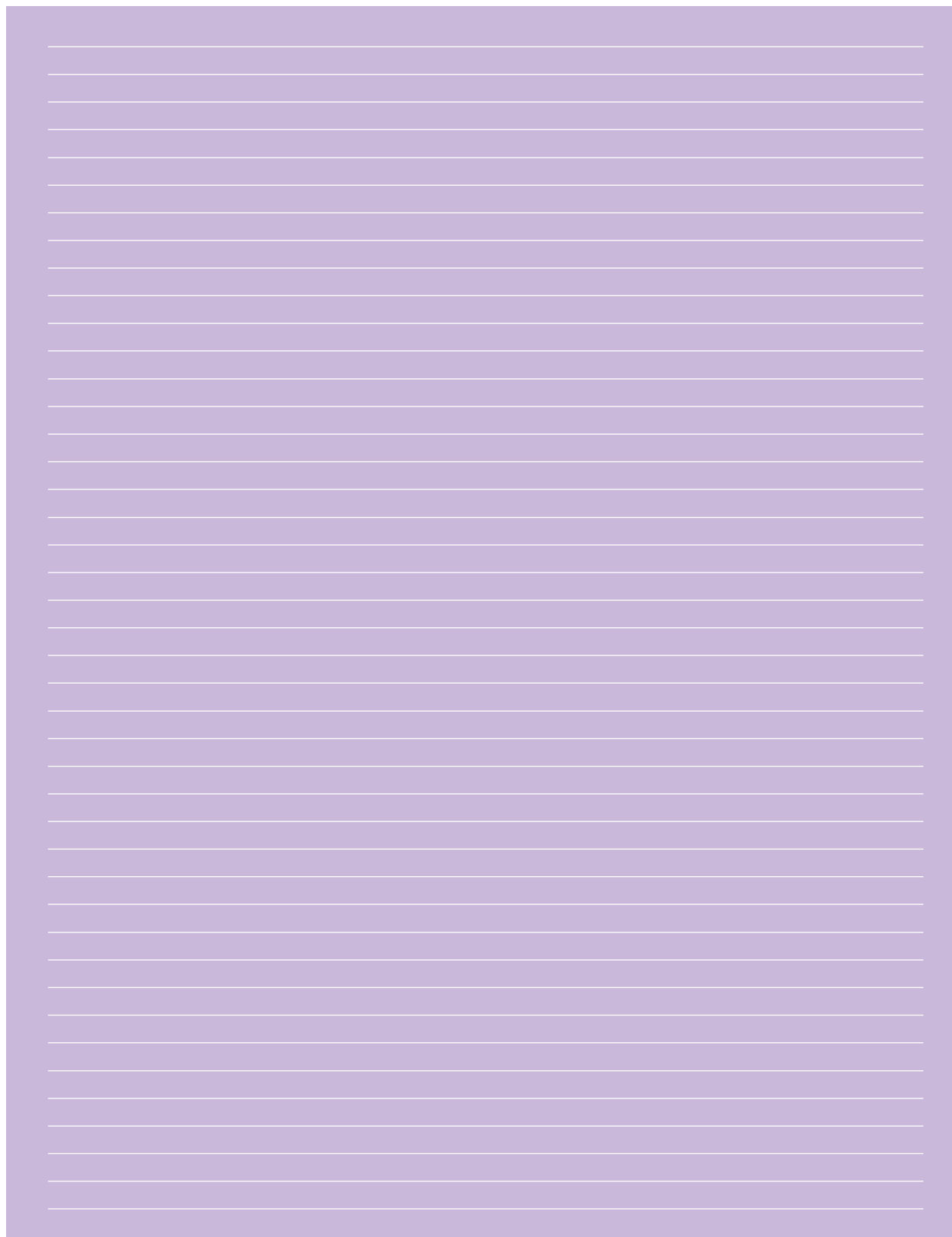
LEÇONS APPRISSES

- Le contenu numérique est plus efficace lorsqu'il est cohérent, fréquent, adapté à la culture locale et produit dans les langues locales.
- La collaboration avec les médias, les écoles, les radios communautaires, les organisations de la société civile et les dirigeants locaux renforce la portée et la légitimité de l'initiative.
- Des outils tels que les documentaires, les podcasts et les campagnes communautaires favorisent l'appropriation sociale, sensibilisent les autorités et entraînent un changement des mentalités.
- Le documentaire sur la violence basée sur le genre est un excellent outil de plaidoyer auprès des autorités et met en lumière le travail des organisations de la société civile (OSC) engagées dans cette lutte.

RISQUES/DÉFIS:

- L'hostilité croissante, exacerbée par l'évolution des plateformes en ligne et la surveillance étatique, dissuade les survivantes et les militantes de s'exprimer, ce qui réduit la portée des campagnes et du développement communautaire, et entrave directement la mise en œuvre des programmes.
- Le manque de compétences du personnel et des membres des ONG en matière d'utilisation des outils numériques et de création de contenu peut parfois empêcher d'atteindre les résultats escomptés.

MY NOTES:



FICHE #3

S'exprimer grâce à la solidarité féminine.

Les pratiques mises en avant dans ce thème s'inscrivent dans le cadre d'un soutien psychosocial – dans une perspective féministe – destiné aux survivantes et aux victimes de violences sexistes. À cet égard, *les espaces sûrs constituent l'un des outils les plus importants dans le processus de prise en charge, de guérison et d'autonomisation individuelles et collectives.* Dans une perspective féministe, un espace sûr est un environnement créé collectivement où les femmes et les personnes particulièrement vulnérables, telles que les personnes LGBTIQ+ – et surtout celles confrontées à de multiples formes de discrimination – peuvent s'exprimer librement, sans crainte d'être jugées, de subir des violences ou d'être stigmatisées. Il repose sur la confiance, la confidentialité et le respect des limites personnelles, permettant de partager des expériences sans qu'elles ne soient utilisées contre la personne qui s'exprime. Ces espaces accueillent et soutiennent non seulement les émotions difficiles, mais favorisent également les processus de guérison, renforcent la résilience et encouragent la solidarité et l'action collective en faveur de la justice sociale. Cependant, que ce soit en raison de l'isolement géographique, de l'impossibilité de se déplacer ou de l'impossibilité de se rendre dans ces espaces pour diverses raisons – y compris la violence elle-même –, *il a été essentiel pour les organisations de mettre en place des canaux alternatifs – via des outils numériques – afin d'offrir un soutien psychosocial, des informations pertinentes et des espaces collectifs à distance fondés sur la solidarité féminine et la prise en charge féministe.*

CONTEXTE:

Sri Lanka: À la suite des attentats de Pâques 2019 au Sri Lanka, les femmes musulmanes ont été confrontées à une augmentation significative de la violence et de la discrimination fondées sur le genre. Elles sont devenues la cible principale des discours de haine et du harcèlement dans les médias traditionnels et numériques, tandis que des mesures telles que l'imposition de codes vestimentaires dans le secteur public ont renforcé leur exclusion des espaces et des services.

Ce contexte a également contribué à une augmentation de la violence facilitée par la technologie à l'encontre des femmes et des groupes marginalisés. De plus, des pratiques néfastes telles que les mutilations génitales féminines persistent dans certaines communautés. Dans la pratique, les femmes musulmanes sont régies par la loi de 1951 sur le mariage et le divorce musulmans (MMDA), largement critiquée pour autoriser le mariage des enfants, ne pas exiger clairement le consentement des femmes et restreindre leur droit au divorce. En réponse, les organisations de femmes militent activement en faveur de réformes visant à garantir une meilleure protection, notamment la reconnaissance des femmes en tant que « quazis »¹ et la mise en place de conditions plus strictes pour le mariage.

Kenya: La violence sexuelle est un problème persistant au Kenya qui touche de manière disproportionnée les femmes, mettant en évidence des inégalités de genre profondément enracinées. Selon les données de l'Enquête démographique

et de santé de 2022, 10,4 % des adolescentes et des femmes âgées de 15 à 49 ans ont déclaré avoir subi des violences sexuelles,

tandis que plus de 40% sont victimes de violences conjugales, ce qui reflète l'ampleur du problème.

L'étude révèle également une forte corrélation entre la violence domestique et la violence sexuelle : les femmes ayant subi des violences domestiques sont près de neuf fois plus susceptibles d'être victimes de violences sexuelles.

Selon l'enquête Afrobarometer Round 9 (2021/2023), une proportion importante de la population considère la violence domestique comme une affaire privée, voire comme justifiable. Bien que l'enquête indique une certaine confiance dans l'intervention de la police, les survivantes courent un risque élevé de stigmatisation et de rejet par la communauté si elles signalent les abus.

¹² Au Sri Lanka, un Quazi est un juge nommé à un tribunal spécialisé relevant de l'État — le tribunal Quazi — qui traite spécifiquement des litiges familiaux entre musulmans sri-lankais en vertu de la loi de 1951 sur le mariage et le divorce musulmans (MMDA).

BONNES PRATIQUES

1 Téléconseil : l'écoute comme outil fondamental de protection, d'autonomisation et de guérison.**

L' KENYANE YOUTH CHANGER KENYA (YCK)



travaille avec les victimes de violences basées sur le genre, en particulier les jeunes femmes, en leur offrant des espaces de formation, d'écoute active collective et individuelle, et d'autonomisation, y compris économique. Dans son travail auprès des victimes, l'organisation vise à fournir des informations et à les guider dans les procédures d'orientation en cas de violences sexuelles, tout en offrant un soutien psychosocial. Étant donné que certaines victimes ne peuvent pas assister à des séances en présentiel, que ce soit en raison de la distance, d'un manque de disponibilité ou de l'isolement causé par la violence elle-même, l'organisation propose un soutien à distance via le téléconseil. Ce soutien est assuré par des spécialistes de la santé mentale et des experts dans l'accompagnement des victimes de violences sexuelles et de genre. La possibilité de bénéficier d'un soutien à distance s'est avérée particulièrement utile pour les victimes confrontées à l'isolement ou souhaitant préserver leur anonymat.

«Grâce à un soutien psychosocial et à une prise en charge axée sur les traumatismes, le programme crée des espaces sûrs où commence le processus de guérison» YCK

En ce qui concerne les outils numériques utilisés, l'approche a été minimaliste et adaptée au contexte. La pratique s'appuie principalement sur des outils de communication basiques, tels que les appels téléphoniques et les plateformes de messagerie, garantissant l'accessibilité et la sécurité des participantes.

En matière de sécurité, et étant donné que la survivante se trouve souvent dans un espace partagé avec l'agresseur, l'organisation a mis en place un système **de « mots de passe »** pour s'assurer que la personne qui répond à l'appel est bien la survivante et qu'elle se trouve dans un espace sûr pour parler. À cette fin, des mots de code simples convenus avec les participantes sont utilisés (par exemple, « Quel temps fait-il aujourd'hui? »).

Cette méthodologie permet aux survivantes de violences sexuelles et de genre d'indiquer en toute sécurité leur situation ou leur volonté de parler sans éveiller les soupçons de leur entourage immédiat. L'approche a été conçue pour être pratique et accessible.

2 L'espace numérique comme espace sûr. **

L' INITIATIVE SISTERHOOD

a été créée en 2020 à la suite des incidents liés aux attentats du dimanche de Pâques au Sri Lanka. **Les femmes musulmanes sont devenues le centre de l'attention et ont été soumises à un examen minutieux extrême concernant les décisions relatives à leur vie, leur corps, leur tenue vestimentaire, etc.** L'initiative répond au besoin de créer un espace où les femmes musulmanes pourraient se rencontrer, discuter, trouver du soutien, s'organiser et s'écouter les unes les autres. Ainsi, grâce à une plateforme numérique, l'Initiative Sisterhood (SI) offre aux femmes musulmanes et non musulmanes, en particulier aux jeunes femmes, un espace pour s'exprimer sur des questions qui les concernent mais dont elles ne peuvent pas facilement discuter en public ou en privé, comme la loi sur le mariage et le divorce des musulmans (MMDA). **SI** est ainsi devenue un groupe de jeunes femmes – majoritairement musulmanes – où elles peuvent discuter, faire du bénévolat et mener des campagnes contre les problèmes auxquels elles sont confrontées.



Sisterhood Initiative organise des dialogues interactifs en ligne, notamment des webinaires sur des sujets d'importance particulière tels que la réforme de la MMDA, ainsi qu'un club de lecture. Elle organise également des sessions de formation (ateliers) et des campagnes de communication, tant en ligne que dans des espaces physiques. **Elle soutient également les survivantes de violences sexistes en leur offrant un soutien psychosocial par le biais d'appels téléphoniques et de plateformes en ligne, et en les mettant en relation avec d'autres groupes de soutien.**



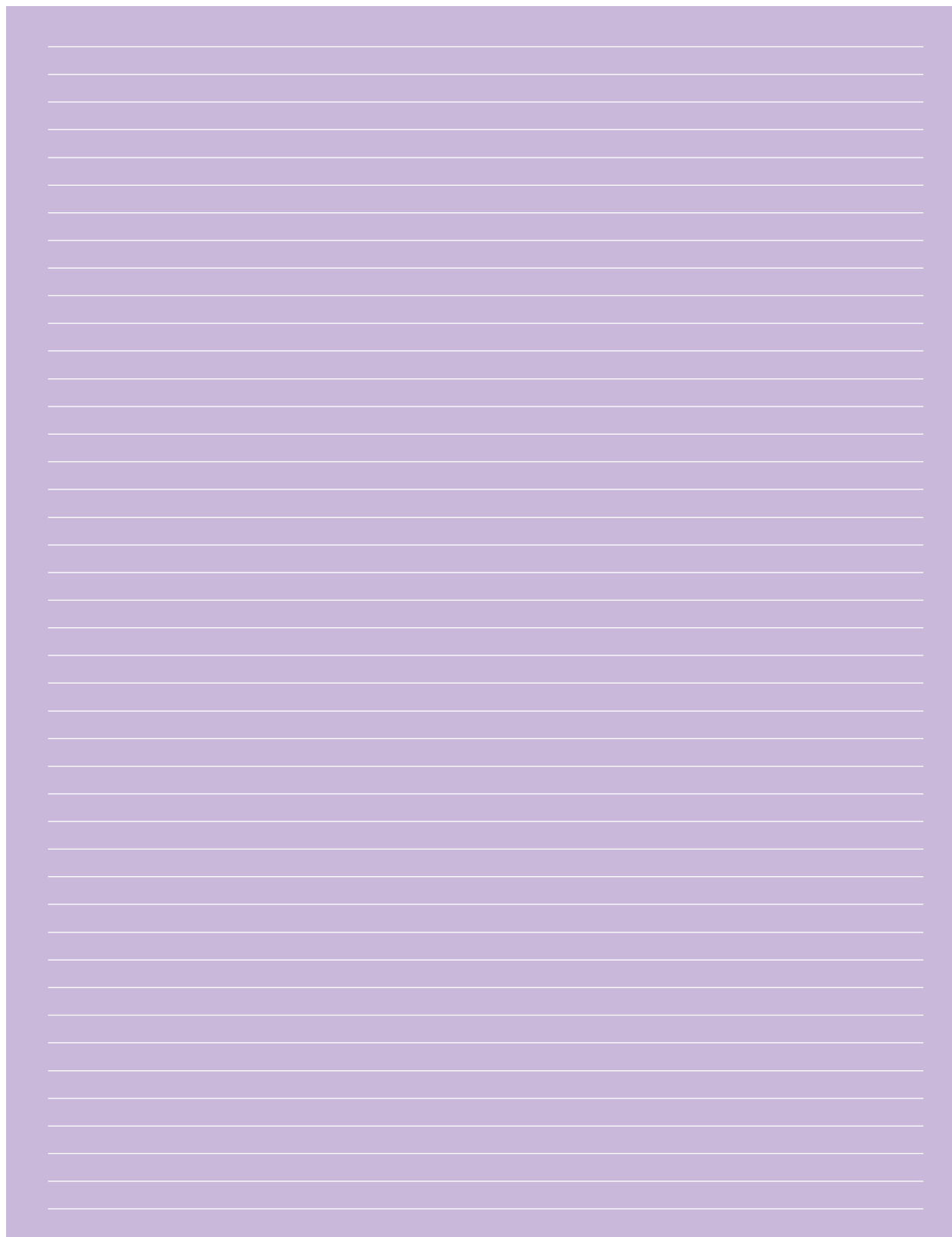
LEÇONS APPRISSES

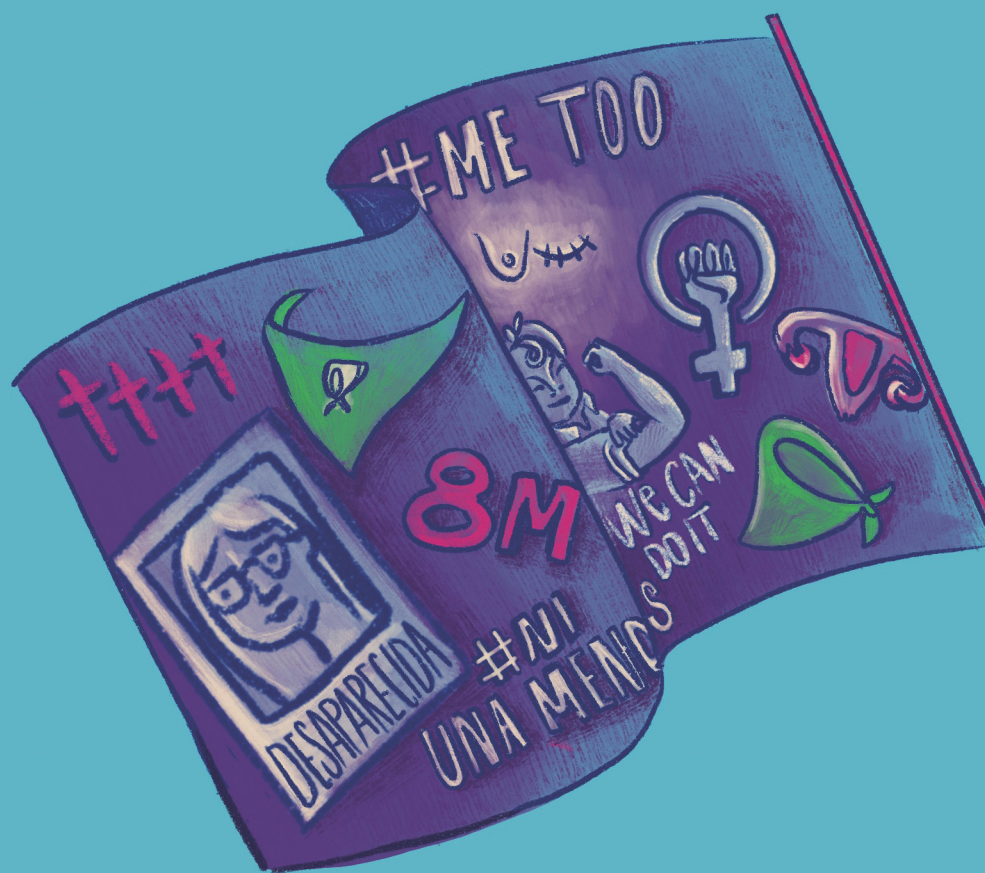
- Le téléconseil, la communication numérique sécurisée et l'utilisation de codes ou de mots-clés s'avèrent être des mécanismes efficaces pour fournir un soutien psychosocial confidentiel, en particulier lorsqu'il existe des obstacles géographiques, temporels, liés à la stigmatisation ou à la sécurité.
- Ces approches élargissent l'accès, respectent l'autonomie et renforcent la confiance, à condition qu'elles s'accompagnent de garanties solides en matière de confidentialité et de protection des données.

RISQUES/DÉFIS:

- Les initiatives visant à lutter contre la violence basée sur le genre et à soutenir les victimes à travers les espaces et les outils numériques exposent les militant.e.s et les victimes à des risques tels que le harcèlement, la surveillance, le doxxing et les menaces.
- Il est essentiel d'intégrer dès le départ des stratégies de sécurité numérique et des protocoles de protection adaptés à ces contextes.
- Il est essentiel d'intégrer un soutien psychosocial pour les équipes, compte tenu de l'impact émotionnel de cette violence.
- À cet égard, la résilience numérique doit être renforcée à plusieurs niveaux : individuel, collectif et organisationnel.

105 MES NOTES:





Thème:

Violence basée
sur le **genre**
et accès
à la **justice**



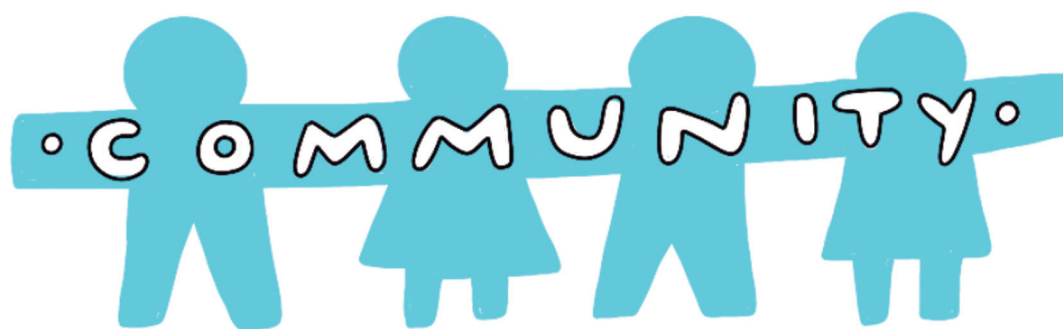


INTRODUCTION:

Le volet « Gestion des cas de violence basée sur le genre et accès à la justice » du projet **FON** vise à garantir un soutien complet et multidisciplinaire centré sur les survivantes de la violence basée sur le genre, afin de les accompagner dans leur parcours vers l'accès à la justice, la réparation et la guérison, en fonction de leurs besoins, de leurs réalités et de leurs aspirations. Les survivantes sont ainsi reconnues comme des actrices centrales dans la définition de leur propre chemin vers la réparation et la reconstruction.

Au cœur d'une approche féministe — présente dans le projet **FON** — se trouve la transformation sociale. Transformer, c'est créer un nouveau paradigme, de nouvelles dimensions jusqu'alors invisibles ou rendues invisibles, pour générer d'autres possibilités, de nouveaux avenir.

Néanmoins, pour transformer, il faut savoir ce que l'on transforme et pourquoi on le fait, c'est-à-dire avoir une compréhension approfondie des « anciens modèles – structures – systèmes » qui continuent d'opprimer, d'exclure et de dominer les groupes et communautés les plus vulnérables, ceux qui sont structurellement réduits au silence et les plus touchés par la violence basée sur le genre, notamment les femmes, les filles, les personnes en situation de handicap et celles dont l'identité de genre et l'orientation sexuelle sont dissidentes. Pour comprendre comment ces systèmes fonctionnent et ainsi élaborer des stratégies de résistance et de transformation, il est important de comprendre les mécanismes et les acteurs impliqués dans leur reproduction au sein du système judiciaire.



#1 FICHE

Réponse intégrée pour l'accès à la justice.

La gestion des dossiers dans une perspective féministe, telle que pratiquée par les OSC participant au projet **FON** implique la mobilisation coordonnée d'outils et d'approches de soutien juridique, psychosocial, émotionnel, communautaire et culturel, permettant d'apporter une réponse aux multiples dimensions et aux répercussions de la violence, y compris la violence judiciaire perpétrée par les institutions et leurs représentant.es. Autrement dit, la violence que ces institutions infligent aux victimes en remettant en question la sincérité et la véracité de leurs récits, en imposant des procédures longues et coûteuses aux plus vulnérables, et en les obligeant à revivre la douleur, la peur et la culpabilité que la violence basée sur le genre leur a déjà infligées.

Pour s'attaquer à un système fondé sur la violence, les OSC participant au projet ont pris conscience qu'il était nécessaire d'aller au-delà d'une approche strictement judiciaire pour inclure la reconstruction de projets de vie, le soutien psychosocial, le soutien communautaire, les pratiques de soins et d'autogestion de la santé, ainsi que des approches créatives et collectives de guérison et de réparation.

CONTEXTE:

Les pratiques illustrées par ce thème transversal s'inscrivent dans deux contextes – deux régions du monde – présentant des différences significatives sur les plans politique, socioculturel et économique : la Colombie et l'Éthiopie. Pourtant, ces sociétés partagent des systèmes d'oppression majeurs – le patriarcat, le capitalisme et le système colonial perpétué par le mécanisme de la colonialité – qui les structurent et fournissent un cadre commun aux institutions chargées de la justice.

Il en résulte des formes nombreuses et variées de violence de genre subies par les femmes, les filles et les personnes non conformes au genre, mais aussi par les hommes et les garçons – bien que de manière différente. Les positions occupées par les femmes, les hommes et les personnes non conformes au genre résultent de l'intersection du genre avec d'autres facteurs d'oppression spécifiques à chaque société (âge, ethnicité, race, orientation sexuelle, classe sociale, etc.).



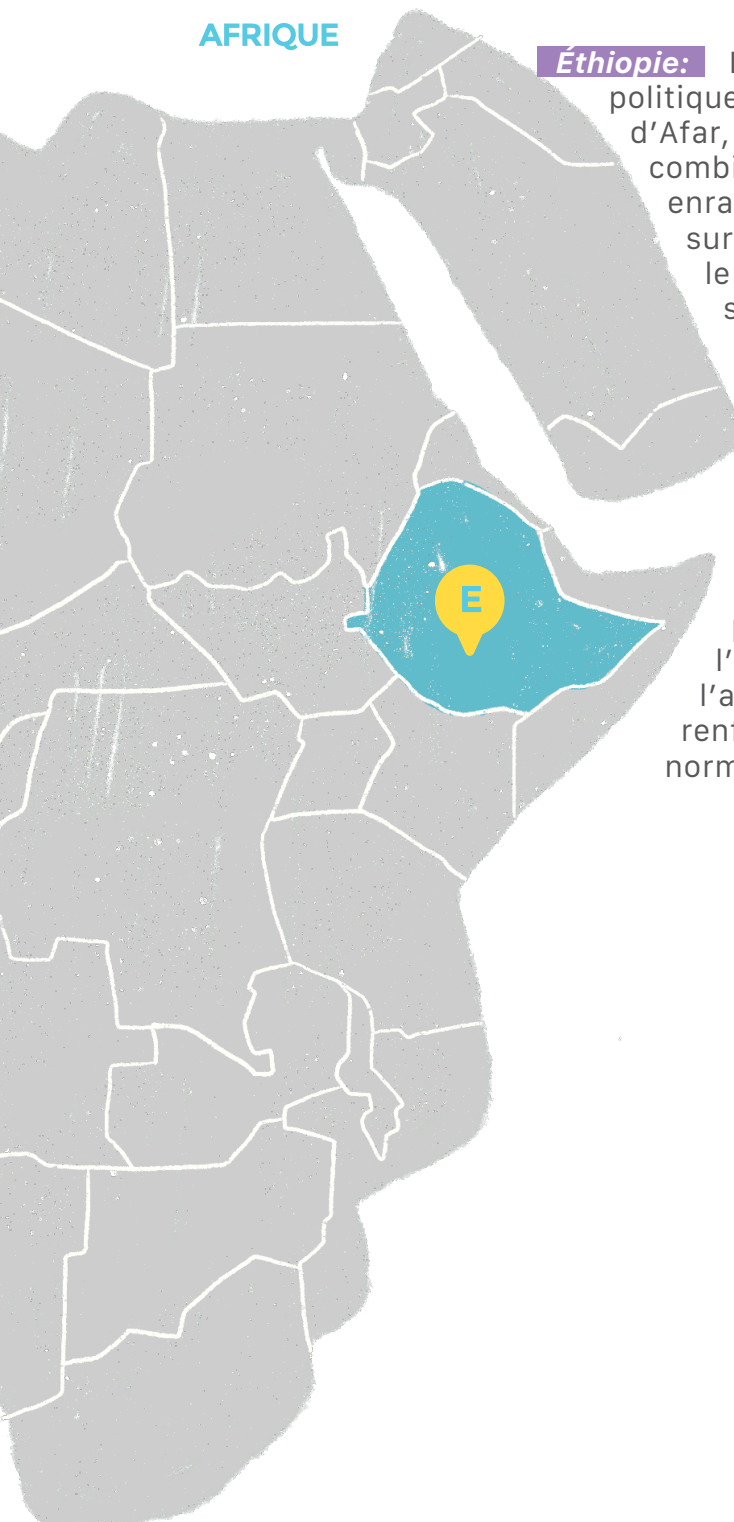
Pour certaines personnes, ces facteurs constituent des ressources qui influencent leur accès aux droits et créent des relations de domination, des dynamiques de pouvoir et des dépendances économiques, et ont un impact décisif sur l'accès à la justice.

En effet, le système judiciaire n'est pas à l'abri des normes sociales, ni des diktats patriarcaux concernant la place et les « devoirs » des femmes et des hommes dans la société, ni de la conception de la punition comme un rappel de l'ordre établi qui doit être respecté par le biais de mécanismes punitifs et de l'exemplarité, afin de maintenir un modèle de société conforme aux normes et ancré dans la tradition. Ainsi, dans les deux régions mises en avant ici, mais aussi à l'échelle mondiale, l'accès des survivantes à la justice est marqué par des barrières psychologiques, symboliques, économiques et culturelles liées aux systèmes d'oppression et de domination, ce qui se traduit par des niveaux élevés d'impunité.

La Colombie dispose d'un **arsenal juridique important** pour la protection des femmes, des filles et des personnes non conformes au genre victimes de violence, la criminalisation de la violence et le soutien organisé fourni en collaboration avec la société civile. De plus, dans le cadre de la justice transitionnelle, en 2025, la Colombie a reconnu la violence sexuelle – y compris celle commise à l'encontre des hommes – perpétrée pendant le conflit armé interne comme un acte à la fois individuel et collectif. Cela met en évidence la nature structurelle et stratégique de la violence utilisée comme arme de guerre. Malgré ces mécanismes innovants, le système judiciaire, dans son ensemble, conserve une vision conservatrice, et les procédures restent longues et coûteuses. De plus, de nombreux cas de violence basée sur le genre, y compris les féminicides, restent impunis en raison de retards administratifs pouvant entraîner la libération de l'auteur à l'expiration des délais.

AMÉRIQUE DU SUD

AFRIQUE



Éthiopie: Les conflits et la violence, principalement politiques, en particulier dans les régions d'Amhara et d'Afar, avec des dimensions culturelles et sociales, combinés à des normes patriarcales profondément enracinées, conduisent à une violence basée sur le genre généralisée et croissante. Pendant le conflit du Tigré (2020–2022), la violence sexuelle a été systématiquement utilisée comme arme de guerre contre les femmes et les filles, avec des conséquences graves et durables. Ces violences ont persisté au-delà du conflit, alimentées par l'impunité, l'insécurité et les déplacements forcés, avec une augmentation du nombre de cas.

Les filles et les jeunes femmes restent particulièrement exposées, tandis que l'insuffisance des réponses institutionnelles, l'accès limité aux soins et la stigmatisation renforcent leur vulnérabilité et contribuent à la normalisation de la violence sexuelle.

BONNES PRATIQUES

1 Apporter un soutien émotionnel aux femmes en situation d'urgence.**

LE COLLECTIF EMPODÉRAME DE COLOMBIA



EMPODÉRAME
Fundación

a mis en œuvre une stratégie intégrée de soutien psychosocial et juridique visant à apporter un soutien émotionnel aux femmes en situation d'urgence : « Reconnaître pour soutenir ». S'appuyant sur son expérience et sa connaissance du système judiciaire, l'OSC sait que, au cours des procédures judiciaires, de nombreux obstacles institutionnels apparaissent, notamment des tentatives de classement des affaires et le retrait des plaintes par les survivantes en raison de l'impact psycho-émotionnel de la violence. Le rôle de l'OSC est d'essayer de surmonter ces obstacles grâce à l'engagement de son équipe juridique, d'une part, et au soutien psychosocial constant apporté à la victime, d'autre part.

« La prise en charge initiale des victimes ou des survivantes et de leurs familles doit être globale, avec des mesures sur mesure et adaptées à chaque cas, chaque situation et chaque besoin, afin de les orienter vers des partenaires stratégiques qui fournissent un retour d'information ou des mises à jour sur les progrès réalisés, de sorte que l'accompagnement aboutisse à des résultats garantissant une vie à l'abri de la violence et la sécurité des personnes »

Fundación Empoderame



«Ce modèle d'intervention prévient la révictimisation, permet une intervention rapide et garantit un soutien complet dès la toute première séance»

Fundación Empodérame

Les séances de soutien psychosocial se déroulent en tête-à-tête et reposent sur un soutien émotionnel, en recourant principalement aux techniques de stabilisation émotionnelle «**Havening et Tapping**».

Le Havening est une approche psychosensorielle qui utilise le toucher pour réduire les réactions émotionnelles négatives associées aux souvenirs d'événements traumatisants ou stressants. L'objectif des techniques Havening – «**Haven**» signifiant «**Tapping**» – est de créer un « espace sûr » en soi, afin de mieux gérer ses émotions.

Selon cette approche, certaines expériences négatives sont encodées dans le cerveau d'une manière qui les rend particulièrement résistantes au changement. L'objectif du Havening est de modifier cet encodage par des techniques spécifiques, contribuant ainsi à réduire ou à éliminer les réactions de détresse liées à ces souvenirs.

Tapping: il faut d'abord identifier les émotions négatives, les pensées qui tournent en boucle ou les symptômes physiques de détresse. Ensuite, dans un ordre précis, la personne tapote du bout des doigts divers points situés sur la tête et le haut du corps.



2

Réintégration des survivantes dans la communauté.**

L'ONG EURIKA, EN ÉTHIOPIE



a mis en place une réponse intégrée à la violence basée sur le genre, centrée sur les survivantes, qui combine l'hébergement dans des refuges avec un soutien psychosocial tenant compte des traumatismes, des soins médicaux, une aide juridique et **une réintégration planifiée dans la communauté.**

L'OSC est consciente du traumatisme profond subi tant par les survivantes de violences que par leurs enfants, et reconnaît la vulnérabilité des femmes et de leurs enfants lors de leur retour dans la communauté.



L'OSC veille également à ce que les enfants soient réintégrés en toute sécurité dans leurs familles ou leurs communautés. À ce-tte fin, toute une gamme de services est fournie dans le cadre d'un programme de guérison et d'autonomisation conçu pour restaurer leur indépendance, les aider à dépasser leur condition de victime et faciliter leur réintégration dans la communauté dans la dignité.

L'OSC produit des émissions de radio, des événements inclusifs et du théâtre participatif pour sensibiliser la communauté à la dénormalisation de la violence basée sur le genre. Elle organise des discussions avec des chefs religieux, des responsables masculins au sein des communautés scolaires et des associations de femmes (organisations de mères) sur la violence basée sur le genre et son impact sur la vie des femmes et des enfants.

Ces activités sont co-crées avec des associations et des institutions qui apportent un soutien aux victimes de violence basée sur le genre afin que les femmes et les filles de la communauté comprennent que la violence n'est pas la norme, que rien ne la justifie, qu'elles ont le droit à une vie sans violence et qu'en cas de violence, elles doivent la signaler et demander de l'aide.

En outre, ces activités de sensibilisation fournissent également des informations sur le soutien disponible pour les victimes et les services proposés. L'objectif ultime est de renforcer les efforts de prévention contre la violence basée sur le genre et de garantir des environnements non violents qui soutiennent les survivantes.

« Il est important que les femmes sachent qui les soutient et qu'elles ne sont pas seules »

Eurika



LEÇONS APPRISSES

- L'importance d'une équipe fournissant à la fois un soutien psychosocial et juridique, dotée d'une compréhension féministe de la violence basée sur le genre, capable d'analyser et d'expliquer la dimension structurelle ainsi que les mécanismes institutionnels et intersubjectifs du patriarcat qui empêchent la guérison des femmes, des filles et des personnes non conformes au genre victimes de violence.
- Le personnel des centres d'aide doit bénéficier d'un renforcement des capacités « sur mesure » et de formations de mise à jour continues afin de garantir la qualité des services.
- Il est essentiel d'impliquer les hommes en tant qu'alliés pour changer les normes patriarcales et prévenir la violence.
- Dans certaines communautés, tant pour les femmes et les filles que pour les hommes et les garçons, la violence est normalisée ; c'est la norme sociale et culturelle, certains la commettent et « corrigent », d'autres la subissant parce que « cela a toujours été ainsi depuis des générations ». Dénormaliser la violence et l'éliminer de la vie des femmes et des hommes est un long processus qui nécessite une action collective et soutenue impliquant l'ensemble de la communauté.

DÉFIS ET RISQUES:

Le soutien individuel aux femmes victimes de violence et l'action collective avec l'ensemble de la communauté nécessitent un soutien financier durable qui ne mette pas en péril la vie des femmes ni la transformation de la communauté.

FICHE #2

Investissement communautaire dans l'accès à la justice pour les survivantes.

Ce domaine thématique reconnaît le rôle central des processus communautaires, sociaux et culturels dans l'accès à la justice et à la réparation. Les témoignages d'OSC travaillant dans ce domaine démontrent la diversité des voies complémentaires et alternatives vers la justice, tout en renforçant l'accès aux mécanismes institutionnels et la responsabilité des États dans la garantie des droits.

En plaçant les survivantes au centre, les OSC contribuent à transformer les rapports de force et les conditions qui perpétuent la violence, tout en promouvant une justice globale fondée sur la dignité, la prise en charge, la responsabilité partagée entre les institutions et les communautés, et la reconnaissance des besoins et des expériences des survivantes.

Ainsi, s'appuyant sur leur expérience et leurs connaissances de terrain, les OSC féministes participant au projet **FON** reconnaissent que la lutte contre la violence de genre et sa prévention dans une perspective féministe impliquent non seulement d'apporter un soutien global aux survivantes, mais aussi d'entreprendre des actions de transformation en profondeur avec et au sein des communautés. Cela passe par la formation et la sensibilisation des différentes parties prenantes, y compris les survivantes elles-mêmes, mais aussi par le développement de pratiques – tant internes qu'externes – qui remettent en cause les systèmes d'oppression qui les stigmatisent, les discriminent et les excluent.

CONTEXTE:

Mexique un pays marqué par les inégalités, l'injustice et la violence. En effet, différents types et formes de violence coexistent et se renforcent mutuellement : criminalité, cartels de la drogue, disparitions, forces de police corrompues et violentes, violence domestique et conjugale à l'encontre des femmes, des filles et des enfants en général, jusqu'aux féminicides (28 977 entre 2015 et 2024, mais dont seulement 8 127 cas, soit 28 % du total, ont fait l'objet d'une enquête).

La grande majorité des formes et types de violence sont perpétrés par des hommes, contre les femmes et les filles, mais aussi contre les personnes non binaires et non conformes au genre, le tout au sein d'un cercle vicieux de pauvreté, d'exploitation, de corruption, d'abus sexuels, de migration, de violence, de marginalisation, de discrimination et de racisme, ainsi que de macro- et micro-criminalité. Au sein de ce cycle, les victimes de violence ont un accès inégal à la protection et à la justice. Dans ce contexte, où la pauvreté est criminalisée et où les «pauvres», sont stigmatisés, la société civile s'engage à forger des alternatives.

Sri Lanka: Une société conservatrice, marquée par d'importantes inégalités entre les femmes, les filles, les hommes et les garçons. Les femmes et les filles souffrent énormément : mutilations génitales féminines, mariages forcés, mariages d'enfants, viols conjugaux ; le divorce est une menace constante pour les femmes, car le mariage est de nature religieuse et peut être facilement dissous par les hommes. En cas de divorce, les femmes se retrouvent sans rien, car rien n'est à leur nom (maison, terre, etc.), et elles perdent l'autorité parentale, qui n'est pas reconnue par la loi religieuse. Les femmes sont responsables de l'ensemble des tâches domestiques, de la garde des enfants et de la prise en charge des personnes à charge. La polygamie est justifiée par des motifs religieux. L'autonomie des femmes n'est pas acceptée, et elles n'ont même pas le contrôle de leur propre corps. Le taux d'utilisation des moyens de contraception modernes est de 53 %, ce qui signifie qu'une femme sur deux n'y a pas accès, et celles qui les utilisent le font en secret. Tout cela conduit à une dépendance financière et psychologique chez les femmes, provoquant des problèmes de santé mentale et psychosociaux.

India

S

ASIE

BONNES PRATIQUES

1 Justice sociale et réparatrice: une pratique quotidienne construite sur le terrain.**

L'EXPÉRIENCE DE L'OSC ALGARAZA AU MEXIQUE



Montre que la justice sociale et réparatrice n'est pas un idéal utopique ; c'est une pratique quotidienne nécessaire, construite à partir de la base, avec les communautés et pour les communautés. L'OSC travaille avec des femmes, des adolescentes, des jeunes – filles et garçons – et des personnes non conformes au genre qui sont en contact avec le système de justice pénale, qu'elles soient en détention ou en liberté. Son travail vise à renforcer le chemin vers la justice sociale et réparatrice par le biais d'un travail communautaire, en considérant les processus de réinsertion sociale comme un effort collectif impliquant non seulement les personnes en conflit avec le système de justice pénale, mais aussi les communautés et les victimes.

L'OSC travaille au niveau local avec des défenseur.seuses des droits des femmes, des femmes leaders et divers collectifs au sein des réseaux de soutien aux victimes. À cette fin, l'OSC organise, d'une part, des sessions de formation afin que les leaders communautaires puissent remplir leur rôle d'écoute et de soutien aux victimes ; et, d'autre part, des ateliers sur les soins de soi et le bien-être personnel comme mesure de protection de leur santé émotionnelle, mentale et collective. L'OSC organise des ateliers visant à développer les compétences socio-émotionnelles et à stimuler la créativité par le biais d'activités ludiques et éducatives. Les participant.e.s peuvent explorer leur imagination et développer leurs talents dans un environnement sûr et accueillant, renforçant ainsi leur sentiment d'identité et d'appartenance. L'OSC encourage la résolution des conflits par le dialogue et la médiation, outils essentiels pour construire une coexistence pacifique et juste. L'objectif est de donner aux communautés les moyens de résoudre leurs différends de manière constructive et de renforcer ainsi la cohésion sociale.

2 Des espaces sûrs le rétablissement et l'autonomisation des femmes victimes de violence. **

LE CENTRE INDÉPENDANT EWING POUR LES FEMMES ET LES ENFANTS AU SRI LANKA

a mis en place des espaces de travail communautaires. Le centre utilise des clubs sportifs pour organiser des espaces sûrs destinés aux survivantes et aux femmes en situation de risque. Il s'agit d'espaces confidentiels qui permettent d'aborder les situations de violence avec plus de calme et de sensibilité. Ces espaces sont également utilisés pour former et informer sur les droits humains, notamment les droits des femmes, l'égalité de genre et la violence basée sur le genre, en tant que mécanisme collectif pour remettre en cause le patriarcat.

Ces espaces permettent aux femmes de se concentrer sur leur propre bien-être physique et mental, leur guérison, la solidarité et l'acquisition de connaissances. Ils constituent un élément clé de l'autonomisation des femmes et du travail de prévention de la violence basée sur le genre. L'objectif principal est de permettre aux femmes et aux filles de sortir du cycle de violence dans lequel elles se trouvent et d'acquérir une compréhension claire de leur environnement social et institutionnel.



« Les survivantes ont commencé à reprendre confiance, et davantage de femmes ont commencé à dénoncer la violence, ou à signaler activement les cas impliquant leurs amies, et à se soutenir mutuellement »



« Ce travail a normalisé la participation collective des femmes dans les espaces publics et réduit la stigmatisation associée à la violence basée sur le genre » EWING



Les espaces sûrs sont des lieux communautaires où les femmes rencontrent des animateur.rice.s formés.e.s à la violence basée sur le genre – et à son impact – ainsi qu’aux outils participatifs.

Ce sont des espaces où les femmes discutent de leur situation, de leurs craintes et de leurs souffrances. Le cadre d’un espace sûr doit être propice à un partage intime (éviter les zones très fréquentées ou les espaces ouverts où les femmes pourraient être vues et/ou entendues par des tiers). Les animateur.trices peuvent s’appuyer sur des outils participatifs qui font appel au corps – tels que le théâtre et diverses dynamiques de groupe – pour aider les femmes à se réapproprier leur corps et faciliter leur expression, qui n’est pas toujours verbale.

Les animateur.trices encouragent l’expression, le dialogue, le questionnement et la réflexion collective parmi les participantes. **Le respect, l’écoute active et la confidentialité constituent le fondement des espaces sûrs.** Tout cela favorise l’émergence des savoirs situés des femmes et de la solidarité politique entre elles. Comprendre la violence comme le mécanisme ultime du patriarcat et sa dénormalisation est fondamental pour entamer un processus de guérison et d’autonomisation individuelles et collectives.



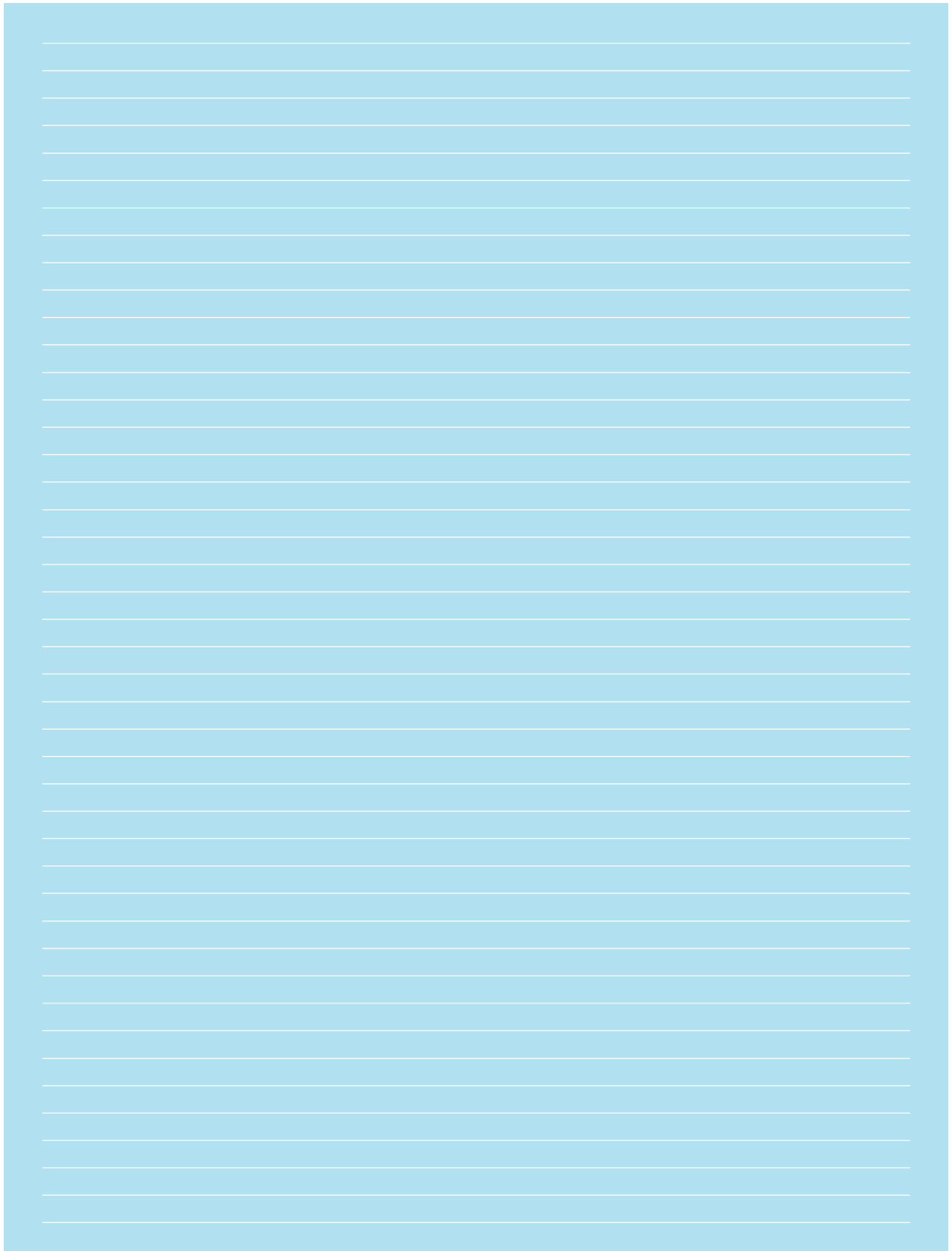
LEÇONS APPRISSES

- Tout comme la violence est construite et renforcée par les actions de divers acteurs dans différents espaces (privés et publics) au sein de la communauté, la construction de la justice doit également être tissée dans la vie quotidienne avec tous les acteurs et à travers les différents espaces de la communauté.
- Une justice qui répare et protège représente un véritable défi pour la communauté, non seulement parce qu'elle remet en cause l'ordre établi par les systèmes d'oppression – le patriarcat, le capitalisme, le système colonial qui engendre le racisme – et reproduit par des mécanismes qui construisent les identités – tels que la culture, les traditions et la religion, entre autres –, mais surtout parce qu'elle ouvre la voie vers un nouveau paradigme collectif de vie libérée de la violence.
- Le travail collectif dans des espaces sûrs permet de mettre en lumière la violence en tant que mécanisme collectif du patriarcat et de concevoir collectivement des mécanismes communautaires de prévention de la violence de genre.
- Les espaces sûrs sont fondamentaux pour offrir un accompagnement au niveau individuel et collectif, pour renforcer la résilience et pour mettre en lumière des savoirs situés utiles à soi-même et à la communauté.
- Les espaces sûrs peuvent et doivent être utilisés non seulement pour les « bénéficiaires de l'initiative », mais aussi pour ceux.celles qui soutiennent l'initiative (les facilitateur.trices).

DÉFIS ET RISQUES:

- L'autogestion des soins est une nécessité et représente un défi pour les OSC, car ces initiatives entraînent des coûts rarement compris par les bailleurs de fonds, et ne sont donc pas inclus dans le budget du projet.
- L'autonomisation des femmes et leur visibilité dans la sphère publique suscitent la colère et la crainte d'un changement dans l'équilibre des pouvoirs entre les hommes, et la réaction peut être violente. Il est important, voire urgent, de mener un travail avec les hommes et les garçons sur la masculinité et la violence basée sur le genre.

MEMES NOTES:



MEMES NOTES:

An illustration of two figures in a dark, starry space. The figure on the left is a person with long, flowing blonde hair, wearing a blue tunic with a red vertical stripe and a white collar. They are looking upwards and to the right. The figure on the right is partially visible, wearing a red tunic with a blue and white patterned collar. The background is dark blue with several white stars of varying sizes. A horizontal band of light blue color runs across the middle of the image, containing the text 'EN CONCLUSION'.

EN CONCLUSION



À travers ces cinq thèmes, la boîte à outils met en lumière la capacité des OSC de terrain, soutenues par le **FON**, à faire face à des contextes et des défis extrêmement difficiles et complexes, marqués par diverses formes de violence — en particulier la violence basée sur le genre — qui s'exercent par le biais de mécanismes variés souvent difficiles à cerner. Malgré la diversité des contextes et des pratiques développées — caractérisées par une **forte innovation et un engagement soutenu, par la reconnaissance des savoirs situés des survivantes et des personnes directement touchées**, ainsi que par le rôle central et la responsabilité des différentes parties prenantes, en particulier les communautés — les pratiques présentées ici soulignent l'importance et la valeur ajoutée d'une approche féministe dotée d'une perspective intersectionnelle. À travers la diversité des approches, des outils et des méthodologies développés et mobilisés par les OSC dans les quatre régions, le care (soin) dans une perspective féministe, apparaît comme un élément central et transversal. Il imprègne non seulement les pratiques mises en œuvre sur le terrain par les OSC, mais aussi le soutien qu'elles ont reçu des organisations membres du consortium dans le cadre du projet **FON**.

Dans une perspective féministe, le CARE (le soin, el cuidado) est une approche et une pratique profondément politique et transformatrice. Comme l'illustrent les bonnes pratiques présentées dans la boîte à outils, le **CARE** dans une perspective féministe est une pratique collective marquée par la sororité; c'est une condition inhérente au processus de guérison non seulement pour les survivantes de violences basées sur le genre, mais aussi pour les communautés auxquelles elles appartiennent. Car la violence de genre n'est pas un acte isolé et interpersonnel ; c'est un mécanisme de

reproduction de systèmes de domination qui sont structurels et se manifestent et se perpétuent à travers des dynamiques intimes, sociales ou politiques.

CARE en tant que pratique organisationnelle féministe

Travailler avec une approche féministe de la violence basée sur le genre implique d'être présente, des'exposer, d'être visible — et parfois incomprise — de, **«mettre son corps» en jeu pour affronter la violence et protéger les autres.** Mais aussi, et surtout, pour soutenir le renforcement du pouvoir individuel et collectif afin de contribuer à la transformation non seulement de la violence, mais aussi des causes qui la sous-tendent.

Le corps est le réceptacle de diverses formes de violence. Toutes les femmes à travers le monde y ont été confrontées, d'une manière ou d'une autre et à des degrés divers, à un moment ou à un autre de leur vie — et parfois, voire souvent, de manière continue.

La violence fait mal: elle provoque du stress et de la peur, qui peuvent être paralysants. Lorsqu'elle devient quotidienne, elle peut conduire à l'acceptation ou à l'adaptation comme mécanisme de survie, à la dépression et à une forme de normalisation, rendant plus difficile toute réaction et toute résistance. Comprendre la violence basée sur le genre comme un mécanisme des systèmes d'oppression — notamment, mais pas exclusivement, le patriarcat — permet aux OSC féministes de l'aborder de manière complexe et transformatrice.

Elles comprennent que la violence ne commence ni ne s'arrête avec l'acte lui-même, mais qu'ils s'agit d'un continuum qui s'exprime à travers des cycles de violence et des mécanismes et pratiques concrets mais complexes. C'est pourquoi elles comprennent et promeuvent également l'importance de la guérison comme une étape nécessaire pour que les survivantes et les communautés puissent reprendre le cours de leur vie.



Dans une perspective féministe, les soins, la guérison et le renforcement du pouvoir d'agir sont intrinsèquement liés : le renforcement du pouvoir d'agir — le processus consistant à prendre conscience des facteurs qui privent de pouvoir (qui limitent la capacité d'agir) et à agir contre eux — implique un processus de guérison. En ce sens, « la guérison est un processus politique de transformation ; c'est l'éveil et l'identification des capacités, des possibilités, des opportunités, des chemins et des ressources personnelles, collectives et ancestrales qui nous aident à nous réapproprier les pouvoirs de la vie et à construire l'équilibre et l'harmonie, en synchronisation avec tout ce qui existe » (Colectiva Actoras de Cambio, Guatemala).

Pour soutenir ces processus, les OSC féministes doivent elles-mêmes intégrer des pratiques de soins dans leur renforcement des capacités internes et leurs dynamiques organisationnelles. Cela reste un défi, compte tenu de la charge de travail importante et de la pression émotionnelle, du manque de ressources humaines — une grande partie des équipes étant composée de bénévoles — ainsi que de la rareté des ressources matérielles et financières. Dans ce contexte, le projet **FON** apporte une réelle valeur ajoutée en permettant aux OSC partenaires de développer ces pratiques en interne, contribuant ainsi à leur renforcement à tous les niveaux.

Les OSC féministes placent la vie au centre, et pas seulement de leur travail. Pour y parvenir, elles mettent en œuvre des stratégies visant à protéger leurs équipes, telles que la création d'espaces de travail sûrs ou des pratiques destinées à autonomiser les individus et le collectif. Avec le soutien de **FON**, elles ont également développé des initiatives de prise en charge, tant au niveau individuel — par exemple, à travers des dispositifs de soutien en santé mentale ou l'écoute active — qu'au niveau collectif, avec des espaces réguliers permettant aux collègues de s'exprimer et de s'écouter mutuellement.

Les facilitateur.trices et les accompagnant.es jouent en effet un rôle central dans les processus de lutte contre la violence basée sur le genre. Leur renforcement de pouvoir d'agir continu – en termes de capacités, d'outils et d'autonomie – ainsi que leur participation

éclairée et leur reconnaissance, ont été des éléments clés du succès des projets. Ainsi, la prise en charge, dans une perspective féministe, au sein des équipes de travail — y compris dans les rôles impliquant la coordination et le soutien des personnes victimes de violence basée sur le genre — a été présente tout au long du projet et contribue à sa pérennité.

• **L'AMÉRIQUE LATINE** • // **COLOMBIE** // Aquelarre // Alianza Joven // Sororidad Sureña // Con-Vivamos // Corporación El Cuarto Mosquetero // Corporación Putamente Poderosas // Corporación Violeta en Movimiento // Fundación Empodérame // Fundación Arte con Amor // Fundación Casa de la Mujer // Fundación Luciérnagas de Colombia // Fundación MOIRAS // Fundación Movimiento Feminista de Niñas y Mujeres Wayuu // Fundación Movimiento de Mujeres Unidas Diversas y Empoderadas (MUDE) // Ítaca laboratorio - Red de organizaciones feministas y diversas del Eje Cafetero // Machis entrelazadas // Montañeras Enruanadas-Colectiva abortera Cundiboyacense // Fundación Mujer y Futuro // Red Departamental de Mujeres Chocoanas // Útera Casa Feminista // Corporación Vamos Mujer // **MÉXIQUE** // ACASAC // Afrocaracolas // Brújula Intersexual // CDMCH (Centro de Derechos de las Mujeres de Chiapas) // Colectiva Arte, Comunidad y Equidad // Colectivo Algaraza // Colibríes // Programa Compañeros, Creciendo en diversidad humana Yumana // El taller // Equipo Mexicano de Antropología Forense (EMAF) // Familia Desaparecidos de Orizaba // Las Calafías // Lúminas // Mujeres de la Tierra // Nos Queremos Vivas // Observatorio de Violencia contra las Mujeres en Guerrero // Pueblos y Comunidades Indígenas Transfronterizas (PUCOMIT) // Red Feminista para el acceso a la Justicia // Red de organizaciones para la defensa de los derechos humanos de las mujeres indígenas y la equidad de género en nuestras comunidades (RODMI) // Red Jacarandas // Red por una política fiscal feminista // Tlali • **ASIE** • // **BANGLADESH** // Disability Pride Bangladesh // Shongshoptok // Ashar Prodeep (AP) // Bangladesh Disabled Development Trust - BDDT // Bolipara Nar Kalyan Somity (BNKS) // Association for Social Development of Bangladesh (ASDB) // Justicia Feminist Network // SPARC // Pathchola Foundation // Oboyob Diversity Circle // Prerona // Nice Foundation // Welfare Association for Development Alternative (WADA) // Youth for Change Bangladesh Foundation // Dalit Women Forum // Jago Nari Unnayan Sangstha (JNUS) // Sex Workers Network // Rape Law Reform Coalition (RLRC) // and Cyber Support for Women and Children (CSWC) Lead - Bangladesh // Legal Aid and Services Trust (BLAST) // Showhardo Alliance // Bangladesh Land Rights Network // Lead- Badabon Sangho // **SRI LANKA** // Venasa Transgender Network // The Grassrooted Trust // Heart to Heart Lanka // Delete Nothing // Sankranthi Foundation (formerly National Transgender Network) // Social Welfare Mandram // Stand Up Movement // Equite // Care Consortium - Red Umbrella Network (DAST) // Sri Lanka Women's NGO (SLWNGOF) - Lead: WERC // The Mannar Women's Development Federation (MWDF) // E- Wing-Independent Centre for Empowering Women and Children // Association of Women with Disabilities // Uva Human Resource Development Foundation // Positive Hopes Alliance // Revolutionary Existence for Human Development (RED) // Circle Wing of Young Feminist Team // Islamic Women's Association for Research and Empowerment - IWAR // Center for Peacebuilding and Reconciliation- cpbr // Community Brotherhood Organisation // Sisterhood Initiative // THOLAMAI // Community Encouragement Foundation (CEF) • **AFRIQUE** • **ÉTHIOPIE** // Need for Nutrition (N4ED) // Ethiopian Women with Disability National Association (EWDNA) // The Family Guidance Association of Ethiopia (FGAE) // Araya Women and Children Charitable Organization (AWCCO) // Joy Development Organization (JDO) // Extending Access and Systems Enhancement // Help Generation // The Ethiopia Network of Women Shelters (ENWS) // Network of Ethiopian Women's Associations (NEWA) // YMP // Underground Digital Rights and Queer Media from Ethiopia // The Good Samaritan Association // Rise and Shine // Tesfa Hiwot HIV Positive Women Association of Tigray (THHPWAT) // Eurika, Éthiopie // Ethiopian Women's Rights Advocates (EWRA) // Conseil éthiopien des droits de l'homme (EHRCO) // **KENYA** // Société pour l'autonomisation des personnes sourdes du Kenya // Alliance africaine des travailleurs du sexe (ASWA) // FIK Feminist in Kenya // Youth Changers Kenya (YCK) // Entashata Loita Community Based Organization // Kiambu Sex Workers Alliance // MaryFaith Children Center (MFCC) // Jinsiangu // Smart Ladies Youth Initiative (SLYI) // Survivors of Sexual Violence in Kenya (SSVKenya) // RHNK // Azadi Kenya // The Poor Philanthropist // Entrepreneur Empowerment Advocacy-Health // Trust for Indigenous Culture & Health (TICAH) // **BURKINA-FASO** // Association des jeunes femmes entrepreneurs (AJFEB) du Burkina Faso // Centre d'Etude et de Prospection en Développement solidaire (C.EPRO. DE.S) // Action Communautaire pour le Bien-être de l'Enfant et de la Femme au Burkina (ABEFAB) // Association Soeurs pour Soeurs/Tond Laa Taaba // Coalition Agir Contre les Violences basées sur le Genre au Burkina Faso - Faso CAC_VBG // Consortium des organisations des femmes rurales leaders du Burkina Faso (COFRL-B) // Association Bonne Gouvernance et Développement Local de la Tapoa (ABGDL/tapoa) // Initiative Pananetugri pour le Bien-Etre de la Femme // **GUINÉE** // Rassem-blement des Jeunes Leaders de Guinée // Initiatives des jeunes pour le bien-être de la femme et l'enfant // Organisation des secours aux handicapés de Guinée // Organisation Force de femmes // Solidarite Suisse-Guinee (SSG) // Réseau Ouest Africain des femmes handicapées (ROFAH) // Women of Africa // Femmes Développement et Droits Humains Guinée (F2DHG) // Amazonnes de la Presse Guinée // Mon Enfant Ma Vie (MEMAV) // Femmes et Filles pour le Développement Durable (FFDD) // Cellule Feminine pour la Protection de l'Enfant et de la Jeune Fille (CFPEJF) // Association Guinéenne des Femmes Actives // Alliance des Jeunes pour la Cause des Femmes AJCF // Afrique ARC-EN-CIEL Guinée // E-Education Citoyenne Guinée // You Fondation GN // **NIGER** // Réseau Feminist Nigérienne // Association Nigérienne pour la Bien-Etre de la Famille (ANBEF) // Femmes Action Développement // Ligue Nigérienne des Droits des Femmes // Jeunesse Active pour le Développement Communautaire Niger (JADCN) // Ecole Parrainage, Action et Développement (EPAD) // Women in Nexus (WIN) // **COTE D'IVOIRE** // Association ivoirienne pour le bien-être familial (AIBEF) // Coalition des Organisations Féministes de Côte d'Ivoire (COFEMCI) // Women in Law and Development in Africa/côte d'Ivoire (WILDAF-CI) // Espace Confiance // Association des Femmes Juristes de CI // Ligue Ivoirienne des Droits des Femmes // Akwaba Mouso // Réseau Ivoirien des Femmes LBQ-RIF // Action et Humanisme // Save Rural Women and Children (SRWOCH) // Femmes Veuves d'Afrique (FVA) // Digu Tugu // SOS Forêts // Fondation Digu pour la Grande Esperance // Initiative Tile

MÉDECINS DU MONDE, IPPF, CREA, EMPOW'HER Y FIDH